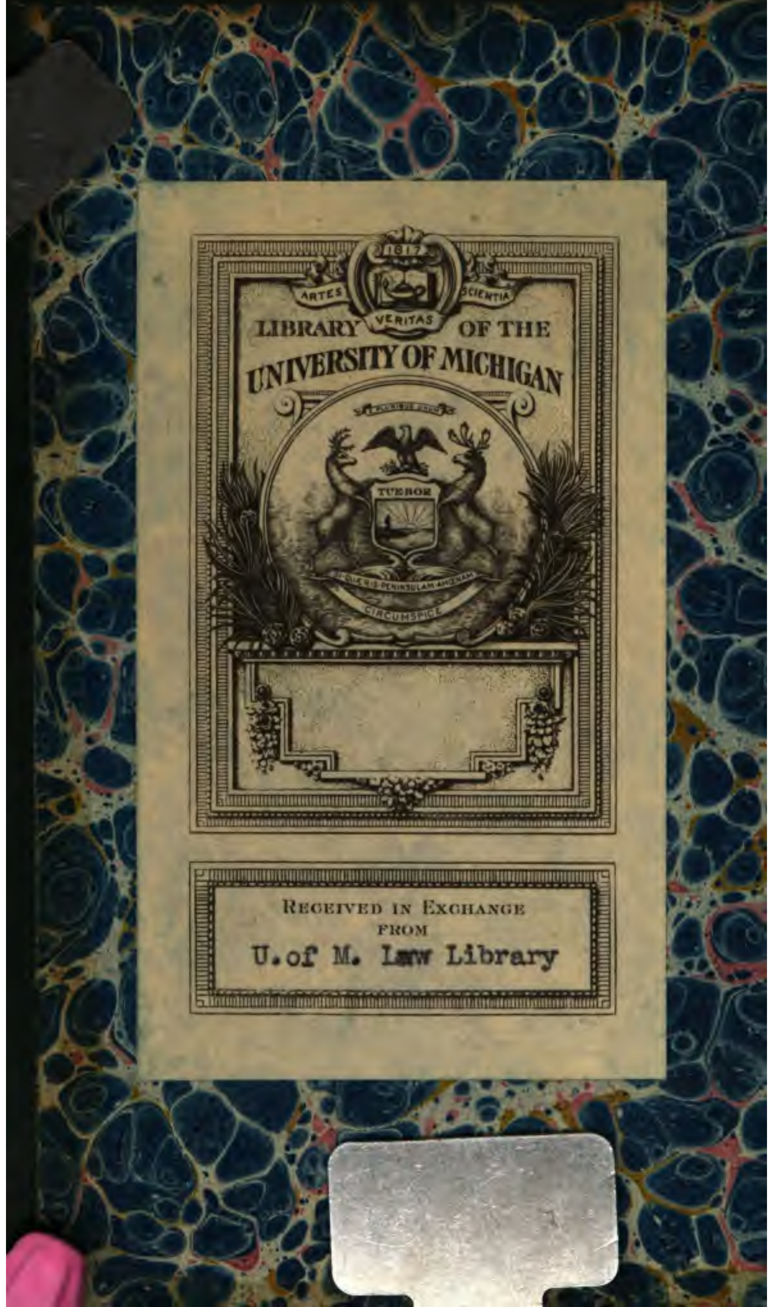
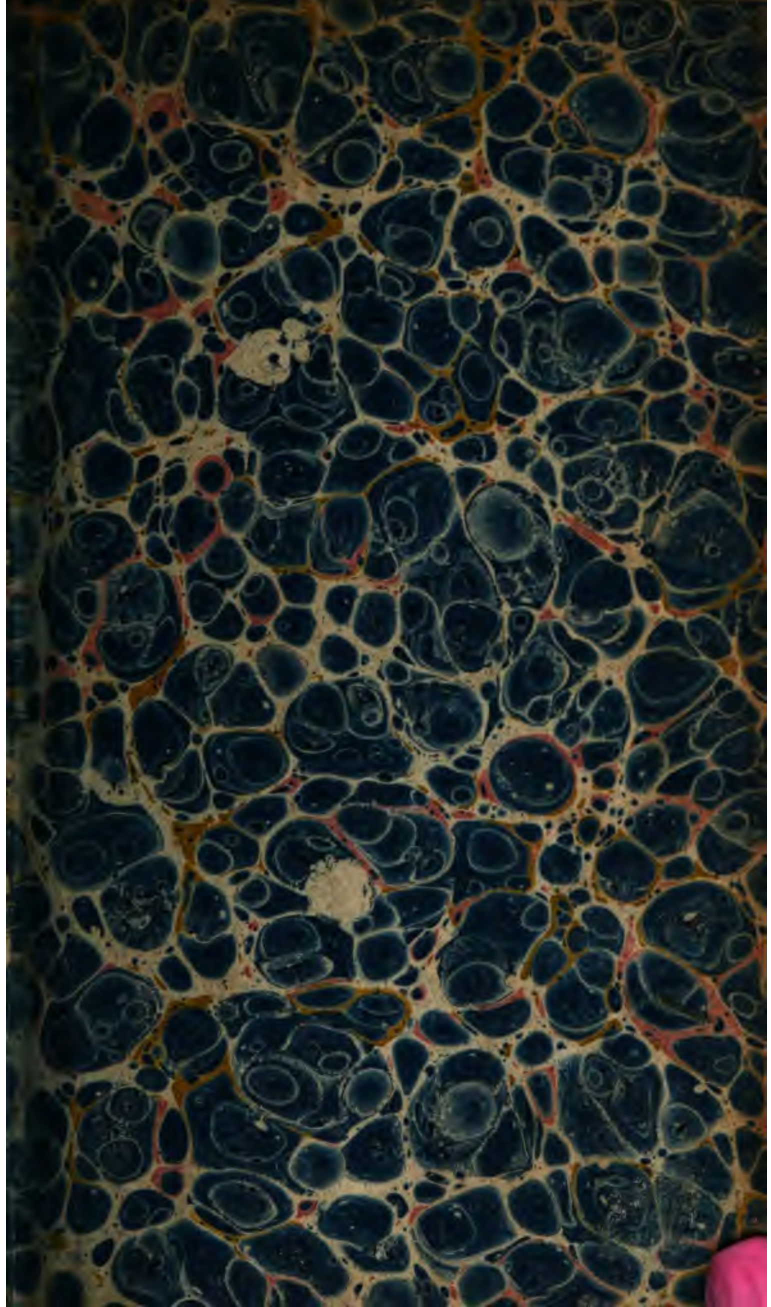
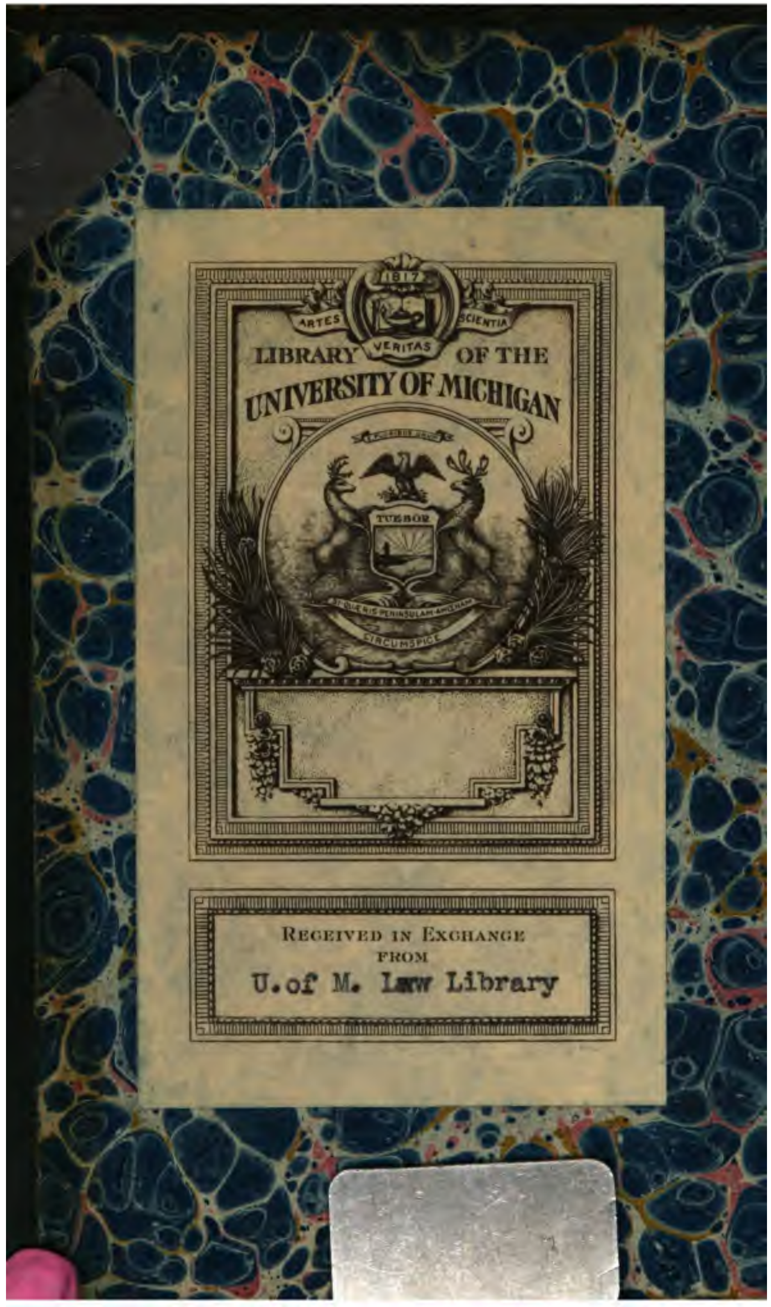
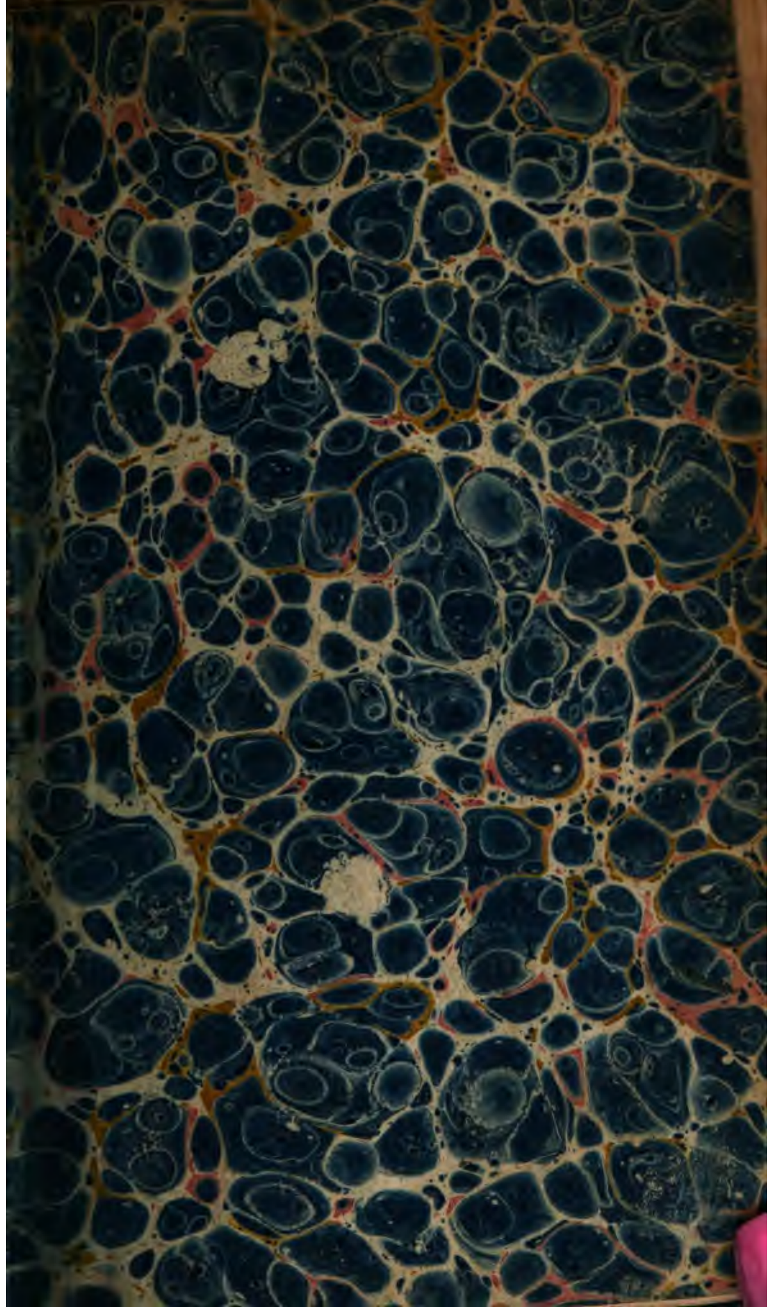

1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE
RECEIVED IN EXCHANGE
FROM
U.of M. Law Library




1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE





Pension St Louis-de-Gonzague.

Distribution solennelle

DES PRIX.

le 7 août 1851

Classe de 7me

L'Elève Viollet Paul

a mérité le prix d'Examen

du 2e Semestre.

Le Professeur,

Le Sous-Directeur, E. Allegret

Le Directeur, Eug. Viot

Lith. Clarey Martineau, Tours

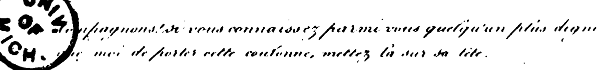
HISTOIRE

DE

PHILIPPE-AUGUSTE.

A LA MÊME LIBRAIRIE :

HISTOIRE D'ANGLETERRE. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE RUSSIE. 1 vol. in-12.
HISTOIRE D'ESPAGNE. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DU BAS-EMPIRE. 2. vol. in-12.
HISTOIRE DU MOYEN-AGE. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE LOUIS XII. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE LOUIS XIV. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DU GRAND CONDÉ. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE VAUBAN. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE GODEFROI DE BOUILLON. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE PIERRE D'AUBUSSON. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE HENRI IV. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DU BRAVE CRILLON. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE BERTRAND DU GUESCLIN. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE BOSSUET. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE FÉNELON. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE PIE VI. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE PIE VII. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE MARIE-ANTOINETTE. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DES SOLITAIRES D'ORIENT. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE SAINTE MONIQUE. 1 vol. in-12.
HISTOIRE DE STANISLAS, roi de Pologne. 1 vol. in-12.



Compagnons! si vous connaissez parmi vous quelqu'un plus digne que moi de porter cette couronne, mettez là sur sa tête.

HISTOIRE

DE

PHILIPPE-AUGUSTE,

ROI DE FRANCE.



LILLE.

L. LEFORT, IMPRIMEUR-LIBRAIRE,

RUE ESQUERMOISE, 55.

1845.



HISTOIRE DE PHILIPPE-AUGUSTE.

LIVRE PREMIER.

Naissance de Philippe-Auguste. — Son éducation. — Louis VII associe son fils à la couronne. — Sacre du roi. — Ses premiers édits. — Mariage de la reine Anne, sœur du roi, avec Alexis Comnène. — Mort de Henri, comte de Champagne, beau-frère du roi. — Mariage du roi avec Isabelle de Hainaut. — Mort de Louis VII. — Guerre civile à l'occasion de la régence — Le roi humilie plusieurs seigneurs. — Changements dans la régence. — Différend avec la cour de Rome. — Les Juifs sont bannis de France. — Diverses occupations du roi — Guerre du Vermaudois. — Division dans la maison royale d'Angleterre, terminée par la mort du jeune roi Henri. — Défaite des routiers et autres voleurs publics. — Second mariage de l'impératrice de Constantinople, sœur du roi, avec Andronic I.

La tranquillité dont jouissait la France, sous le règne de Louis VII, ne suffisait pas au bonheur de

ce prince; il manquait à sa félicité un fils qui pût s'asseoir sur le trône après lui, et les Français, qui aimaient ce roi juste et religieux, désiraient avec ardeur que ses vœux pour la naissance d'un héritier fussent exaucés. Louis, qui entrait dans sa quarante-cinquième année, n'osait plus se flatter de les voir réalisés. Il avait eu quatre filles de ses deux premières femmes, et avait épousé en troisièmes noces Alix, fille de Thibaut IV, comte de Champagne. Cette princesse était jeune, spirituelle, douce et vertueuse, et elle était mariée depuis cinq ans, sans espérance de postérité.

Partout on adressait au ciel des vœux et des prières ferventes, afin d'obtenir un successeur à la couronne; le roi et la reine pratiquaient toutes sortes d'exercices de piété ; ils jeûnaient, ils priaient, les pauvres éprouvaient leurs libéralités. Le ciel enfin se laissa fléchir; et le samedi, 22 août de l'année 1166, la reine mit au monde un fils.

L'allégresse fut générale dans tout le royaume. Le gouvernement de Louis VII avait été très-doux et très-modéré ; on espérait le même bonheur d'un prince issu de son sang. Ce ne fut donc qu'acclamations, que feux de joie, qu'actions de grâces au Seigneur, que témoignages d'une réjouissance sincère et générale. L'enfant fut surnommé d'une commune voix *Dieu-Donné*. Il fut baptisé à Notre-Dame par Mau-

rice, évêque de Paris. Philippe d'Alsace, comte de Flandre, et la reine Constance, femme de Raimond V, comte de Toulouse, furent son parrain et sa marraine.

Le roi souhaita que trois des plus pieux ecclésias- [illegible] le présentassent sur les fonts sacrés [illegible] abbé de

extraordinaires, dont l'aspect lui fit éprouver une vive frayeur. Cette rencontre, qui n'eut d'ailleurs aucune conséquence, frappa vivement son imagination. Le même jour la fièvre le prit, et elle devint en peu de temps si violente, que l'on commença à craindre pour ses jours. Ses accès étaient accompagnés d'un délire qui achevait d'ôter toute espérance. La douleur et la consternation s'emparèrent de tous les esprits, et le roi surtout paraissait inconsolable.

Au milieu de son extrême douleur, il eut recours à Dieu, et il choisit pour intercesseur auprès de lui saint Thomas de Cantorbéry. Le roi avait d'autant plus sujet d'espérer en la protection de ce saint martyr, qu'il l'avait connu particulièrement, et qu'il lui avait donné un asile contre la colère du roi d'Angleterre.

Louis entreprit d'aller visiter en Angleterre le tombeau du Saint; Robert, comte de Dreux, frère du roi; le comte de Flandre; Henri, duc de Brabant; Baudouin, comte de Guines, et une infinité d'autres seigneurs l'accompagnèrent dans ce voyage. Ils le faisaient avec un empressement égal à celui du roi; ce qui paraissait d'autant plus surprenant que le comte de Dreux devait succéder à la couronne, si le jeune prince était venu à mourir.

Le roi s'embarqua, après avoir pris un passeport du roi d'Angleterre, et il arriva à Douvres le 23 du mois d'août 1179. Le roi d'Angleterre se trouva sur

le port avec toute sa cour, et reçut le monarque français avec la plus grande magnificence. Louis VII se rendit en toute hâte à Cantorbéry, se prosterna sur le tombeau de saint Thomas, y demanda à Dieu, en versant des larmes, le rétablissement de la santé d'un fils qui lui était si cher, et il accompagna sa prière d'une offrande, qui consistait en une coupe d'or très-pesante, en une rente de cent muids de vin pour les religieux de Cantorbéry, payable le 24 août de chaque année, aux environs de Poissi, qui était alors une place frontière entre la France et l'Angleterre.

Dès le lendemain, le roi retourna à Douvres, toujours accompagné du roi d'Angleterre. Il mit à la voile le même jour, et prit terre en un petit port de Flandre. Il eut lieu de s'applaudir de la démarche que sa piété lui avait inspirée. Dès son arrivée en France, il apprit que la fièvre du prince était diminuée; et, en peu de temps, cette santé si chère et si précieuse se rétablit entièrement.

Heureux d'une issue aussi favorable, Louis résolut d'associer à sa couronne ce fils que le ciel venait de lui rendre. A cet effet, il convoqua à Paris tous les princes et les principaux seigneurs du royaume; il leur exposa son grand âge, ses fatigues, ses infirmités, et ajouta qu'il avait pris la résolution de leur donner son fils pour roi; que sa jeunesse n'y était

point un obstacle, vu qu'ils le formeraient eux-mêmes aux lois et aux coutumes des Français; qu'il avait d'ailleurs quatorze ans révolus, âge fixé pour la majorité des rois de France.

Chacun applaudit à la résolution du monarque, et on travailla aux préparatifs du sacre, qui fut fixé au jour de la Toussaint, dans la ville de Reims.

La cérémonie se fit avec la plus auguste magnificence; il n'y manqua que la présence du roi. Ce prince, quoique très-souffrant, était parti de Paris pour se rendre à Reims. Il passa par Saint-Denis, afin d'y faire ses dévotions dans l'église des saints martyrs; mais il ne put aller plus loin. Il lui prit un frisson dans tous les membres, qui fut enfin suivi d'une paralysie de tout le côté droit.

Cet accident ne porta aucun retard au sacre du jeune prince. Les douze pairs de France et les principaux seigneurs du royaume se rendirent à Reims. Guillaume de Champagne, cardinal du titre de Sainte-Sabine, archevêque de Reims, fit couler l'huile sainte sur le jeune prince, avec d'autant plus de joie, qu'il était frère de la reine et par conséquent oncle du nouveau roi, à qui on conféra le titre de Philippe II. Le cardinal était assisté des archevêques de Tours, de Sens, de Bourges, et de presque tous les évêques du royaume; Henri le Jeune, roi d'Angleterre, soutint la couronne du nouveau roi, en qualité de duc

de Normandie; le grand sénéchal [1], le grand chambrier, le bouteiller et le connétable remplirent chacun les fonctions de leurs charges.

Après la cérémonie, Philippe fit une déclaration, qui attribuait le droit de sacrer les rois de France aux seuls archevêques de Reims. Cette déclaration fut confirmée par une bulle du pape Alexandre III. Philippe porta ensuite des édits sévères contre les hérétiques et les blasphémateurs, et il bannit de sa cour et du royaume les saltimbanques, qui ne servaient qu'à corrompre les mœurs.

Il donna ensuite ses ordres pour le départ de la reine, sa sœur, qui avait été accordée avant son sacre à Alexis, fils unique de l'empereur de Constantinople, Manuel Comnène. Manuel avait, par ses victoires et par sa bonne administration, rétabli en quelque sorte l'empire d'Orient; il crut ne pouvoir trouver à l'héritier de sa couronne une alliance plus digne et plus avantageuse que celle de la maison de France. Il envoya donc au roi Louis une ambassade solennelle, pour lui demander la reine Anne, la dernière de ses filles, qui n'était pour lors âgée que de neuf

1 Thibaud de Champagne, comte de Blois et de Chartres, qui avait épousé la seconde fille du roi, possédait la charge de grand sénéchal, qui était héréditaire dans sa maison. Cette charge donnait à celui qui en était revêtu le commandement des armées et une inspection souveraine sur tous les officiers. Celle de connétable n'était alors que ce que nous appelons aujourd'hui grand écuyer.

ans. Rien n'était plus commun, dans ce siècle, que ces mariages faits dans un âge aussi tendre, sous prétexte que les épouses, élevées auprès de leurs époux, avaient plus de temps de s'habituer à leur humeur, et de prendre les coutumes des cours où elles devaient régner.

Vers ce même temps (1180), la France perdit Henri I, comte de Champagne, beau-frère du jeune roi. Ce prince était orné des plus belles qualités. Il mourut à Troies, le 17 mars, laissant de Marie, sa femme, deux fils et une fille.

La mort de ce prince n'affaiblit en rien la maison de Champagne, très-puissante alors. Henri, son fils aîné, en âge de la soutenir, était cousin germain du jeune roi. Thibaud, comte de Blois et de Chartres, par sa charge de grand sénéchal, augmentait la puissance et l'ascendant de sa famille; elle comptait quatre provinces sous sa domination. Enfin, le cardinal de Champagne était un homme d'un mérite éminent, et le jeune roi paraissait disposé à se laisser diriger par son influence.

Le comte de Flandre voyait d'un œil jaloux la faveur et l'autorité dont jouissait cette famille. Il était de la maison d'Alsace, souveraine en Allemagne, et, après le roi d'Angleterre, passait pour le plus puissant feudataire de la couronne. La valeur de ses peuples, le nombre de ses alliances, sa propre ré-

putation, lui faisaient espérer le gouvernement du royaume, sous un prince de quinze ans. Le roi lui témoignait d'ailleurs une grande confiance. Tous ces avantages balançaient le crédit de la maison de Champagne; mais la reine-mère était de cette maison, et le comte de Flandre se persuada qu'il ferait perdre à ses rivaux leurs avantages, s'il parvenait à faire épouser au jeune roi une femme de son choix.

Baudouin v, comte de Hainaut, beau-frère du comte de Flandre, avait, entr'autres enfants, une fille nommée Isabelle Alix, âgée seulement de onze ans, et qui annonçait déjà de brillantes qualités. Le comte de Flandre la proposa au conseil du roi, où il tenait un des premiers rangs; et il l'éblouit en offrant d'assurer après sa mort, à la princesse et à ses enfants, le comté d'Artois, celui d'Hesdin, les villes situées sur la rivière de la Lys, et les hommages des trois comtes de Guines, de Boulogne et de Saint-Pol, qui relevaient immédiatement des comtes de Flandre.

Tout le monde applaudit à une proposition si avantageuse au jeune roi et au royaume. Le comte de Flandre n'avait point d'enfants, sa succession devait revenir au comte de Hainaut, ce qui l'eût rendu redoutable à la France; en conséquence, par ce mariage, on prévenait une crainte bien fondée, et on augmentait le domaine du jeune roi, qui était très-limité.

La maison de Champagne n'entra point dans ces considérations ; elle avait des raisons particulières de s'opposer à ce mariage. Henri II, comte de Champagne, avait été fiancé avec la princesse Iolande de Hainaut, fille du comte Baudouin III ; il avait rompu cet engagement, pour épouser Hermencette de Namur.

Ce mépris avait été sensible à la maison de Hainaut. Le comte de Flandre en avait été aussi blessé, et la maison de Champagne avait lieu de craindre leur ressentiment, si la princesse devenait reine de France. Elle s'unit donc étroitement à la reine-mère pour renverser ce projet; mais l'avantage paraissait trop grand pour être refusé. D'ailleurs Bouchard v, seigneur de Montmorency, et Raoul I, sire de Coucy, deux des plus braves et des plus puissants seigneurs du royaume, qui tenaient les premiers rangs dans le conseil du roi, y firent résoudre ce mariage presque à l'unanimité.

La maison de Champagne éprouva la confusion de s'être opposée inutilement à une alliance que tout le monde paraissait souhaiter avec empressement ; et, en se retirant de la cour, elle laissa le champ libre à ses adversaires. Les peuples témoignèrent une grande joie de ce mariage ; d'autant plus que par Charles de Lorraine, second fils du roi Louis IV, la princesse se trouvait issue du sang de Charlemagne,

nom auquel les Français portaient encore la plus grande vénération.

Les articles du mariage ayant été dressés, le jeune roi se rendit à Bapaume, où il épousa la princesse, le lendemain de Quasimodo. Il la conduisit ensuite à Paris, où elle fit une entrée magnifique; les Parisiens la regardaient avec admiration et avec enthousiasme; et, quoiqu'elle n'eût que douze ans, elle se comportait avec une sagesse et une grâce qui lui gagnaient tous les cœurs. Elle fut sacrée et couronnée à Saint-Denis le 29 mai 1180. Gui, archevêque de Sens, fit la cérémonie, en l'absence du cardinal de Champagné, qui s'était retiré à Troies avec sa famille.

Il y avait déjà quelque temps que le roi Louis VII perdait insensiblement l'usage de ses forces. Il crut donc le moment venu de donner les derniers ordres pour le gouvernement de l'état. Il investit le comte de Flandre de la régence; et, sa maladie ayant empiré, il mourut le 18 septembre (1180), âgé de soixante ans. Sa mort fut pleurée de tous les Français, dont il avait été autant le père que le roi. La reine, sa veuve, le fit inhumer à l'église de Barbeaux [1], qu'elle avait fait construire elle-même. Elle voulut qu'on lui laissât ses habits royaux et

[1] Le 1.er juillet 1817, les cendres de Louis VII furent transportées de Barbeaux, où elles étaient encore, à l'abbaye de Saint-Denis.

une infinité de bagues et de diamants, et elle lui fit élever un mausolée d'argent massif, enrichi d'un très-grand nombre de pierreries.

Quelques précautions qu'eût prises le roi, afin que sa mort n'apportât aucun trouble dans la monarchie, l'ambition de ceux qu'il avait le plus aimés les rendit en partie inutiles. Les princes de Champagne, qui s'étaient retirés dans leurs états, souffraient impatiemment l'autorité du comte de Flandre, et surtout sa qualité de régent. Ils excitèrent la reine-mère à s'opposer aux dernières volontés du roi, si désavantageuses pour elle. Alix, d'un naturel très-doux, n'avait donné, depuis son mariage, aucune marque d'ambition. Cependant, soit par complaisance pour ses frères, ou par le désir de régner, elle entra dans leurs desseins.

Elle publia aussitôt que la régence lui appartenait à plus juste titre qu'à un étranger, auquel les intérêts de son fils ne pouvaient être qu'indifférents; elle fit valoir ses droits de veuve et de mère, et le comte de Sancerre, le plus jeune, mais le plus hardi des princes de Champagne, prit le premier les armes pour défendre, disait-il, les droits méconnus de la reine-mère.

Philippe vit avec douleur les mouvements de ce parti; la présence du comte de Flandre ne lui permit pas de balancer; il monta à cheval avec le régent,

et parut dans le Berry, à la tête de troupes capables d'humilier le comte de Sancerre, qui se déroba à cette première poursuite.

La reine mère crut devoir se soustraire à la puissance du régent. Elle se retira de la cour; et, peu de jours après, elle passa en Normandie avec les trois princes, ses frères, le cardinal de Champagne, les comtes de Blois et de Sancerre. Cette démarche ôta toute espérance de réconciliation; le roi d'Angleterre, qui n'aimait pas le comte de Flandre, reçut la reine mère avec grandeur et magnificence, et il lui promit hautement sa protection. Les seigneurs français, touchés des maux qui pouvaient résulter de ces discordes, tâchèrent de prévenir les malheurs qui menaçaient la monarchie. Montmorency, Coucy, Clermont et du Mets, qui avait été gouverneur du roi, se réunirent pour rendre la paix à l'état. Comme la reine mère avait répandu le bruit qu'elle ne voulait point qu'on versât de sang pour sa querelle, et qu'elle s'en rapporterait à la décision du roi d'Angleterre, ces seigneurs engagèrent le régent à écouter des propositions d'accommodement. Le roi d'Angleterre envoya lui-même l'évêque d'Oxford, en ambassade au roi, l'assurer qu'il avait reçu dans ses états la reine mère, non pour fomenter la division, mais pour être le médiateur de leur réconciliation.

Cependant ce monarque armait puissamment, et

il fallait accepter ses bons offices, ou se disposer à la guerre. Le cardinal de Saint-Chrisogone, qui se trouvait alors en France, n'eut pas de peine à engager les deux rois à une entrevue. Elle eut lieu à Gisors, qui appartenait au roi d'Angleterre, et où ce prince s'était rendu avec le roi d'Ecosse, Guillaume I. Philippe s'y trouva, accompagné du régent, et le roi d'Angleterre s'efforça de lui persuader que la régence devait être plutôt déférée à la reine, sa mère, qu'au comte de Flandre.

Pour détruire cette proposition, on n'allégua que la dernière volonté du feu roi, mais on la présenta comme moyen invincible. Le roi d'Angleterre, fier de sa puissance, et voulant faire prévaloir sa décision, se servit de quelques termes menaçants. Le jeune roi, par une fermeté au-dessus de son âge, répondit fièrement que la disposition du roi, son père, subsisterait, et il laissa entrevoir au roi d'Angleterre une hardiesse qui lui donna à réfléchir. Enfin, chacun fit le sacrifice d'une partie de ses prétentions. On conclut que la régence demeurerait au comte de Flandre, et que la reine mère retournerait à la cour, où elle aurait auprès du roi l'autorité et le rang qu'elle était en droit d'y attendre. Les anciens traités entre les deux couronnes furent confirmés, et ainsi fut terminée cette querelle, qui portait le germe des plus funestes catastrophes.

Les armes du roi furent alors employées à humilier quelques seigneurs, qui, profitant de la jeunesse du prince et de leur puissance, s'étaient emparés de quelques terres appartenant aux ecclésiastiques. Gui, comte de Chalons-sur-Saône, Ebles, seigneur de Charenton en Berry, et Humbert, seigneur de Beaujeu, étaient les principaux auteurs de ces usurpations. Le roi n'eut besoin que de paraître avec ses troupes, pour les ramener à leur devoir. Ils vinrent lui demander pardon, et offrirent telle satisfaction qu'il lui plairait de leur imposer.

Cependant le régent gouvernait avec une autorité presque absolue; et la maison de Champagne voyait avec chagrin son élévation et sa puissance. La reine mère, attachée aux intérêts de sa famille, lui portait de temps en temps des coups dangereux; mais il n'y eut rien qui fit plus d'impression sur l'esprit du roi que les discours des seigneurs de Coucy et de Clermont. Ils avaient su s'insinuer dans les bonnes grâces du monarque; et, éprouvant un grand éloignement pour le régent, ils firent valoir que le comte de Flandre, déjà si puissant, s'attribuerait une autorité, qu'il lui serait très-difficile de détruire, et exhortèrent le prince à secouer un joug trop pesant.

Dès ce moment, le roi parut se refroidir à l'égard du comte, qui n'en parut pas prendre souci et qui

se retira en Flandre sans témoigner de ressentiment. Ce départ inattendu suscita de nouvelles brigues; Le choix d'un successeur n'était pas aisé à faire; un seul homme put faire cesser les intrigues; ce fut le seigneur du Mets, qui réunit bientôt l'unanimité des suffrages. On jugea qu'on ne pouvait mieux confier la conduite du royaume qu'à celui à qui l'on avait remis l'éducation du prince qui devait le gouverner.

Philippe nomma le nouveau régent maréchal du roi, dignité considérable dès ce temps-là, mais bien différente de ce qu'elle est aujourd'hui; car bien qu'il n'y eût qu'un maréchal, et qu'il fût lieutenant du connétable, comme les fonctions de celui-ci ne s'étendaient que sur l'écurie du roi, celles du maréchal y étaient aussi renfermées. On attendait beaucoup de du Mets, seigneur d'une probité reconnue; mais sa mort vint détruire de si belles espérances. Il fut enlevé à l'affection de Philippe et de la France, presque aussitôt qu'il eut été revêtu de l'importante dignité de régent; il laissa deux fils de l'âge du roi, auxquels il avait donné la même éducation qu'à ce prince. Le roi pleura la mort de ce digne serviteur, et les larmes qu'il répandit à cette occasion firent autant d'honneur au royal élève qu'à son digne précepteur.

Comme Philippe entrait dans sa seizième année, on n'établit plus de régent. Gilles Clément, frère

de du Mets, fut mis à la tête des affaires, et créé maréchal du roi; Garmond Clément, frère de Gilles, fut élu évêque d'Auxerre. Il y eut quelques troubles à l'occasion de cette dernière nomination; le chapitre d'Auxerre refusa de recevoir Garmond pour évêque. Le roi soutint son choix. L'affaire fut portée à Rome, et elle pouvait d'autant plus amener de mésintelligence entre les deux cours, qu'il y avait déjà quelques difficultés sur un autre point. Dans le concile de Latran, tenu sous Alexandre III, il avait été défendu à tous les chrétiens d'avoir chez eux des esclaves de leur religion. Ce décret convenait à la France, où la liberté était favorisée; mais il existait en Bourgogne quelques usages, restes des lois et des coutumes romaines, contraires à cette décision. Il y eut quelque opposition à l'exécution du décret, et, de son côté, le pape Luce III insistait fortement pour abolir cette coutume, si opposée à l'esprit de la religion.

Le ministre n'osait contraindre les peuples de Bourgogne, et se persuadait même que cette obéissance blesserait l'autorité du roi, son maître. Cette étincelle qui menaçait de tout embraser s'éteignit en un moment. Il y avait à Vincennes un homme d'une piété rare et d'un jugement solide, qui menait dans un ermitage la vie des premiers anachorètes. On le nommait Frère Bernard; il avait à la cour un

crédit d'autant plus grand, qu'il ne s'en servait que pour le bien de la religion et du pays. Il vint trouver le roi et obtint de lui par ses prières l'exécution du décret de la cour romaine. Le ministre mourut peu de temps après. L'affaire d'Auxerre ne fut plus soutenue avec la même chaleur, et sur ces entre-faites l'évêque nommé mourut aussi, ce qui termina le différend.

Cependant le roi continua d'honorer la famille Du Mets de ses bontés; il conféra la dignité de maréchal aux enfants de son précepteur, et il la divisa entre eux. Cette espèce de succession fit croire aux Français que cette charge était devenue héréditaire dans cette maison, et l'on surnomma leur terre *Du Mets le Maréchal*. Albéric, d'un autre côté, jeune homme vif et entreprenant, en poussa les fonctions bien au-delà de leurs limites. L'absence du comte de Blois, grand sénéchal, favorisa ses desseins. Il s'immisça dans le commandement des troupes, et devint, pour ainsi dire, de lieutenant du connétable lieutenant du sénéchal.

Après les trois ministères qui se succédèrent si rapidement, le cardinal de Champagne se plaça sur les rangs, et parvint à ce poste auquel il s'était cru appelé depuis l'avènement de Philippe. Le cardinal n'était alors âgé que de quarante-sept ans. Sa naissance, sa dignité, son mérite, sa bonté le rendaient respec-

table aux Français, et tout le royaume apprit avec joie qu'il avait été déclaré chef du conseil et premier ministre.

Un des premiers actes de son administration fut d'expulser de France tous les Juifs, dont le commerce occasionnait de graves désordres. Cette nation, d'une excessive avidité, avait trouvé le secret, par de grosses usures, d'attirer à elle presque tout l'argent du royaume. On les chargeait aussi de crimes énormes, plus ou moins prouvés; on les accusait de s'emparer, à la fête de Pâques, d'enfants catholiques, et de renouveler sur eux le supplice et le genre de mort que leurs ancêtres avaient fait autrefois souffrir à Jésus-Christ. Quoiqu'il en soit, ils étaient odieux à toute la nation, et un sentiment universel de réprobation s'élevait contre eux.

« Au temps du bon roi Philippe [1], habitaient Juifs
» à Paris et partout en trop grande multitude. Les
» plus sages et les plus grands en la loi de Moïse
» étaient venus en le pays de France et principale-
» ment à Paris. En la cité demeurèrent si longue-
» ment; ils s'enrichirent si bien qu'ils achetèrent près
» la moitié de Paris. Ils avaient serjeants et cham-
» briers en leurs ostels, qu'ils faisaient judaïser. Ils
» traitaient vilainement les ornements des églises,

[1] Chronique de St.-Denis.

» qu'ils tenaient en gage pour la nécessité du peuple,
» comme texte (tissu) d'or et calices, chapes et cha-
» subles, et maints autres garniments; si vilainement
» les tenaient, en la honte de la sainte Église, qu'ils
» faisaient soupe au vin à leurs petits filleuls en ca-
» lices. Ils avaient à Paris plusieurs garniments d'au-
» tel, comme croix d'or et pierres précieuses. Toutes
» ces choses étaient mises en tas dans leurs maisons,
» sans égard pour leur sainteté. »

Philippe, disposé à écouter les sollicitations et les plaintes de tous ceux qui se trouvaient livrés aux vexations et aux usures excessives des Juifs, alla consulter le frère Bernard de Vincennes, qui l'encouragea dans son projet d'expulsion générale; et le roi rendit un arrêt qui bannissait tous les Juifs des terres de son obéissance. Il confisquait leurs immeubles au profit du fisc; et, supposant leurs créances illégitimement acquises, il en déchargeait les Français; on leur permettait néanmoins d'emporter leurs meubles, pourvu que ce fût avant le 24 juin de l'année suivante.

Ce fut un coup de foudre pour cette nation, puissamment établie en France. Ils employèrent tout leur crédit et celui de plusieurs seigneurs pour faire modérer la sévérité de cet édit; mais toutes les sollicitations furent inutiles. Il fallut quitter la France [1];

[1] On croit que ce fut vers cette époque que les Juifs, pour

et l'on ne douta plus de leur expulsion, lorsqu'on vit le roi entrer dans la synagogue de Paris, le 26 février, jour de sabbat, suivi de plusieurs gardes qui, par son ordre, enlevèrent ce qu'il y avait de précieux, et chassèrent tous ceux qui s'y étaient assemblés.

Le mariage du seigneur de Courtenay avec l'héritière de Nevers occupa à cette époque toute la cour, et agrandit le domaine royal. Pierre de France, seigneur de Courtenay, était mort en l'année 1180. C'était le sixième fils du roi Louis VI, et par conséquent l'oncle du roi. Son apanage, d'abord très-médiocre, s'était accru par son mariage avec Elisabeth, dame de Courtenay et de Montargis. Il laissa dix enfants de cette princesse; entr'autres Pierre, seigneur de Courtenay, Robert, seigneur de Conches, et Guillaume, seigneur de Tanlay.

Pierre II, seigneur de Courtenay, recherchait en mariage Agnès de Nevers, qui venait de succéder à Guillaume V, son frère, aux comtés de Nevers, d'Auxerre et de Tonnerre. Il supplia Sa Majesté de l'aider dans son dessein, et lui offrit la ville de Montargis. Le roi fit conclure ce mariage, et se mit en possession de la ville.

La guerre du Vermandois, qui suivit de près le

sauver quelques débris de leur immense fortune, inventèrent la *lettre de change*, et envoyèrent ainsi une partie de leurs richesses en Italie et en Allemagne.

mariage du seigneur de Courtenay, fournit encore au roi l'occasion d'agrandir son domaine. Le comte de Flandre, privé de la régence, s'était retiré mécontent dans ses états. Le ministère du comte de Champagne, et l'autorité de la reine mère n'avaient pas peu contribué à l'irriter. Enfin, les jeunes Du Mets, qui n'aimaient pas le comte de Flandre, avaient achevé d'aliéner le cœur de Philippe; la mort de la comtesse de Flandre vint encore envenimer la situation. Elle était fille de Raoul I, comte de Vermandois, de Valois et d'Amiens. Elle avait porté ces trois provinces en dot au comte de Flandre, qui ainsi était devenu le plus puissant feudataire de la couronne; cette prospérité n'avait été troublée que par la stérilité de la comtesse. Il avait cru y remédier en se faisant faire une donation du comté de Vermandois par la princesse, sa femme, et en la faisant ratifier par le feu roi d'abord, et ensuite par Philippe, lors de son mariage. Mais Aliénor, comtesse de Beaumont, sœur et héritière de la comtesse de Flandre, soutenait qu'on n'avait pu la frustrer d'une succession, que les lois et la nature lui déféraient. Elle ne fut point si satisfaite du Valois et du comté d'Amiens, dont elle s'empara après la mort de sa sœur et du consentement du comte de Flandre, qu'elle ne désirât avec plus d'ardeur la jouissance du Vermandois.

Aliénor n'avait eu pour sa part, de la succession

de son père, que le comté de Saint-Quentin. Elle avait contracté successivement quatre alliances, sans laisser d'enfants, avec Godefroy de Hainaut, Guillaume de Nevers, Matthieu d'Alsace, et Matthieu III, comte de Beaumont sur Oise. Le refus du comte de Flandre de lui restituer le Vermandois lui donna l'idée de se retirer auprès du roi, et de lui offrir de l'instituer son légataire universel, s'il voulait lui faire rendre justice. Le comte de Beaumont était grand chambrier de France et avait beaucoup de crédit auprès de Sa Majesté. Tout le monde était mal disposé d'ailleurs pour le comte de Flandre, et le roi voyait avec joie l'occasion d'acquérir trois provinces. Deux choses le retenaient pourtant, la reconnaissance qu'il croyait devoir à ce prince, dont il avait épousé la nièce; ce qui lui avait assuré la province d'Artois, et la ratification qu'il avait faite lui-même de la donation du Vermandois. Mais on fit entendre au roi que son mariage avec la princesse de Hainaut avait honoré le comte de Flandre; et, cette maxime, reçue à la cour de France, *que les rois sont toujours mineurs*, leva aisément tout scrupule.

Le comte de Flandre avait à peine rendu, à Arras, les honneurs funèbres à la princesse, sa femme, qu'un héraut alla le sommer, de la part du roi, de restituer le Vermandois à la comtesse de Beaumont, et, pour garder encore quelques mesures, le roi de France

proposait de mettre l'affaire en arbitrage. Outré de la conduite de Philippe, le comte de Flandre, d'un caractère très-violent, refusa de consentir à aucun accommodement. Un second héraut vint lui déclarer la guerre, si dans l'espace de quarante jours il n'obéissait. Le roi convoqua en même temps son parlement à Compiègne, où l'on résolut d'employer les armes pour faire rendre au comte la province du Vermandois.

La jeune reine vit avec douleur la division qui s'était élevée entre son oncle et son époux. Elle aimait le premier avec une grande tendresse, parce qu'elle lui devait le rang qu'elle occupait, et elle regardait cette dissension comme l'effet de la haine de la maison de Champagne. Elle fit donc tous ses efforts pour détourner le roi de cette guerre. Mais le jeune prince, brûlant d'ambition, repoussa avec hauteur la pacifique intervention de la princesse; on parut la regarder à la cour comme l'espion du comte de Flandre, et on la fit observer de près. La jeune reine, contristée d'une surveillance aussi humiliante, se retira à Senlis, où elle chercha sa consolation dans les exercices de piété.

A cette nouvelle, le comte de Flandre ne put maîtriser sa colère. Il avait mis sur pied une puissante armée. Hugues III, duc de Bourgogne, qui avait épousé une de ses parentes, lui envoya du secours.

Le comte se mit en campagne, portant sur ses étendards un dragon qui vomissait des flammes. Il passa la Somme et s'avança vers Senlis, en laissant sur son passage les traces de sa colère. On craignit qu'il n'enlevât la reine, et le roi envoya un détachement pour la conduire à Pontoise.

Le comte, après avoir pris Louvres et Dammartin, pillé et saccagé l'Ile-de-France, retourna assiéger Corbie. Le roi, ayant réuni son armée et reçu le secours des princes de la maison de Champagne et du jeune roi d'Angleterre, s'avança vers Corbie, qu'il ravitailla, malgré les puissantes forces des Flamands. Sa diligence fit lever le siége de cette place; il suivit le comte de Flandre jusqu'à ses frontières, et il mit à son tour le siége devant Boves, près d'Amiens. Le comte revint sur ses pas, et envoya un cartel au roi pour lui offrir la bataille. Les deux armées se trouvèrent en présence; et, à cause de l'animosité des deux chefs, il y avait apparence qu'on allait verser bien du sang. Le cardinal-légat, qui avait suivi le roi, s'entremit auprès de lui et auprès du comte, pour détourner un si grand malheur. On convint donc d'un sursis d'armes pour un an, et l'on espéra que l'affaire du Vermandois se réglerait à l'amiable.

Le roi fut tellement outré de la conduite du comte de Flandre, qu'il se repentit d'être entré dans sa famille. Il assembla un synode d'évêques pour faire

dissoudre son mariage, en prétextant des liens de parenté avec son épouse. L'évêque de Senlis, qui avait connu la reine, soutint lui seul ses intérêts avec fermeté, et empêcha la sentence du divorce. La jeune princesse, instruite de l'affront qu'on lui préparait, souffrit son malheur patiemment, et en donna avis au comte de Hainaut, son père. Celui-ci se hâta de venir en France, et il alla trouver la reine à Pontoise, qu'il consola par les marques les plus vives de tendresse. Il la blâma ensuite d'avoir suivi le parti de son oncle, et lui remontra que c'était au roi, son époux, qu'elle devait s'unir le plus étroitement. Il lui fit ensuite écrire au roi une lettre respectueuse. Le comte alla trouver Philippe, et le supplia d'excuser la jeunesse de sa fille, l'assurant que désormais elle serait inviolablement attachée aux intérêts de son époux.

Cependant on préparait de grandes forces pour agir la campagne prochaine. Le comte de Flandre, menacé de se voir dépouillé de ses états et de voir sa maison déshonorée par le divorce de sa nièce, jugea plus à propos d'entrer en négociation. Il écrivit au comte de Champagne, et, dans sa lettre, surmontant la fierté qui lui était naturelle, il l'établit l'arbitre du traité. Le cardinal, satisfait de voir son ennemi humilié, n'usa pas trop de son avantage. Le comte vint en personne trouver Philippe, qu'il salua en mettant un genou en terre. On dressa ensuite les

articles du traité; le comte s'obligea à rendre le Vermandois, et le roi lui laissa l'usufruit de Péronne et de Saint-Quentin, qui en sont les deux plus fortes places. La reine fut aussitôt rappelée à la cour, et un calme profond succéda aux troubles dont on avait été menacé.

L'Angleterre n'avait point pris part à la guerre du Vermandois. Henri II, roi d'Angleterre, s'était élevé à un degré de puissance capable d'ébranler la Monarchie française. Geofroy le Bel, comte d'Anjou, lui avait laissé les provinces d'Anjou, du Maine et de la Touraine. Après la mort du roi Etienne, il avait recueilli l'héritage de Mathilde d'Angleterre, sa mère, qui consistait dans le royaume d'Angleterre et le duché de Normandie. La reine Eléonore, sa femme, lui avait apporté le Poitou et la Guienne; il avait fait épouser à Geofroy, l'un de ses fils, l'héritière de Bretagne; sa valeur avait conquis l'Irlande. Enfin, quatre fils d'un très-grand mérite affermissaient sa puissance, et coupant la France par la moitié, il se voyait en état d'y introduire toutes les forces de l'Angleterre.

Ce nombre de fils devint dans la suite pour lui le sujet de ses plus grands chagrins. Ils apportèrent en naissant l'ardeur de régner. Henri avait associé son fils aîné, qui portait le même nom que lui, à la couronne, et l'avait investi de la Normandie. Il

avait assuré au deuxième, nommé Richard, le Poitou et la Guienne. Le jeune Henri trouva cet apanage trop considérable, et voulut au moins que le nouveau duc lui en fit hommage. Sur son refus il lui déclara la guerre. Le roi d'Angleterre, surpris d'une telle audace, passa en Normandie pour la réprimer; il y éprouva un surcroît d'affliction. Henri, duc de Saxe, à qui il avait donné en mariage une de ses filles, nommée Mathilde, s'étant brouillé avec l'empereur Frédéric I, avait été mis au ban de l'empire, et avait été dépouillé de ses états. Le duc de Saxe se réfugia chez son beau-père, avec sa femme et ses enfants. Le roi d'Angleterre les reçut avec humanité, et, ayant donné des ordres pour qu'ils fussent traités royalement, il marcha vers la Guienne, où la guerre était allumée. Le duc de Bretagne, troisième fils du roi d'Angleterre, jaloux que le duc de Guienne ne rendît pas un hommage que lui-même avait rendu, s'était joint au jeune roi; mais le duc représentait que la Bretagne relevait immédiatement de la Normandie, au lieu que le Poitou et la Guienne n'avaient jamais relevé que de la France. Les deux frères assiégèrent et prirent Limoges. Le roi d'Angleterre se présenta devant cette place, persuadé qu'on y respecterait son autorité; mais la sentinelle tira sur lui, et il ne courut pas moins de danger dans une conférence qu'il eut avec le jeune roi, dans laquelle il

tâcha de le ramener à son devoir. Il y eut du monde tué à ses côtés, lui-même eût été percé d'une flèche, si, en ce moment son cheval ne se fût cabré.

On rompit toute négociation; et les choses allaient être portées aux dernières extrémités, lorsque le jeune roi tomba malade à Martel, dans le vicomté de Turenne. Le mal eut un cours si rapide, qu'on annonça bientôt au jeune prince qu'il fallait mourir. Il fut alors touché de sa rébellion, et il envoya demander pardon à son père, en lui témoignant qu'il mourrait satisfait, s'il pouvait encore jouir un moment de sa vue. Le roi d'Angleterre était disposé à accéder aux désirs de son fils; mais ses favoris, soupçonnant des embûches secrètes, l'en détournèrent. Il lui manda donc qu'il lui pardonnait de tout son cœur, et, pour signe de réconciliation, il lui envoya son anneau.

Le jeune roi baisa tendrement cet anneau; puis s'étant fait revêtir d'un cilice et mettre la corde au cou, il se coucha sur un lit de cendres, et mourut en cet état, pénétré des plus vifs sentiments de piété. Le roi d'Angleterre, ayant oublié son crime, le pleura amèrement. Il lui fit faire de magnifiques obsèques. Son corps fut porté dans l'église de Saint-Julien du Mans, aux acclamations du peuple, qui aimait beaucoup ce prince.

Cependant le roi de France ne voulut pas licencier ses troupes destinées contre la Flandre; et, pour

leur donner une occupation utile, il les employa à purger son royaume du désordre que les *routiers* et les *cottereaux* y faisaient régner de toutes parts. Depuis près de cent cinquante ans, les seigneurs de France se donnaient la licence de prendre les armes les uns contre les autres. En l'année 1044, on avait, pour ainsi dire, aboli cette coutume, par un traité signé d'un grand nombre de seigneurs, traité qu'on avait appelé *la paix de Dieu*. Le temps et les passions avaient ramené l'ancien abus. Un artisan d'Auvergne, nommé Durant, s'érigea en réformateur, et déclama contre les déportements des grands. Il trouva les esprits si bien disposés que personne ne douta de sa mission. Chacun applaudit à ses exhortations; les seigneurs des provinces voisines s'assemblèrent dans la ville du Puy; la paix de Dieu y fut renouvelée; il fut ordonné que ceux qui l'auraient jurée porteraient sur leurs épaules une image de la Vierge, pareille à celle qu'avait montrée ce charpentier, et ceux qui portaient ce signe ne pouvaient plus être attaqués, sans qu'on observât certaines formalités.

Cette paix ne fut pas de longue durée. Les paysans, accablés par la noblesse, s'unirent entre eux, sous prétexte de la paix, et pillèrent à leur tour les châteaux et les maisons des grands. Ils se firent appeler *Cottereaux et Routiers*, apparemment du nom

de quelques-uns de leurs chefs, et se répandirent jusque dans le Berry, se portant à toutes sortes de crimes et jusqu'aux plus grands sacriléges. Ce fut contre eux que le roi employa ses troupes. L'évêque d'Auxerre les poursuivit dans son diocèse, et il y eut deux grands combats dans le Berry, où il en périt plus de vingt-cinq mille.

Environ dans ce même temps on reçut d'Orient des nouvelles qui affligèrent toute la cour. Alexis Comnène, empereur d'Orient, avait épousé la jeune reine, Anne, sœur du roi comme nous l'avons vu; mais les deux époux étaient encore dans l'enfance, et Alexis, qui avait succédé à Emmanuel, son père, avait commencé son règne sous la régence de son beau-frère. Andronic Comnène, cousin germain de l'empereur, ne put souffrir qu'un autre que lui, qui était petit-fils d'un empereur, gouvernât l'empire. Il se souleva donc contre le régent et se rendit maître de Constantinople.

Il se fit ensuite proclamer empereur conjointement avec le jeune prince. Devenu maître des affaires, il fit étrangler son collégue, afin de régner seul. L'impératrice, n'ayant pas encore atteint sa quatorzième année, demeura sans appui. Andronic s'assura d'elle, et proposa à Manuel, celui de ses fils qu'il aimait le plus, de l'épouser. Le jeune prince ne put se résoudre à ce mariage. Andronic, irrité, fit mettre

son fils en prison, et contraignit l'impératrice de l'épouser lui-même. On eut horreur en France des extrémités auxquelles la princesse se trouvait réduite; mais la jeunesse du roi et l'éloignement ne permirent pas d'en tirer une prompte vengeance.





LIVRE II.

Première croisade prêchée sans succès. — Le Vermandois cédé au roi. — Paix entre le comte de Toulouse et le roi d'Aragon. — Voyage du cardinal de Champagne à Rome. — Première guerre contre les Anglais. — Naissance du prince Louis. — Mariage du seigneur de Dammartin. — Seconde croisade. — Seconde guerre contre les Anglais. — Mort de la reine. — Suite de la seconde guerre contre les Anglais. — Mort de Henri II. — Richard I, roi d'Angleterre. — Préparatifs des deux rois pour le voyage d'Orient.

LE royaume de Jérusalem, dont la conquête avait coûté tant de sacrifices à l'Europe, était menacé d'une invasion. Baudouin IV, roi de Jérusalem, n'avait pour héritiers qu'un neveu du même nom que lui, fils de Sibille, sa sœur, et de Guillaume, marquis de Montférat. Il s'agissait de choisir un tuteur à ce jeune prince, parce que les infirmités

de Baudouin le menaçaient d'une mort prochaine. La marquise Sibille était veuve, et ce prince l'avait remariée à Gui de Lusignan, seigneur français, issu d'une très-grande maison. Il était naturel que le roi lui confiât le gouvernement; de sorte qu'après l'avoir créé comte de Jaffa et d'Ascalon, il le déclara régent.

Les Grands se révoltèrent contre ce choix, surtout Raimond, comte de Tripoli, petit-fils du fameux Raimond, comte de Toulouse, qui avait un très-grand crédit dans le royaume. Baudouin examina plus attentivement les capacités du comte de Jaffa, et il lui sembla qu'en effet il n'en avait pas assez pour gouverner un royaume; et changeant tout-à-coup de résolution, il fit couronner le jeune Baudouin, son neveu, et établit pour régent le comte de Tripoli. A cette nouvelle, le comte de Jaffa prit les armes.

Dans le même temps, Saladin, sultan des Turcs, poussait ses conquêtes, et menaçait la ville de Jérusalem. Ceux que le bien de l'état touchait encore s'assemblèrent pour délibérer sur le parti que l'on devait prendre, et l'on résolut tout d'une voix de députer vers les princes d'Occident, pour implorer leur secours.

Héraclius, patriarche de Jérusalem, les grands maîtres du Temple et de l'Hôpital, furent nommés

pour cette ambassade et abordèrent en Italie. Ils la parcoururent ainsi que l'Allemagne, sans trouver de princes qui répondissent à leur zèle, ni qui fussent touchés de leurs larmes. Le grand maître du Temple mourut à Vérone, et les deux autres, continuant leur chemin, arrivèrent enfin en France. Ils saluèrent le roi à Paris, et lui présentèrent, avec des lettres de sa Sainteté, les clefs du saint Sépulcre et de la Tour de David, dont ils le nommèrent protecteur.

Le roi témoigna qu'il était prêt à entrer dans une si sainte entreprise. Il assembla ses états pour délibérer sur les moyens de l'exécution. Chacun loua sa piété et son zèle; mais on lui représenta qu'il était bien jeune, que l'état n'avait point encore d'héritier, et qu'il n'était pas à propos qu'il s'en éloignât pour si longtemps. Cependant on répondit au patriarche que sa majesté permettait à tous les Français de prendre la croix, et qu'elle fournirait à tous les frais de cette expédition. Toutefois l'exemple du prince, ne secondant point le zèle des peuples, la croisade ne fut pas accueillie avec enthousiasme.

Les députés se rendirent alors en Angleterre, et ils se flattaient que le roi Henri passerait lui-même en Asie, avec son armée, à cause de sa proche parenté avec le roi de Jérusalem. Le patriarche insista sur cette parenté, et pressa Henri dans les termes les plus vifs. Ce prince répondit que son grand âge

ne lui permettait point d'entreprendre un si long voyage, mais qu'il donnerait cinquante mille marcs d'argent pour lever des troupes. Le patriarche répliqua qu'on n'avait pas besoin d'argent, mais d'un chef capable de conduire l'armée. Henri, prévenant les suites que pourraient avoir ces reproches, passa en France, et consulta Philippe. Ils renouvelèrent la résolution de ne point quitter leurs états; mais ils consentirent néanmoins qu'on y prêchât la croisade. Un nombre considérable de chevaliers et de soldats prirent la croix; mais, comme il n'y avait aucun prince qui les animât par son exemple, cette première ardeur s'éteignit bientôt, et les ambassadeurs dûrent s'en retourner, sans avoir accompli le but de leur mission.

Cependant, Philippe d'Alsace, comte de Flandre, et le roi lui-même, n'étaient point satisfaits du traité qui avait fini la guerre du Vermandois. Le roi trouvait que le comte possédait les places les plus importantes de cette province, et le comte se plaignait qu'on lui eut ravi un pays qui lui appartenait légitimement. Il résolut donc de se soustraire à l'obéissance de la France, et de rendre hommage à Henri de Souabe, roi d'Allemagne, fils de l'empereur Frédéric, avec le secours duquel il espérait pouvoir se venger, et recouvrer le Vermandois. Ses mesures furent si mal prises, que le roi en fut averti, et

qu'il se trouva prévenu par Philippe, qui entra en Flandre à la tête d'une armée. Le comte, pris au dépourvu, s'humilia une seconde fois, et céda toutes les prétentions qu'il avait sur le Vermandois; après quoi il passa dans la Terre-Sainte. Ce fut au retour de ce voyage qu'il prit terre à Lisbonne, où il épousa Dona Thérèse, dite Mahaud, fille d'Alphonse I, roi de Portugal.

La reine, devenue sage par l'expérience du passé, avait si bien profité des conseils de son père, qu'elle avait vu avec tranquillité dépouiller son oncle du reste du Vermandois, et qu'elle avait su de nouveau s'acquérir l'estime et l'attention du roi. Elle s'était même attachée à la reine mère et à la maison de Champagne. Cette conduite avait rendu le calme à la cour. Les Montmorency et les Coucy en avaient été éloignés avec son consentement; enfin elle cimenta cette union en unissant par les liens du mariage Baudouin, son frère, avec la princesse Marie, sœur du comte de Champagne.

Il n'y avait point alors d'autre guerre en France que celle qui se faisait, vers les Pyrénées, entre Raymond, comte de Toulouse, et Alphonse II, roi d'Aragon, guerre qui inspirait peu d'intérêt au roi à cause de l'éloignement. Les partisans de Raymond avaient donné la mort à Hugues de Baux, l'un des premiers seigneurs de Provence, que le roi d'A-

ragon protégeait. Il se joignit au comte de Provence, et cette guerre, qui commença en 1185, finit cette même année par un traité de paix; le comte de Toulouse, ayant craint que Richard d'Angleterre, duc de Guyenne, avec lequel le roi d'Aragon avait eu une conférence à Nayac, ne secondât ses projets.

Tout le bonheur dont jouissait le royaume était dû à la prudence du cardinal de Champagne, qui gouvernait l'état avec une douceur et une prudence admirables. Sa réputation était si bien accréditée, que le Pape Luce III désirait profiter de ses conseils pour l'administration du monde chrétien. Il pressait le cardinal de faire un voyage à Rome; mais le roi s'y opposait, en représentant à sa Sainteté qu'il ne pouvait se passer des lumières de ce ministre. Il l'appelait l'œil de ses conseils et le bras droit de ses expéditions. Cependant le cardinal crut devoir se rendre aux sollicitations du pape, et il partit pour Rome vers la fin de cette année. En arrivant dans cette ville, il eut la douleur d'apprendre la mort du Pontife. Il assista à l'élection d'Urbain III, son successeur; puis il revint en France au commencement de l'année 1186. Un an après, il fit un second voyage à Rome, et il contribua aux élections de Grégoire VIII et de Célestin III, qui se firent à Ferrare. Ce second voyage fut aussi court que le premier.

Le roi atteignait sa vingtième année, et il res-

sentait déjà ce désir de gloire qu'il conserva toute sa vie. L'Angleterre seule pouvait lui en fournir une noble matière; mais il appréhendait la puissance de cette nation, l'expérience du roi des Anglais, et la bravoure du duc de Guienne. Il ne pouvait cependant plus dissimuler l'affront dont la maison de France était couverte, et qu'on ne songeait point à réparer. Le duc de Guienne avait été fiancé avec la reine Alix, sœur du roi, qui avait été envoyée à Londres pour être élevée auprès de son époux. Ce mariage ne se consommait point, et le roi d'Angleterre se portait envers elle aux dernières violences. Le temps vint enfin, où il y eût eu de la lâcheté pour le roi de se taire. Henri le jeune, fils aîné du roi d'Angleterre, n'avait point laissé d'enfants de la reine Marguerite, sœur aînée d'Alix. Cette princesse s'était retirée auprès de Philippe, et cette même année Béla III, roi de Hongrie et de Dalmatie, avait envoyé une ambassade solennelle pour la demander en mariage. Le roi la lui avait accordée, et elle était partie pour Bude avec une suite magnifique. Les Anglais avaient souffert que cette princesse se retirât en France; mais ils ne parlaient point de rendre le Vexin, qui lui avait été assigné pour dot. Le roi envoya ses ambassadeurs en demander la restitution, faisant proposer toutefois qu'il consentirait à ce que cette province demeurât aux Anglais, pourvu que le mariage

entre la reine Alix et le duc de Guienne s'effectuât au plus tôt.

Cette proposition n'accommodait ni le roi d'Angleterre, ni son fils. Cependant ils ne pouvaient se résoudre à rendre le Vexin. Ils répondirent aux ambassadeurs qu'à la vérité cette province avait été donnée pour dot à la reine Marguerite ; mais que pour cela elle n'appartenait pas à la France ; que de tout temps elle avait été dépendante de la Normandie ; que l'impératrice Mathilde l'avait donné à Louis VI pour l'attirer dans son parti, lors des guerres qui s'élevèrent entre elle et Etienne de Blois, usurpateur de l'Angleterre sur cette princesse ; que ce n'était point là un titre légitime, puisque le domaine des souverains est inaliénable, et que Mathilde n'avait pu disposer du bien de ses enfants.

Telles furent les raisons par lesquelles les Anglais prétendirent retenir le Vexin. Le roi leur envoya déclarer la guerre, et somma le duc de Guienne de rendre hommage du Poitou, que ce prince prétendait n'être qu'un arrière-fief de la couronne. Les préparatifs se firent de part et d'autre avec une grande célérité, et le roi se mit à la tête de son armée. Sa présence anima les Français, privés depuis longtemps d'un chef digne de les commander. En effet ce prince unissait les dons du corps à ceux de l'âme. Il était d'une taille avantageuse et parfaite-

ment proportionnée. Son teint était vermeil, ses cheveux frisés naturellement et d'un blond admirable; il avait le nez un peu gros, mais bien fait; la bouche un peu grande, le regard très-vif, quoiqu'avec quelques taches dans un œil. Il avait l'esprit juste et pénétrant; il affectait de paraître toujours gai, en conservant néanmoins la majesté de son rang, et en tempérant cette gaieté par une justice exacte et sévère. Il aimait passionnément la guerre, excellait dans tous ses exercices, brave jusqu'à ne point vouloir se servir de l'arbalète, qui était une arme d'invention nouvelle, favorable aux gens de peu de cœur; possédant toutes les qualités d'un grand capitaine, laborieux, actif, prudent, ferme, exact et intrépide. Dans le gouvernement de son état, il observait toutes les règles de la politique; généreux et magnifique à propos, il étendait les droits de sa couronne; enfin, il se délassait quelquefois par l'étude des belles-lettres, dont il avait puisé le goût dans sa première éducation.

Quelques défauts graves ternissaient de si belles qualités. Il était vif dans ses passions, prompt, colère, et ne supportant pas la contradiction. Il aimait l'argent avec excès, et malgré sa jeunesse il montrait un penchant bien prononcé pour les exactions et pour l'avarice.

Philippe avait dans Richard, duc de Guienne, un adversaire digne de lui être opposé; le prince anglais

était un peu plus âgé que lui. On admirait la régularité de ses traits. Ses yeux étaient bleus, grands et pleins de feu. Il avait les cheveux d'un blond ardent, le teint vif, le port majestueux. Il avait l'âme grande et l'esprit fin et délié. Il prenait si bien son parti, qu'on ne savait s'il était plus maître de lui-même dans la perte que dans le gain d'une bataille. Sa magnificence et sa libéralité n'avaient point de bornes; du reste, d'une ambition démesurée, fier, emporté, violent, présomptueux, téméraire, et se livrant sans frein à tout genre de dérèglement.

Le roi se porta rapidement dans le Berry, dont une partie appartenait à l'Angleterre. Il s'empara d'Issoudun, de Cressac, et alla mettre le siége devant Châteauroux, l'une des plus fortes places de la province.

« A son approche, les portes sont fermées et les » habitants s'élancent sur les remparts, s'écriant qu'ils » aiment mieux périr, en combattant pour la foi jurée, » que de vivre en se rendant honteusement. Philippe, » ayant dressé ses bannières sur tous les points, in- » vestit la ville; il fait élever des madriers et entre- » lacer une tortue, afin qu'à l'abri de ces machines » les hommes d'armes puissent atteindre le pied des » remparts, en dressant leurs boucliers au-dessus de » leurs têtes; un pierrier, tournant à force de bras,

» lance d'énormes blocs de pierre; un bélier, frappant » à coups redoublés, attaque de front, afin de briser » les portes toutes doublées de fer; des tours mobiles, formées de claies et de pièces de bois travaillées, s'élèvent plus haut que les murailles mêmes; » des échelles sont dressées contre les murs; les » servants d'armes s'élancent; mais, tandis qu'ils se » précipitent imprudemment, beaucoup d'entr'eux sont » renversés; d'autres se tiennent encore de leurs mains » fortement accrochés au sommet des remparts; mais » l'ennemi leur résiste avec beaucoup de valeur. L'un » est frappé à la tête d'une lance ou d'une massue, » à l'autre une hache à deux tranchants fait jaillir » la cervelle; mais ni l'épée ni la lance ne produisent » aucun résultat décisif [1]. »

La résistance de Châteauroux donna au roi d'Angleterre et à son fils le temps de venir au secours de cette ville. Ils envoyèrent offrir la bataille à Philippe, qui l'accepta et leva le siége. Les deux armées furent rangées en bataille, et l'on allait en venir aux mains, lorsque quelques évêques s'entremirent auprès d'eux pour éviter l'effusion du sang.

Le roi d'Angleterre fit les premières avances; il offrit de s'en rapporter au jugement que la cour des

[1] Cet extrait d'un poème à la gloire de Philippe-Auguste, composé par Guillaume Le Breton, peut donner une idée exacte des machines de guerre de cette époque.

pairs rendrait sur le Vexin, et de conclure le mariage de la reine Alix. Issoudun resta au roi pour les frais de la guerre. On convint d'une trève pour deux ans; et le duc de Guienne profita de cette occasion pour aller passer quelque temps à Paris. Le roi, qui avait beaucoup d'estime pour lui, le reçut magnifiquement; il n'y eut point d'amitié qu'ils ne se fissent; ils n'avaient qu'une table et qu'un lit, et ils faisaient l'ornement et l'admiration de la cour. Le roi d'Angleterre n'avait consenti toutefois qu'à regret au voyage de son fils, et il craignait pour lui les suites d'une si grande affection.

La joie qu'éprouva la France de la fin de cette guerre fut encore augmentée par la naissance d'un prince, que la reine mit au monde le 5 septembre 1187. Tous les peuples se félicitèrent d'avoir pour prince un descendant de Charlemagne. Etienne, évêque de Tournai, un des plus pieux et des plus savants prélats du royaume, le tint sur les fonts sacrés. Il lui donna le nom de Louis, en l'honneur du roi, son aïeul. La ville de Paris célébra cette naissance par des illuminations qui durèrent huit jours. Le roi en eut une telle joie, qu'il envoya des ambassadeurs extraordinaires à tous les princes, ses alliés, afin de leur annoncer cet heureux évènement; et son union avec la reine en devint beaucoup plus étroite.

A la cour, ce n'étaient que fêtes et réjouissances.

Renaud de Dammartin, fils d'Albéric, comte de Dammartin, était de l'âge du roi, et effaçait par son mérite le reste des seigneurs de la cour. Philippe, voulant lui prouver toute son affection, lui donna en mariage Ide de Flandre, comtesse de Boulogne. Elle avait épousé successivement Gérald II, comte de Gueldres et de Zutphen, puis Berthold V, duc de Zeringhen, dont elle était restée veuve et sans enfants, à la fleur de l'âge. Le roi fut ravi de trouver cette occasion d'élever son favori.

Les Anglais ne parlaient point cependant de conclure le mariage de la reine Alix, et ils ne produisaient point à la cour des pairs les titres dont ils s'appuyaient pour conserver le Vexin. Le roi souffrait ce retard avec impatience; et l'union du duc de Guienne avec lui ayant indisposé le roi d'Angleterre, la guerre paraissait imminente, lorsqu'on reçut tout-à-coup de tristes nouvelles d'Orient.

Baudouin IV, roi de Jérusalem, venait de mourir, frappé de la lèpre, à l'âge de vingt-cinq ans. Son royaume était passé entre les mains d'un enfant de neuf ans. Raimond, comte de Tripoli, avait pris en main la régence de Baudouin V, qui lui avait été déférée par le feu roi avant sa mort. Mais Gui de Lusignan, comte de Jaffa, mari de Sibille, mère du jeune roi, se souleva contre les derniers ordres de Baudouin IV, et prit les armes. Le comte de Tripoli

l'emporta, et, sur ces entrefaites, le jeune roi mourut.

Après de longues discordes, Gui de Lusignan et sa femme furent couronnés roi et reine de Jérusalem. Le comte de Tripoli, plein de fureur et d'indignation, refusa de rendre hommage au nouveau roi; il se retira dans ses états, où il fit un traité secret avec Saladin, soudan de Damas, par lequel ce prince s'engageait à le placer sur le trône de Jérusalem.

Le comte feignit ensuite de se rapprocher de Lusignan, qui fut ravi de cette réconciliation. Mais, peu de temps après, le soudan entra dans le royaume avec une armée formidable. Le comte lui disputa faiblement les passages de la Galilée, et alla joindre le roi de Jérusalem avec toutes ses forces. Ce prince, ayant réuni les siennes, présenta la bataille à Saladin auprès de Tibériade. L'armée chrétienne fut enveloppée, le comte l'ayant abandonnée au plus fort de la mêlée. Saladin remporta une victoire complète; il s'empara de la vraie Croix, qu'on portait à la tête des armées et qui jusque-là avait semblé être un gage assuré de la victoire. Le roi de Jérusalem et les principaux seigneurs du royaume tombèrent vivants entre les mains de Saladin.

Celui-ci sut tirer un immense parti de cet avantage. Toutes les places du royaume lui ouvrirent leurs portes, et il ne resta plus à la reine Sibille que Jérusalem, Tyr et Ascalon. Car les principautés d'An-

tioche et de Tripoli, bien que relevant du royaume de Jérusalem, ne faisaient point partie de son domaine. Saladin assiégea Jérusalem, où tout se trouvait dans la consternation. La reine, qui s'y était renfermée, ne put la défendre que pendant quatorze jours, après lesquels la ville sainte fut livrée à des conditions honteuses. Sibille se retira ensuite à Ascalon; et Saladin fit son entrée dans Jérusalem, traînant en triomphe Gui de Lusignan, les plus grands seigneurs de la cour et vingt mille captifs. La reine donna bientôt Ascalon pour obtenir la liberté du roi, son mari, et elle se vit réduite à se retirer avec lui dans un château situé vers la mer, que l'art et la nature avaient extrêmement fortifié.

Après ces succès, le comte de Tripoli envoya demander au soudan, qu'en exécution de leur traité il le mît en possession de tant de provinces dont il lui avait facilité la conquête. Saladin ne lui répondit que par des railleries amères, qui lui firent comprendre jusqu'à quel point il était méprisé. Voyant l'inutilité de sa trahison et qu'il était devenu odieux aux deux partis, le comte s'abandonna au désespoir; sa raison se troubla, et il mourut peu de temps après dans d'affreux accès de fureur.

Saladin alla mettre le siége devant Tyr, la seule place considérable qui restât aux chrétiens. Les habitants intimidés songeaient déjà à prévenir les malheurs

d'une ville emportée d'assaut, lorsque Conrad de Montférat se présenta avec quelques troupes. Il leur offrit son bras et son assistance, et leur rendit l'espérance; mais il ajouta qu'il ne prétendait point s'employer pour Gui de Lusignan, et que, s'il était assez heureux pour préserver la ville de la tyrannie des Sarrasins, il voulait qu'ils le reconnussent pour souverain. Chacun s'y engagea par un serment solennel. Alors Conrad mit en usage tout ce que la science de la guerre, sa bravoure, son intrépidité et le secours d'un grand peuple put lui fournir. Il disputa le terrain, fit de vigoureuses sorties, déconcerta toutes les mesures de Saladin, et le força enfin à lever le siége. De là le soudan alla ravager la principauté d'Antioche, qu'il conquit tout entière, à la réserve de la capitale.

Il ne restait donc aux chrétiens, dans la Palestine, que la seule ville de Tyr, et deux ans avaient suffi pour anéantir les conquêtes de tant de princes. Pour surcroît de malheurs, la division se mit entre le roi de Jérusalem et Conrad; le premier voulait être reconnu à Tyr, et le second retenait cette place comme le prix de son sang et de sa valeur. Ce fut dans une situation aussi désespérée que tous les regards se tournèrent de nouveau vers les princes d'Occident, et l'on députa Guillaume, archevêque de Tyr, pour aller implorer leur secours.

Toute l'Europe avait frémi au bruit de la perte de Jérusalem. Urbain III en était mort de douleur ; Grégoire VIII n'eut pas le temps, dans son court pontificat, d'organiser une croisade ; Clément III, son successeur, s'efforça enfin d'inspirer à tous les princes chrétiens le zèle dont il était lui-même enflammé.

Il nomma l'archevêque de Tyr légat du saint-siége, et il lui donna pour collègue Henri, cardinal évêque d'Albano, dont le mérite était connu dans toutes les cours. Les légats vinrent d'abord en France, et trouvèrent les deux couronnes disposées à recommencer la guerre entr'elles. La paix fut conclue à la relation des malheurs de la ville sainte, et les deux rois assignèrent au 15 janvier 1188, une conférence dans la plaine située entre Trie et Gisors, sur la frontière des deux royaumes.

Tous les grands seigneurs de France, d'Angleterre et d'Aquitaine se hâtèrent de se rendre à cette assemblée. Sous des tentes diversement placées brillaient les écus et les armoiries de Richard, duc de Guyenne, de Hugues, duc de Bourgogne, de Philippe, comte de Flandre, de Henri, comte de Champagne, de Thibaut, comte de Blois, de Robert, comte de Dreux ; des comtes de Perche, de Soissons, de Clermont, de Bar, de Beaumont ; de Jacques, seigneur d'Avesne, et du brave Guillaume, seigneur des Barres, qui, pauvre gentilhomme, avait obtenu par ses hauts faits d'être traité à l'égal des puissants barons.

On s'occupa d'abord des intérêts qui divisaient les couronnes de France et d'Angleterre, et on commençait à les discuter chaudement, lorsqu'on vit s'avancer dans la plaine les deux vénérables prélats, précédés de la croix des pontifes. Ils étaient montés sur des mules, ainsi que le pieux cortége qui les accompagnait. Le cardinal d'Albano portait les insignes des prêtres et des légats de Rome; l'archevêque de Tyr était couvert de vêtements sacrés à la manière des prêtres d'Orient. Après eux venaient quelques vieux chevaliers, qui portaient la croix du temple et qui avaient échappé au désastre de Jérusalem.

Les deux prélats furent accueillis avec un grand enthousiasme. Henri et Philippe vinrent à leur rencontre dans un profond recueillement. On ne distinguait plus les couleurs de France et d'Angleterre, tant les barons étaient confondus autour des deux légats.

L'archevêque de Tyr exposa dans une harangue très-touchante les malheurs qui pesaient sur les lieux saints. Il représenta l'esclavage des chrétiens, la désolation de tant de provinces, les gémissements de cette sainte Jérusalem, consacrée par la mort de Jésus-Christ. Il fit une peinture si pathétique de tant de souffrances, il accompagna son récit de tant de larmes, qu'il en arracha à tous les spectateurs.

Les deux rois, oubliant dans cette circonstance

tout sujet d'inimitié, s'embrassèrent et remirent la décision de leurs différends après la conquête de la terre sainte; puis ils reçurent la croix de la main des légats. Le roi d'Angleterre se présenta le premier pour la recevoir, malgré le respect qu'il devait au roi son suzerain, action qui eût pu attirer des suites fâcheuses, si le roi ne l'eût attribuée à un excès de zèle plutôt qu'à une entreprise contre les droits de sa couronne. Tous les seigneurs que nous avons cités imitèrent leurs souverains. Guillaume, archevêque de Rouen, et les évêques de Beauvais et de Chartres se joignirent à eux. Tout le monde portait sur ses vêtements une croix, signal de son vœu. Celle des Français était rouge, celle des Anglais blanche, celle des Flamands verte. Le champ où s'était tenu l'assemblée fut appelé *Le champ sacré*. On y éleva une croix, et les légats, convaincus des suites heureuses de la croisade, passèrent en Allemagne, pour engager ces peuples à concourir au succès de cette sainte entreprise.

Le roi convoqua aussitôt à Paris tous les prélats du royaume, et on régla, dans cette assemblée, tout ce qui concernait l'exécution de la croisade. On y arrêta que, pour subvenir aux frais de la guerre, le roi pourrait, tous les ans, pendant sa durée, prélever sur ses sujets le dixième de leur revenu. On en excepta les croisés, les maladreries, les reli-

gieux de Cîteaux et de Frontevrault, et les Chartreux. Cet impôt fut appelé *la dîme saladine.*

Quelques séances furent ensuite consacrées à des règlements pour la discipline de l'armée pendant cette guerre. On défendit aux soldats de jurer ; aucune femme ne devait suivre l'armée sinon celles qui étaient destinées à laver le linge. On suspendit, pendant tout le temps que durerait l'expédition, les intérêts de l'argent, que pouvaient devoir les croisés. On leur permit de recevoir trois années de leur revenu, sans que les débiteurs eussent lieu d'appréhender la mort de leurs créanciers. Le même privilége fut accordé aux ecclésiastiques pour le revenu de leurs bénéfices, afin que chacun fût en état de subvenir aux frais d'un si long voyage.

Pendant que toute la France était occupée des préparatifs de la guerre sainte, une étincelle y jeta tout-à-coup la division. Le duc de Guienne s'était rendu dans cette province pour châtier quelques seigneurs que l'on croyait appuyés sous main par le roi d'Angleterre. Il y avait aussi un célèbre voleur nommé Céile, qui, des villes du Languedoc, dont il était originaire, et où il faisait sa retraite, parcourait et ravageait la Guienne. Le duc le fit arrêter.

Raimond v, comte de Toulouse, dont Céile était le sujet, prétendit que le duc de Guienne empiétait sur son autorité, et il fit emprisonner deux gentils-

hommes gascons, qui, en revenant du pélerinage de Saint-Jacques, avaient passé sur les terres de son obéissance, ne prenant pas d'autre ménagement que de faire savoir au duc de Guienne qu'ils en sortiraient lorsque Céile serait remis en liberté. Le duc, irrité de la conduite du comte, se disposa à la guerre. Le roi, instruit de ces mouvements, ordonna au comte de Toulouse d'élargir les deux prisonniers; le comte obéit; mais le duc de Guienne ne trouva pas cette satisfaction suffisante et il fit revivre les droits de la maison de Guienne sur le comté de Toulouse.

Il entra donc dans le Languedoc, et porta le ravage partout où il passa; puis, songeant à des conquêtes solides, il parcourut le Quercy, et s'empara de Cahors et de Moissac, qui en étaient les plus fortes places. Le roi, qui avait prévu jusqu'où l'ambition du duc de Guienne le conduirait, ne jugea pas à propos de laisser dépouiller un prince qui était en même temps son vassal et son oncle. D'ailleurs il craignait que l'Angleterre ne s'accrût d'une province aussi importante que celle du Languedoc. Il se porta subitement dans le Berry avec son armée, et ne trouvant aucune résistance, il s'empara de Châteauroux, d'Argenton et de Buzançay qu'il donna au prince Louis de Champagne, son neveu, fils du comte de Blois. Du Berry il entra dans la Touraine, prit et démolit

Montrichard, se rendit maître de Montluçon, et alla ensuite assiéger Levroux.

Au bruit de la guerre qui venait de s'allumer, le roi d'Angleterre se rendit en Normandie, et se hâta d'y grossir son armée. Le duc de Guienne, d'un autre côté, quitta le Quercy, pour aller rejoindre son père. Chemin faisant, il se présenta devant Vendôme, dont Robert, comte de Meulan, s'était assuré pour le roi. Le comte lui en refusa l'entrée, et le duc, ayant forcé cette place, y mit le feu. De là, ayant rejoint le roi, son père, ils assiégèrent et prirent Dreux, qu'ils traitèrent comme le duc avait traité Vendôme. Le roi se hâta de les atteindre, et les armées se trouvèrent en présence auprès de Gisors. Les Français remportèrent quelque avantage dans une escarmouche, et le roi d'Angleterre, n'osant risquer une bataille, se retira.

Les princes et les seigneurs français, voyant ainsi s'évanouir l'espérance de la guerre sainte, désapprouvèrent la conduite des deux rois, sans vouloir examiner quel était l'agresseur. Ils protestèrent solennellement qu'ils ne prenaient aucune part à la querelle de ces princes, et qu'ils ne prétendaient employer leurs armes que contre les infidèles. Parmi ceux qui prirent cette détermination, on compte Hugues, duc de Bourgogne, Philippe, comte de Flandre, Henri, comte de Champagne, Thibaud, comte de

Blois, Rotrou, comte du Perche, et Etienne, comte de Sancerre. Et, sans s'inquiéter du succès de la guerre, qui devint une querelle particulière entre les deux rois, une troupe de croisés, commandée par Geofroy de Lusignan, frère de Gui, roi de Jérusalem, se mit en marche pour la terre sainte.

Le roi d'Angleterre se dirigea vers Mantes pour en former le siége. Philippe campa entre cette ville et l'armée anglaise pour s'y opposer; mais ayant des forces beaucoup inférieures, il fut sur le point d'être investi. Il prit le parti de se sauver, pendant que Guillaume Desbarres, l'un de ses chefs, soutenait seul avec son escadron l'effort des ennemis. Le duc de Guienne l'enfonça, et dans le fort de la mêlée Desbarres fut fait prisonnier. Sitôt que le duc le vit, il lui rendit la liberté. Desbarres retourna vers les siens qu'il trouva encore combattant; mais il ne crut pas, après un tel bienfait, devoir prendre part à la bataille. Il revint à Mantes, et s'exposa aux railleries de ceux qui ignoraient le sujet de sa retraite.

Le roi, après avoir pris de plus justes mesures, revint présenter la bataille aux Anglais. Le duc de Guienne était d'avis qu'on l'acceptât; mais le roi d'Angleterre, qui, vers la fin de ses jours, craignait un revers de fortune, aima mieux aller prendre Damville, et brûler Saint-Clair sur Epte, où il rasa un bois magnifique que le feu roi avait fait planter.

Philippe, n'ayant pu attirer son ennemi à un combat, retourna en Touraine, où il prit Montsoreau, puis Vendôme. On s'assembla quelque temps après entre Trie et Gisors, et l'on entama de nouvelles négociations pour la paix. Une raillerie fit interrompre les conférences. Il y avait au milieu du champ, où elles se tenaient, un orme magnifique, dont le feuillage couvrait une grande étendue de terrain. Les Anglais, qui s'étaient placés sous son ombrage, l'avaient entouré de cercles de fer, et de là se plaisaient à railler les Français, exposés à toutes les ardeurs du soleil. Les Français, indignés et irrités des moqueries des Anglais, courent aux armes, s'élancent contre les mauvais plaisants, les chassent de leur abri, et détruisent avec leur hache d'armes l'arbre majestueux, qui avait été l'occasion de la rupture.

Tout l'hiver suivant fut employé de part et d'autre à faire des levées d'hommes et d'argent; mais, au commencement du printemps, un évènement suspendit les projets du roi. La reine, alors âgée de dix-neuf ans, mourut en mettant au monde deux princes. Ce coup inattendu accabla Philippe; il en témoigna une douleur très-vive, et elle lui fit abandonner pour un temps le soin de ses affaires; toute la France partagea l'affliction du roi. On fit à cette jeune reine de magnifiques obsèques dans l'église de Notre-Dame, et Maurice, évêque de Paris, construisit un autel

et deux chapelles, où l'on devait prier à perpétuité pour le repos de son âme. Le roi assigna le fonds pour l'entretien des chapelains. Les deux princes ne survécurent à leur mère que trois jours.

Le pape Clément III, ayant appris que la guerre s'était rallumée entre les deux couronnes, fit partir le cardinal Jean, évêque d'Agnani, en qualité de légat, pour exhorter les deux princes à accomplir leur vœu, et à sacrifier leur querelle au bien de la chrétienté. Chacun des deux rois fit un accueil très-favorable au légat, et tâcha de l'engager dans son parti. On crut que le roi d'Angleterre avait le mieux réussi, n'ayant rien épargné pour cela. Philippe, de son côté, s'attacha à semer la division dans la maison royale d'Angleterre, ce qui lui fut assez facile, à cause de l'ambition du duc de Guyenne. Ce prince se laissa persuader par le roi d'épouser la reine Alix; Philippe lui ayant fait entendre que l'autorité royale était attachée à ce mariage, puisque le roi d'Angleterre ne pourrait se dispenser de l'associer à la couronne, comme il y avait associé Henri le jeune, son fils aîné, lorsqu'il lui avait fait épouser la reine Marguerite. Un tel espoir anima le duc de Guienne qui brûlait d'impatience de régner. On publiait d'ailleurs des nouvelles qui le glaçaient d'effroi. Les Anglais répandaient le bruit que le roi d'Angleterre avait résolu de répudier la reine, sa femme, qu'il tenait

prisonnière depuis longtemps, et d'épouser la princesse Alix. Qu'à la vérité il ne pourrait frustrer les enfants qu'elle lui avait donnés, de la Guienne et du Poitou qu'elle lui avait apportés en dot, mais qu'il destinait à ceux du second lit l'Angleterre, l'Irlande et les autres provinces de France. Ce projet, tout ridicule qu'il paraissait, alarma le duc de Guienne, qui se hâta de demander à son père de lui laisser épouser la princesse, et qu'il voulût bien l'associer à la couronne d'Angleterre, puisqu'il était son héritier présomptif, et qu'il avait autrefois accordé le même honneur au prince Henri, son frère.

Le roi d'Angleterre refusait obstinément d'accéder aux demandes du duc; et le légat trouva en arrivant la guerre civile sur le point d'éclater entre le père et le fils. Il les fit enfin consentir à une conférence auprès de la Ferté-Bernard. Les deux rois et le duc de Guyenne ne manquèrent pas de s'y trouver. Le légat, le cardinal de Champagne, les archevêques de Bourges, de Cantorbéry et de Rouen, y assistaient comme médiateurs, et tâchaient d'étouffer dans sa naissance une guerre dangereuse.

Philippe demanda avec instance qu'on achevât le mariage de la reine, sa sœur, offrant de lui laisser pour dot le Vexin, qui devait revenir à la France par la mort du jeune roi Henri. Le duc de Guienne appuya cette demande, et voulut de plus être associé

à la couronne, comme l'avait été son frère. Le roi d'Angleterre remit à donner une réponse précise, après le voyage d'Orient, qu'il offrait d'entreprendre incessamment. Le légat, applaudissant à son zèle, menaça d'excommunication quiconque s'opposerait à une si sainte résolution. En même temps, le roi d'Angleterre offrit au roi de faire épouser la reine Alix au prince Jean, le dernier de ses fils, que les Anglais avaient surnommé sans terre, parce que son père ne lui avait point encore assigné d'apanage.

Philippe refusa que sa sœur fût alliée au puîné de la maison d'Angleterre, après avoir été promise, pendant l'espace de dix ans, à l'un des aînés. Le roi d'Angleterre avait prévu ce refus; et il n'eût pas manqué de rétracter cette proposition, si elle avait été acceptée. Le légat insista vivement près de Philippe, qui répondit avec fierté. Le duc de Guienne, de son côté, se levant tout furieux, tira son épée du fourreau, et s'adressant à son père : « Puisque » vous ne voulez pas, dit-il, me reconnaître pour » votre successeur, et que vous voulez m'enlever la » princesse qui m'est promise, je vais m'adresser au » roi de France, pour lui en demander justice. Je » passe de son côté, et je vais lui rendre hommage » des états qui relèvent de lui. »

A ces mots, Philippe se retira de la conférence, et le duc de Guienne l'ayant suivi, passa dans l'armée

du roi avec ses troupes, et rendit de nouveau hommage de la Guyenne et du Poitou; dès-lors, la guerre recommença avec plus d'acharnement que jamais.

De son côté, le roi d'Angleterre envoya son chancelier défendre l'Anjou. Il se jeta lui-même dans le Maine; il tâcha de rassurer les habitants du Mans, en leur promettant de défendre jusqu'à la dernière extrémité une ville où il était né. Cependant les princes couvrirent le Maine de leurs soldats. Ils prirent la Ferté-Bernard, Montfort et Beaumont. Ils repoussèrent le roi d'Angleterre, qui s'était avancé à leur rencontre, et le poursuivirent si vivement, qu'ils entrèrent avec lui dans le Mans. Peu s'en fallut qu'il ne fût pris. Le sénéchal du Mans fit mettre le feu à un faubourg pour occuper les vainqueurs, tandis que le roi se sauvait avec sept cents chevaux. Philippe donna ses ordres pour éteindre le feu, en recommandant néanmoins qu'on poursuivît le roi d'Angleterre qui n'échappa qu'en traversant un gué inconnu à ceux qui le suivaient. Le château du Mans ne tint que trois jours.

Le roi, enflammé par la rapidité de ses conquêtes, se dirigea vers la Loire, se jeta le premier dans le fleuve, et sonda un gué avec sa lance; en ayant trouvé un, il se présenta devant Tours, où le bruit de ses victoires l'avait devancé, et il emporta la ville à la première escalade. Le roi d'Angleterre fut saisi

d'étonnement quand il apprit la perte de deux provinces, consommée en si peu de jours. Il reçut en même temps la nouvelle que le prince Jean, peu satisfait du revenu de l'Irlande que son père lui avait concédé depuis peu, avait pris les armes pour obtenir un apanage plus considérable.

Alors ce prince, accablé de tous les côtés, et se voyant menacé d'une révolution, profita d'une lettre que le cardinal de Champagne lui écrivit pour l'exhorter à la paix; et, de l'avis du duc de Bourgogne et du comte de Flandre, il députa vers Philippe, afin de demander un accommodement. Il partit de Chinon pour se rendre à Coulommiers, près de Tours, où le roi de France arriva de son côté. Philippe voulait, avant tout, que le mariage de la reine Alix avec le duc de Guienne se conclût d'une manière définitive. Le roi d'Angleterre, qui ne pouvait s'y résoudre, prétendait que le temps n'était point favorable pour des noces, et qu'il fallait les remettre après le voyage d'Orient, ainsi qu'on l'avait résolu dans la dernière trêve. Chacun persistant dans sa décision, la conférence fut plusieurs fois sur le point d'être rompue. Rien n'était capable de fléchir le roi d'Angleterre, et les deux princes discutaient avec chaleur sur leurs prétentions respectives, lorsque tout-à-coup la foudre tomba au milieu d'eux sans les blesser. Le roi d'Angleterre fut tout troublé de cet évènement; il serait

même tombé de son cheval s'il ne s'était retenu avec les mains. Les évêques présents profitèrent de l'émotion générale pour hâter la conclusion de la paix. Elle fut bientôt arrêtée sur les bases suivantes : Le mariage serait différé jusqu'après le voyage d'Orient ; mais le roi d'Angleterre remettrait la reine Alix entre les mains de ceux que son fils désignerait. Les autres conditions furent aisément réglées. Le Vexin demeura aux Anglais pour la dot de la jeune reine. Cressac et Issoudun furent cédés au roi. Le roi d'Angleterre s'obligea à payer deux mille marcs d'argent pour les frais de la guerre, et il consentit à ce que tous ses vassaux l'abandonnassent, s'il manquait à aucune de ces conditions.

Après ce traité, le roi d'Angleterre se retira à Chinon. Il y éprouva la plus vive douleur, en réfléchissant à la contrainte où il s'était vu de le signer. Vers la fin de juin, il tomba très-dangereusement malade, et il s'aperçut que la mort était proche. Alors il donna sa malédiction à ses enfants pour leurs fréquentes rébellions, et toutes les remontrances des évêques ne purent la lui faire révoquer. Il eut cependant des remords très-vifs dans ses derniers moments. Il se fit porter à l'église de Chinon, en face de l'autel, pour recevoir les derniers sacrements, et il mourut le troisième jour de sa maladie.

A peine avait-il rendu le dernier soupir que tout le monde l'avait oublié. Les seigneurs coururent

trouver le duc de Guienne, son fils, qui prit le nom de Richard I. Les domestiques du roi mort pillèrent tout ce qu'il y avait dans son palais. Son corps demeura entièrement dépouillé sur une table. Un jeune page, qui était depuis peu à son service, le couvrit de son manteau, pendant que tous les autres emportaient ses meubles et ses habits.

Le lendemain, on porta le corps découvert à Fontevrault. Ce fut pendant ce trajet que le nouveau roi vint rejoindre la pompe funèbre, en pleurant à chaudes larmes. On assure qu'à son approche le corps du roi jeta du sang par le nez et par la bouche, et que ce sang jaillit jusque sur le nouveau roi, qui, ayant horreur de sa rébellion, s'avoua coupable et redoubla de pleurs et de sanglots. Il fit revêtir le corps de son père de ses ornements royaux, et suivit à pied le convoi jusqu'à Fontevrault, où le corps de ce prince fut inhumé.

Le nouveau roi d'Angleterre fit arrêter d'abord Etienne de Tours, sénéchal d'Anjou, à qui son père avait confié la garde de ses trésors; et lorsqu'il les lui eut remis, il lui rendit la liberté en louant publiquement sa fidélité. Il eut ensuite une entrevue avec le roi de France, et ils ratifièrent d'un commun accord le dernier traité. Philippe lui rendit les deux provinces qu'il avait conquises, ne se réservant que la gloire de ses victoires.

De là, le roi d'Angleterre se rendit à Rouen, où il reçut l'épée de duc de Normandie des mains de l'archevêque Gautier, le 20 juillet 1189. Le prince Jean et tous les seigneurs assistèrent à la cérémonie. Il régla les affaires de la province, s'embarqua à Harfleur pour l'Angleterre, aux acclamations des peuples, et il aborda à Portsmouth le 13 août. Son sacre se fit à Westminster avec une magnificence toute royale; et, indépendamment de l'argent que le sénéchal d'Anjou lui avait remis en France, il trouva à Winchester neuf cent mille livres pesant en or et en argent non monnayé.

Il rendit ensuite la liberté à la reine Eléonore, sa mère, emprisonnée depuis seize ans par la jalousie du feu roi. Il voulut réparer cet outrage en la comblant d'hònneurs et de bienfaits. Il augmenta ses revenus, et il lui fit présent des meubles les plus précieux. Cette princesse ne savait comment témoigner sa reconnaissance à son fils. Son adversité l'avait tellement inclinée à la clémence, qu'elle supplia le prince de mettre tous les prisonniers en liberté, ce qui lui fut accordé sur-le-champ.

Quelques mois après le couronnement de Richard, Philippe envoya à Londres Rotrou, comte de Perche, en qualité d'ambassadeur, pour prier et sommer le nouveau roi de se disposer au voyage de la Palestine, et pour lui faire confirmer les traités dont on

était convenu. Le roi d'Angleterre assembla son parlement, et les traités furent ratifiés. Le comte du Perche jura, au nom du roi, sur les saints Evangiles, de les faire maintenir; et Guillaume de Mandeville, comte d'Essex, fit les mêmes serments au nom du roi d'Angleterre.

Le rendez-vous général des armées fut fixé à Vézelay, dans l'octave de Pâques. Le roi d'Angleterre consacra à cette expédition des sommes immenses, en vendant et en engageant ses revenus, et même jusqu'à une partie de son domaine. Il répondit à quelques-uns de ses courtisans, qui s'étonnaient d'une pareille aliénation, qu'il vendrait jusqu'à la ville de Londres, s'il trouvait des acquéreurs. Il établit ensuite pour régents la reine, sa mère, l'évêque d'Ely, chancelier d'Angleterre, et l'évêque de Durham; mais il laissa le gouvernement de la Tour et le secret des affaires au chancelier. Il s'embarqua ensuite à Douvres le 14 décembre 1189; et, poussé par un vent favorable, il aborda à Gravelines le même jour. Philippe, comte de Flandre, le reçut magnifiquement, et suivit à Rouen le roi d'Angleterre, qui fit tenir dans cette ville les états de la province, dont il tira encore un renfort d'hommes et de l'argent.

De Rouen, le roi d'Angleterre, ayant congédié un grand nombre d'hommes de croisés qui n'étaient point propres à la guerre, se rendit à Nonancourt, où

Philippe et la plupart des seigneurs français devaient se trouver. Les deux rois se comblèrent d'amitiés. Chacun croyait sincère l'estime qu'ils se témoignaient; pourtant ils avaient leurs vues. Philippe, par de telles démonstrations, voulait engager le roi d'Angleterre à l'exécution des traités, et à épouser la reine Alix après le voyage d'Orient. Le roi d'Angleterre, au contraire, songeait par une conduite adroite à adoucir le refus qu'il se proposait de faire de cette princesse; car la reine Eléonore avait tout employé pour détourner son fils de ce mariage. Elle craignait que cette princesse ne lui ravît l'autorité qu'elle tenait de Richard, et le nouveau roi s'était rendu à ses raisons. Il avait même ordonné en secret quelques négociations, pour obtenir la main de l'infante de Navarre.

Les deux rois, palliant ainsi leurs sentiments, ne paraissaient être animés que du bien de la chrétienté. Aussi acheva-t-on à Nonancourt les règlements qui devaient rendre l'union des deux peuples indissoluble pendant le voyage. Les deux rois jurèrent de se prêter un secours mutuel durant l'expédition; ils convinrent que si l'un d'eux venait à mourir, le survivant aurait à sa disposition ses trésors et le commandement de son armée. On ordonna à tous les princes et seigneurs de déposer les haines et inimitiés qu'ils pourraient avoir les uns contre les autres.

Enfin, les évêques croisés furent priés de lancer les foudres de l'excommunication contre ceux qui contreviendraient à ces règlements. On établit ensuite des peines contre les malfaiteurs. On ordonna que celui qui tuerait un homme dans le vaisseau serait lié avec le corps mort et jeté à la mer. Si l'homicide se commettait sur terre, on attacherait également le coupable au cadavre, et on l'enterrerait tout vivant avec lui. Celui qui donnerait un soufflet devait être plongé trois fois dans la mer. On coupait le poing à celui qui tirerait l'épée et qui en aurait frappé. Enfin celui qui dirait des injures devait donner à l'offensé autant d'onces d'argent qu'il aurait proféré d'invectives. Pour le vol, on le punissait en rasant la tête du délinquant, puis on y répandait de la poix bouillante. On la couvrait aussitôt de plumes, et on la laissait dans ce pitoyable état.

Les deux rois dressèrent alors leurs lettres patentes, qui furent datées de Nonancourt, le 30 décembre 1189. Elles fixèrent de nouveau le rendez-vous général à Vézelay, et le départ au 9 juillet. Les princes se séparèrent ensuite pour mettre ordre à leurs affaires.

Philippe, ayant réuni les prélats et les barons au château de Poissy, tint une cour plénière, pour régler les affaires de son royaume pendant son pèlerinage aux lieux saints. Il confia la régence à sa mère et au cardinal de Champagne. Du consentement des

seigneurs et des évêques, il proclama l'ordonnance suivante :

« Philippe, roi des Français; le devoir des rois » est de pourvoir de toutes les manières au bien-être » des sujets, et de préférer le bonheur général à leur » propre satisfaction. Comme nous désirons avidement » accomplir notre saint pélerinage, nous allons or- » donner comment les affaires seront traitées, quand » nous en serons partis. Nos baillis désigneront, dans » chaque prévôté, quatre hommes sages et loyaux, » pris parmi les bourgeois. Rien ne se fera sans leur » conseil. A Paris, le nombre en sera de six. Nous » ordonnons à tous nos justiciers d'assigner un jour » par chaque semaine, qui sera nommé *jour d'assise*, » et durant lequel temps, nos sujets recevront leurs » droits et justice selon la loi écrite.

» Nous voulons et commandons que notre chère » mère, et Guillaume, archevêque de Reims, indi- » quent un jour tous les quatre mois, pour entendre » les plaintes et clameurs des hommes de notre » royaume, et qu'ils prononcent, en l'honneur de » Notre-Seigneur Jésus-Christ et au profit de la cou- » ronne de France; et ce jour-là tous les baillis du » royaume seront présents pour répondre sur le fait » de leur justice. Toutes les années, notre mère et » l'archevêque recevront les complaintes qui seront » portées contre nos baillis, et ils nous feront savoir

» les méfaits qu'on leur impute; et les baillis à leur » tour nous feront connaître les méfaits des prévôts. » Les régents ne pourront *remuer* ni *ôter* un bailli, » fors le cas d'homicide, de rapt et de trahison. Nous » voulons qu'ils nous instruisent trois fois par an de » l'état de notre royaume.

» S'il advenait vacance de pasteur dans une église » cathédrale ou dans une abbaye, les chanoines ou » les religieux se présenteront devant la reine et » l'archevêque, et leur demanderont congé pour pro- » céder à leur élection, de la même manière que si » nous étions présents; et nous voulons que cela leur » soit accordé sans contradiction. Toutefois nous ex- » hortons les chanoines et les religieux à choisir, » dans leurs élections, des hommes qui plaisent à » Dieu. La reine et l'archevêque tiendront la régale » durant la vacance des siéges. Dans de telles affaires, » les régents devront se diriger par les conseils de » frère Bernard, le *solitaire de Vincennes*.

» Nous commandons à tous nos barons et prélats » qu'ils ne puissent mettre *taille* sur nos sujets, tant » que nous serons au service de Dieu. Si la mort » advenait avant le terme de notre voyage, nous dé- » fendons expressément à tous nos fidèles d'imposer » des *tailles*, jusqu'à ce que notre fils soit parvenu » à tel âge qu'il puisse et sache gouverner son royaume, » et si quelqu'un voulait mouvoir guerre contre lui

» et que ses revenus ne pussent lui suffire, tous nos » hommes l'aideraient de leur corps et de leur avoir, » et les cités lui feraient l'aide qu'elles ont l'habitude » de nous faire. Nous voulons que toutes nos rentes » et revenus soient apportés à Paris en trois saisons : » d'abord en la fête saint Remi, ensuite en la Chan- » deleur, et la dernière à l'Ascension. Ils seront dé- » livrés aux échevins de Paris et à Pierre le maré- » chal; Adam, notre clerc, sera présent aux paie- » ments faits en notre trésor et en tiendra écrit. » L'argent sera déposé au temple. Chacun des hommes » présents aura une clef; une autre sera confiée aux » templiers.

» S'il arrivait que Dieu fît sa volonté de notre vie, » nous ordonnons que la reine et l'archevêque de » Reims, l'évêque de Paris, les abbés de Saint-Victor » et frère Bernard de Vincennes divisent en deux » parts notre trésor : l'une sera consacrée à la répa- » ration des églises détruites par la guerre, l'autre » appliquée aux besoins de notre royaume et à la » dépense de notre fils. »

Tous les princes et seigneurs croisés vinrent alors se joindre à lui; entr'autres Raimond Roger, comte de Foix, qui lui amena cinq mille hommes de bonnes troupes. Il visita, le 20 juin, à Saint-Denis, les châsses des saints martyrs. Il y reçut avec piété et édification, des mains du cardinal de Champagne, le

bourdon et la *mallette*, insignes du pélerinage; et, prenant sur l'autel deux étendards, il alla ensuite se mettre à la tête de son armée, qui se trouva composée de trente-quatre mille hommes, avec lesquels il arriva à Vézelay.

Le roi d'Angleterre, de son côté, reçut le bourdon et la pannetière à Saint-Martin de Tours. On regarda comme un mauvais présage qu'en s'appuyant sur le bourdon, il rompit le bâton par le poids de ses armes. Pour lui, n'attachant aucune importance à ce petit évènement, il envoya la reine Eléonore en Guienne, sous prétexte de régler quelques affaires, mais bien pour achever les négociations de son mariage avec l'infante de Navarre. Puis il joignit le roi à Vézelay, avec cinq mille chevaux et trente mille hommes de pied. De là ils marchèrent ensemble jusqu'à Lyon. Arrivés au bord du Rhône, les croisés s'étant précipités en foule et sans ordre sur le pont, les planches fragiles se brisèrent, et il y périt beaucoup de monde. Afin de ne point épuiser le pays par un trop grand concours de pélerins, on convint que les Anglais iraient s'embarquer à Marseille, tandis que Philippe prendrait la route de Gênes par les Alpes.



LIVRE III.

Départ des deux rois. — Leur séjour en Sicile. — Etat des affaires en Palestine. — Arrivée du roi devant Acre. — Conquête de l'île de Chypre. — Arrivée du roi d'Angleterre en Palestine — Siége et prise d'Acre. — Retour du roi en France. — Il abolit la charge de grand sénéchal. — Union de l'Artois à la couronne. — Troubles en Normandie. — Exploits du roi d'Angleterre dans la Palestine.

Les deux rois avaient choisi Messine pour le rendez-vous des deux flottes, et le premier qui y aborderait devait y séjourner jusqu'à l'arrivée de l'autre. Divers accidents retardèrent leur marche. Philippe tomba malade à Gênes, et fut contraint d'y séjourner. Le roi d'Angleterre attendit longtemps en vain sa flotte à Marseille, et dans son impatience il s'embarqua sur des vaisseaux marchands, et laissa l'ordre que sa flotte vint le trouver à Salerne, où il se rendit,

après avoir mouillé à Gênes et à Naples. Philippe, ayant recouvré la santé, se mit en mer; et, arrivée dans le détroit de Messine, sa flotte fut battue d'une effroyable tempête. Le pilote ordonna de jeter à la mer un grand nombre de chevaux, des provisions, des machines, et les équipages de plusieurs seigneurs.

« Nul n'essaya de le contredire; chacun au con-
» traire s'empressait de précipiter ses effets à l'eau,
» aimant mieux perdre ce qui lui appartenait que
» d'abandonner la vie sans recevoir de sépulture. Les
» navires ainsi déchargés, déjà l'on avait dépassé le
» milieu de la nuit; la tempête durait avec la même
» violence; l'aspect effrayant de l'atmosphère faisait
» désespérer du salut de l'armée de France; le ton-
» nerre, les nuages et d'épaisses ténèbres cachaient
» la vue des astres; de fréquents éclairs venaient seuls
» éclairer l'horizon et porter l'effroi dans tous les
» cœurs.

» Alors le roi, déployant la force de son âme,
» consola par ces paroles ceux qui étaient ainsi frap-
» pés de stupeur : Que toutes vos craintes cessent;
» voici que Dieu nous visite du haut des Cieux; voici
» que la tempête se retire; déjà les frères de Clair-
» vaux se sont levés pour chanter Matines; déjà les
» Saints, qui ne nous oublient point, intercèdent
» auprès du Christ; la prière nous réconcilie avec
» Dieu et elle va nous délivrer d'un grand péril.

» Bientôt le calme renaît, tous échappent au danger, » et n'éprouvent d'autre perte que celle des provi- » sions jetées à la mer [1]. »

La flotte arriva enfin à Messine le 12 septembre 1190. Tancrède, roi de Sicile, reçut le roi de France avec les plus grands honneurs, et lui céda son propre palais. On radouba la flotte, et on la pourvut de tout ce qu'il avait fallu sacrifier à la tempête. Le roi tira de son trésor de quoi remplacer tous les équipages perdus, et, entr'autres libéralités, il donna mille marcs d'argent au duc de Bourgogne, six cents au comte de Nevers, quatre cents à Desbarres, et trois cents onces d'or au seigneur de Montmorency.

Le roi d'Angleterre pouvait à peine contenir son impatience à Salerne. Une tempête avait écarté sa flotte dans l'Océan, l'avait jetée au cap Saint-Vincent, près de la ville de Silves, en Portugal; il ne parvint à la rallier qu'avec beaucoup de peine; mais, après bien des efforts et des contre temps, il parut en vue du port de Messine le 25 septembre. L'entrée de cette flotte offrit un spectacle magnifique; elle était composée de près de deux cents bâtiments, parmi lesquels on comptait treize galéaces, cinquante galères, cent vaisseaux de premier rang, et une infinité de barques et de tartanes.

1 Poème de Lebreton, c. IV.

Les Français, qui étaient arrivés dans un état bien différent, et les Siciliens, qui se voyaient, pour ainsi dire, à la merci de tant d'hôtes superbes, ne purent maîtriser des mouvements de jalousie. Le roi d'Angleterre se logea pourtant dans le faubourg, et alla, dès le lendemain, voir le roi, qui lui rendit sa visite, avec toutes les démonstrations de la plus franche cordialité.

Philippe hâtait l'exécution de la sainte entreprise, persuadé que Messine ne pourrait nourrir longtemps un si grand nombre de gens de guerre. Les vivres y étaient déjà d'une cherté exorbitante, et l'on craignait qu'ils ne s'épuisassent complètement. Le roi d'Angleterre, ne jugeant pas la saison favorable, refusait de se mettre en mer; Philippe ordonna de passer outre et fit mettre à la voile. Les vents ne secondèrent pas son zèle. Plusieurs fois, il fut repoussé dans le port, et il se détermina enfin à passer l'hiver en Sicile.

L'inaction des deux rois les fit prendre part aux affaires du royaume de Sicile. Le roi d'Angleterre se plaignit d'abord de l'outrage qu'on avait fait essuyer à Jeanne, sa sœur, en la faisant arrêter. Le roi de Sicile la fit aussitôt remettre en liberté, et la lui envoya. Mais le prince exigea en même temps la dot de la reine Jeanne, son douaire, et les legs que Guillaume II avait faits par son testament au roi

d'Angleterre, Henri II. Le roi de Sicile ne fit aucune réponse à Richard; mais il passa dans la Pouille pour soumettre les partisans de l'impératrice Constance, qui y avaient pris les armes. Le roi Richard, se croyant menacé, courut aussitôt au combat. Il investit deux forts qui commandaient Messine, l'un en deçà et l'autre au delà du phare, et les attaqua presque en même temps. Hugues de Lusignan, comte de la Marche, fut repoussé au premier assaut. Dans le second, il les emporta l'épée à la main, et il en donna aussitôt la possession à la reine, sa sœur.

Philippe ne put approuver l'entreprise du roi d'Angleterre, et les Siciliens ne regardèrent plus les Anglais que comme leurs ennemis. Aussi les Messinois en tuèrent-ils plusieurs, et fermèrent-ils aux autres les portes de la ville. Richard, l'ayant appris, s'avança avec toutes ses forces pour attaquer Messine. Le roi de France envoya aussitôt vers lui pour l'en détourner, et les magistrats de Messine lui promirent satisfaction. Le roi Richard fit faire halte à son armée; mais à l'instant même un gros de Siciliens fondit à l'improviste sur les Anglais. Alors le prince ne balança plus, il les repoussa avec impétuosité, fit sonner l'assaut, se rendit maître d'une partie de la ville, et y arbora l'étendard d'Angleterre. Les magistrats coururent lui faire de nouvelles excuses; il en fut si satisfait qu'il s'éloigna de Messine avec

son armée, sans y avoir commis le moindre dégât. Il se plaignit néanmoins au roi de France de ce qui s'était passé, et lui demanda le secours de ses armes pour châtier cette nation. Le roi refusa de l'assister, et lui reprocha même d'avoir, sans sa participation, attaqué une ville qui les avait reçus dans ses murs. Il lui enjoignit ensuite de faire enlever l'étendard d'Angleterre qui flottait à Messine, en lui annonçant qu'il le ferait remplacer par l'étendard de France, comme étant son seigneur suzerain. Peu s'en fallut que les deux rois ne tournassent leurs armes l'un contre l'autre. Enfin on enleva la bannière d'Angleterre, et on ne parla point d'y substituer celle de France.

Sur ces entrefaites, le roi de Sicile revint de la Pouille, et ne fut pas peu surpris d'apprendre le danger qu'il avait couru. On prétend que Philippe envoya au-devant de lui le duc de Bourgogne, pour lui offrir ses forces contre Richard par lettres scellées de son sceau, et que le roi de Sicile, ne se voyant pas bien affermi sur le trône, ne jugea pas à propos de s'attirer un nouvel ennemi. Quoiqu'il en soit, Philippe voulut bien être l'arbitre de leurs différends, et il condamna le roi de Sicile à payer au roi d'Angleterre vingt mille onces d'or, pour ses prétentions et celles de sa sœur. Désirant s'acquérir l'amitié du roi d'Angleterre, le roi de Sicile lui envoya en outre

de magnifiques présents. Mais ce prince n'accepta qu'un anneau d'un prix médiocre, et lui renvoya tout le reste avec l'épée du fameux Artus, roi des Bretons, qu'il portait avec lui. Le roi de Sicile promit sa fille aînée en mariage au duc de Bretagne, neveu du roi d'Angleterre, avec vingt mille onces d'or pour dot, et ce prince lui jura une alliance éternelle.

Au milieu des témoignages de leur mutuelle amitié, le roi de Sicile fit part au roi d'Angleterre des offres que Philippe lui avait faites d'unir leurs armes pour attaquer Richard pendant la nuit, et de s'assurer de sa personne. Richard refusa d'abord d'y croire; mais le roi de Sicile, ayant offert de soutenir ce qu'il avançait, les armes à la main, le roi d'Angleterre feignit d'être convaincu. Il se plaignit hautement de la perfidie de Philippe, et y ajouta de terribles menaces. Philippe se plaignit, à son tour, qu'on attaquât ainsi son honneur et sa réputation. Ils eurent entre eux de longues conférences. Le roi l'assura que les lettres qu'on lui montrait étaient fausses, et que son sceau avait été contrefait; et Richard, qui ménageait une plus grande insulte à son rival, ne voulut pas trop approfondir cette affaire.

En effet, il avait reçu la nouvelle que la reine, sa mère, avait conclu à Pampelune son mariage avec l'infante de Navarre; que ses ambassadeurs l'avaient

fiancée en son nom, et que les princesses étaient en mer pour venir le rejoindre. Il fit partir une escadre pour aller au-devant d'elles, et il dépêcha le comte de Flandre pour aller déclarer au roi, de sa part, qu'il lui était impossible d'achever son mariage avec la reine Alix.

Philippe fut frappé de cette nouvelle comme d'un coup de foudre; puis, le roi d'Angleterre vint le trouver, et lui dit, avec beaucoup de douceur et de respect, que la reine, sa mère, avait demandé pour lui l'infante de Navarre, et qu'elle devait incessamment la lui amener. Le roi eut de la peine à contenir sa colère et son indignation. Il voyait que ce prince, qui avait juré l'exécution des traités, les violait de sang-froid et de propos délibéré, et qu'afin de rendre l'affront plus complet, il faisait venir l'infante, pour l'épouser sous ses yeux.

D'un autre côté, il considérait que le roi d'Angleterre était étroitement lié avec le roi de Sicile; que les seules forces du premier étaient supérieures aux siennes; que par conséquent il était comme à la discrétion de ces deux princes; enfin, qu'ils étaient partis pour une expédition toute sainte, que l'univers était attentif à leurs démarches, et que sa gloire était intéressée à ne pas s'attirer le blâme d'une rupture.

Ces considérations prévalurent, et, bien qu'il res-

sentit intérieurement un violent désir de vengeance, il n'en laissa rien paraître au dehors. Il répondit au roi d'Angleterre avec une grande modération, qu'il le laissait libre de ne pas épouser sa sœur, pourvu qu'il lui rendît sa dot, et qu'il achevât le voyage d'Orient, ainsi qu'il s'y était engagé. Richard consentit à tout. Ils firent ensuite une espèce de traité par lequel le roi d'Angleterre s'engagea à rendre le Vexin, et à donner, pendant cinq ans, deux mille marcs d'argent sterling, pour les prétentions de la reine Alix. Il promit encore de partir incessamment pour la Palestine, et Philippe dressa une convention applicable aux deux états, tant que durerait la guerre sainte. Il fut de plus réglé que la Bretagne relèverait immédiatement de la Normandie.

Après ces conventions, Philippe se hâta de faire appareiller, afin de n'être point présent à l'arrivée de l'infante; mais il ne put se soustraire à cette fâcheuse rencontre. Le lendemain, la princesse aborda à Messine; Philippe sut vaincre l'irritation qu'il croyait légitime; il se rendit sur le rivage, lui présenta la main à la descente de la chaloupe, et la conduisit à sa tente avec tous les égards dus au haut rang qu'elle allait occuper. Le lendemain il la reçut à sa table ainsi que le roi d'Angleterre, et la fit servir par les comtes de Flandre et de Champagne, afin de lui donner une idée de sa grandeur. Voulant

toutefois s'épargner le chagrin que lui eût causé la cérémonie des noces, il se mit en mer peu de jours après, et arriva, la veille de Pâques, à la rade d'Acre en vingt jours de navigation.

Les affaires avaient bien changé de face, depuis la légation de l'archevêque de Tyr. Presque toute l'Europe était accourue au secours de la Palestine, et l'on avait du moins conservé les restes du royaume de Jérusalem.

Gui de Lusignan, ayant donné à Saladin, pour sa liberté, Ascalon, la seule place qui lui restait, se trouva roi sans royaume. Il se retira d'abord avec la reine, sa femme, et ses enfants, dans quelques châteaux fortifiés, qui le mirent à couvert de la première insulte; il disputa inutilement la ville de Tyr au marquis Conrad, qui, ne l'ayant défendue contre Saladin qu'à condition d'en rester le maître, refusait de reconnaître Gui de Lusignan. Ce prince se vit donc obligé de se réfugier à Tripoli, qui, depuis la mort du comte Raimond, était échu au prince d'Antioche. Là, il recueillit les débris de sa fortune, et Geofroy de Lusignan, son frère, étant arrivé avec un secours de croisés, il se trouva à la tête de neuf mille fantassins et de sept cents chevaux. Il assiégea Acre avec cette armée; Saladin méprisa d'abord cette tentative, parce qu'il avait fait de nouveau fortifier cette ville; mais le roi de Jéru-

salem y fut bientôt rejoint par un très-grand nombre de troupes. Les légats, ayant parcouru l'Europe, avaient réveillé la piété de tous les chrétiens. Tout le monde prenait la Croix, et, pendant que les rois de France et d'Angleterre d'un côté, et Frédéric I, empereur d'Occident, de l'autre, faisaient des préparatifs plus que suffisants pour relever le trône de Jérusalem, les plus ardents accoururent de toutes parts dans la Palestine. Ainsi une croisade d'Allemands, commandée par le Landgrave de Thuringe et le duc de Gueldres, une autre de Danois, et une enfin de Français, vinrent joindre le roi de Jérusalem devant Acre.

Cette dernière était composée des princes et des seigneurs, qui, ayant vu la guerre allumée entre les couronnes de France et d'Angleterre, n'avaient pas jugé à propos d'en attendre la fin ; mais, pressés d'accomplir leur vœu, s'étaient hâtés de partir pour la Syrie. Elle n'avait point de généralissime qu'elle reconnut, et chaque troupe obéissait à un chef particulier. On en comptait dix principaux, Robert II, comte de Dreux, que Philippe, son frère, évêque de Beauvais, avait accompagné, Thibaud, comte de Champagne, Etienne, comte de Sancerre, Thibaud, comte de Bar, Raoul, comte de Clermont, en Beauvoisis, Guillaume, comte de Châlons-sur-Saône, Erard, comte de Brienne, et Jean, son frère, Geofroy

de Joinville, sénéchal de Champagne, Gui, seigneur de Châtillon, Gauchir, son frère, et Gérard, seigneur d'Avènes.

Ils s'embarquèrent tous à Marseille vers la fin de 1189, et entraînèrent avec eux plusieurs Catalans, Le prince de Tyr laissait sous les murs de cette ville une armée aguerrie et alors inutile. Les princes Français lui firent entendre qu'il y aurait de la gloire pour lui de seconder leurs efforts, et obtinrent qu'il amenât ses troupes devant Acre. Ainsi, en moins de trois mois, l'armée chrétienne se trouva forte de cent mille hommes de pied et de quatre mille chevaux.

Saladin reconnut qu'il avait eu tort de négliger ces petits commencements qui s'étaient considérablement accrus. Les chrétiens de leur côté continuèrent le siége d'Acre avec toute la vigueur possible. L'armée avait quatre quartiers principaux. Celui du roi Gui, où il était avec la reine, sa femme, et les princes, ses enfants, les Français et les chevaliers de Saint-Jean. Celui du prince de Tyr auquel étaient joints les Italiens. Celui des Allemands, que commandait le Landgrave de Thuringe, et qui comprenait les Anglais et les Pisans. Enfin, celui des Templiers, qui avait pour chef le grand maître du Temple, Girard de Bidefar, et auquel s'était joint le duc de Gueldres avec ses troupes.

Saladin, à la tête de cent mille chevaux et de cent vingt mille piétons, marcha pour faire lever le siége d'Acre. Les chrétiens vinrent à sa rencontre, et l'on combattit presque à la vue de cette ville le 4 octobre. L'avantage pencha d'abord du côté des chrétiens, et le fils aîné du Soudan fut tué par les vainqueurs; mais ce prince, ayant ranimé ses troupes, répara leur échec, et força les chrétiens de reculer. Plus de deux mille croisés périrent ainsi que le grand maitre du temple et le comte de Brienne. On se retira néanmoins avec ordre dans le camp, et l'on fortifia les lignes. Saladin, quoique vainqueur, ne put faire lever le siége d'Acre.

Cependant le siége traînait en longueur. L'armée manquait de chef et d'une direction unique; la division vint affaiblir les chrétiens. Une maladie pestilentielle enleva les quatre fils du roi de Jérusalem, ses deux filles; et, pour comble de malheurs, la reine Sibille, à qui il était redevable de la couronne, ne put échapper à la contagion. Cet évènement mit toutes les ambitions en mouvement; plusieurs prétendants aspirèrent à la succession de la reine Sibille au préjudice du roi Lusignan, son époux.

Sur ces entrefaites, on apprit que l'empereur Frédéric I, qui avait entrepris le voyage de la terre sainte avec une puissante armée, était mort en Cilicie pour s'être baigné dans le Cidnus; que son

armée, accablée par les fatigues d'une longue marche et par ses propres victoires, était presque anéantie. Et en effet, Frédéric, duc de Souabe, son second fils, en amena peu après les débris devant Acre, au nombre de huit mille hommes seulement, et encore mouraient-ils par monceaux. Le duc de Souabe lui-même survécut peu à son père, et ce reste déplorable d'une si grande armée demeura sous la conduite de Léopold, duc d'Autriche.

Les choses se trouvaient dans cet état, lorsque le roi de France arriva avec sa flotte dans la rade d'Acre. Sa présence rendit l'espoir à tant de nations, que les mœurs, le langage, et les intérêts des chefs avaient divisées. On se flatta alors de prendre cette ville. Le roi établit son quartier dans l'endroit le plus exposé, et qui était même à la portée des flèches. Il visita tous les postes de l'armée, accueillit très-poliment les princes, et s'attira leur estime et leur amitié par la sagesse de sa conduite.

Le siége prit une autre face. Chacun se sentit animé d'une nouvelle ardeur : le roi, s'étant aperçu qu'il y avait un fort avancé dans la mer, par lequel les bâtiments ennemis introduisaient dans la place des vivres et des renforts, le fit attaquer par ses troupes qui l'emportèrent, l'épée à la main. Il fit ensuite dresser ses machines, qui renverserent les murailles de la ville, et firent une si grande brèche, que

toute l'armée était impatiente de monter à l'assaut. Philippe, qui voulait accorder au roi d'Angleterre cette marque de considération, dit qu'il était résolu d'attendre ce prince pour emporter Acre, afin qu'il ne pût se plaindre qu'on lui eût dérobé sa part de péril et de gloire.

L'armée demeura donc dans une espèce d'inaction, durant laquelle une dyssenterie emporta le comte de Flandre, Philippe d'Alsace. Comme il n'avait point d'enfants, sa succession revenait à Baudouin, surnommé le courageux, comte de Hainaut, qui avait épousé Marguerite, sœur du comte de Flandre, et suivant les articles du mariage du roi avec feu la reine, fille de Baudouin, l'Artois devait échoir à la France.

On attendait avec impatience le roi d'Angleterre. Ce prince, après son mariage avec l'infante de Navarre, ayant chassé et vaincu les ennemis du roi de Sicile, était enfin parti pour la Palestine. La reine, sa femme, et la reine douairière de Sicile, sa sœur, ayant manifesté le désir de faire le voyage de la terre sainte, il fit partir pour l'Angleterre la reine Eléonore, sa mère, et fixa son départ au mercredi saint, quinze jours après celui du roi de France. Il divisa sa flotte en deux escadres, et fit embarquer les reines dans celle qui allait en avant. Mais les escadres furent battues d'une violente tempête vers l'Archipel. Le roi d'An-

gleterre fut poussé vers Candie, d'où il passa à Rhodes pour réparer ses désastres. L'escadre des reines mouilla le jour du vendredi saint à la vue de Limisso, en Chypre, et la tempête brisa quelques vaisseaux qui échouèrent dans la rade de cette ville. Le souverain de cette île se trouva alors sur ces côtes. Il était petit-fils, par sa mère, d'Isaac Comnène, qui lui avait donné le gouvernement de cette île. Le naufrage des Anglais fut pour lui le sujet d'une grande joie. Il les voyait périr avec satisfaction, et il permit non-seulement que ses sujets pillassent les débris de la flotte, mais qu'on arrêtât prisonniers, et qu'on mît dans les fers les Anglais qui avaient conservé la vie.

Les reines, croyant que par leur qualité elles toucheraient ce prince, l'envoyèrent supplier de les laisser aborder dans ses états. Il leur refusa cette grâce, et elles restèrent exposées au premier coup de vent. Un bâtiment léger porta ces nouvelles au roi d'Angleterre. Indigné de semblables procédés, il mit à la voile avec toute sa flotte, et joignit les reines le 6 mai. Il envoya aussitôt demander satisfaction à Comnène. Ce prince, ayant répondu qu'il traiterait le roi d'Angleterre comme il avait traité les siens, s'il était assez hardi pour descendre dans l'île, le roi s'élança le premier à terre, près de Limisso, et tous ses soldats le suivirent. Com-

nène essaya de s'opposer à cette descente; mais ne pouvant soutenir l'impétuosité des Anglais, il fut contraint de prendre la fuite.

Alors la terreur et la consternation se répandirent dans l'île, et les peuples virent avec plaisir le danger qui menaçait Comnène. Le roi d'Angleterre marcha vers Limisso, et s'en empara. Comnène, ayant rassemblé ses troupes, vint camper à quelques milles de cette ville. A cette nouvelle, Richard courut à lui, et l'attaqua au milieu de la nuit. Ce fut plutôt un massacre qu'un combat. Comnène se sauva à demi nu, grâce à la vitesse de son cheval, et il fut tellement effrayé de la bravoure de son ennemi, qu'il vint le lendemain se mettre à la disposition du vainqueur, et lui demander la paix aux conditions qu'il lui plairait de prescrire.

Richard, méprisant un ennemi si facile à vaincre, lui imposa pour conditions : qu'il lui rendrait hommage de ses états; qu'il paierait vingt marcs d'or pour le dédommager des frais de la guerre; qu'il remettrait entre ses mains la princesse, sa fille unique, que le roi d'Angleterre marierait comme il le jugerait à propos, que Comnène accompagnerait les croisés en Syrie, et qu'enfin, pour la sûreté du traité, il confierait ses plus fortes places aux Anglais.

Comnène consentit d'abord à tout; puis, réfléchissant à la honte qui en rejaillirait sur lui, il

quitta dès le lendemain le camp des Anglais, et alla rejoindre son armée. Le roi d'Angleterre le poursuivit avec rapidité; il l'atteignit et n'eut pas de peine à le vaincre encore. D'un autre côté, les peuples se soulevaient et ouvraient leurs portes au vainqueur. Comnène mit sa fille dans la forteresse de Chérin, et alla se jeter dans un monastère très-fortifié. Le roi d'Angleterre s'approcha de Chérin, et la princesse de Chypre, voyant qu'il lui serait impossible de résister, fit elle-même abaisser le pont-levis, alla au-devant du roi d'Angleterre, et se jeta à ses pieds.

Richard la traita avec toute la bonté et tout le respect qu'elle pouvait souhaiter, et la fit conduire à Limisso auprès des reines, avec recommandation de bien l'accueillir. Il courut ensuite assiéger Comnène. Ce prince, effrayé, se flatta d'obtenir encore du vainqueur des conditions favorables. Il se couvrit d'un habit de deuil, et faisant ouvrir les portes du monastère, il sortit au-devant du roi d'Angleterre en pleurant. Richard ordonna qu'on le mît en prison. Comnène, effrayé de cet ordre, supplia le vainqueur d'en user plus modérément envers lui, en lui rappelant sa naissance et sa dignité. Alors, le roi d'Angleterre souriant, ordonna qu'il fût lié avec des chaînes d'or pour le distinguer des autres captifs. Il parcourut ensuite toute l'île, et se rendit maître en peu de jours de tout le royaume.

Le bruit de cette conquête vola bientôt au camp des chrétiens devant Acre, et l'on élevait jusqu'au ciel ce jeune prince, qui semblait disposer à son gré des couronnes. On n'attendait que de grandes choses d'une armée qui avait défendu le Portugal, humilié, puis protégé la Sicile, et conquis l'île de Chypre. Gui de Lusignan, impatient de s'assurer un tel protecteur, quitta le siége avec Geofroy, son frère, Raimond, prince d'Antioche, Boémond, son fils, comte de Tripoli, et Toron, qui s'était joint à Gui de Lusignan contre le prince de Tyr. Ils arrivèrent en Chypre vers la fin de mai, et allèrent saluer le roi d'Angleterre, en le félicitant sur ses exploits. Le prince les reçut avec bonté, et promit à Lusignan d'avoir soin de ses intérêts.

Richard arriva devant Acre le 8 juin. Tous les chrétiens regardaient avec admiration ce prince, venu de l'extrémité de l'Europe, et qui, dans le cours de son voyage, avait fait des actions qui devaient immortaliser sa mémoire. Philippe seul ne voyait point de bon œil la gloire, l'éclat et le faste du roi Richard; il couvait dans son âme des sentiments de jalousie et de haine; toutefois rien ne se manifesta au dehors, et le roi d'Angleterre alla le saluer et lui présenta les prisonniers qu'il lui avait réservés.

L'armée chrétienne se trouva forte alors de plus de deux cent mille combattants, sans y comprendre

plus de cent mille personnes qui la suivaient. On devait tout espérer d'un si grand nombre de guerriers, commandés par les deux plus puissants rois de l'Europe. Les premiers jours, le siége avança rapidement. Le roi d'Angleterre avait amené des machines d'une énorme grandeur, qui opéraient un effet merveilleux. Tout cela n'effraya point les assiégés. Ils étaient en grand nombre, bien pourvus de tout, et avaient à leur tête deux émirs, d'une valeur et d'une prudence consommées.

Une dyssenterie, causée par l'abondance des fruits de cette contrée, emporta une infinité de monde. La haine et la jalousie s'établirent entre les Français et les Anglais. Le roi d'Angleterre, enrichi des dépouilles de la Sicile et de Chypre, donnait à ses soldats un écu d'or par mois de plus que le roi ne faisait aux siens, et par ce moyen il attirait sous ses enseignes les plus braves mercenaires qui servaient sous le drapeau de France. En outre, lorsque les Français faisaient quelque entreprise, les Anglais la désapprouvaient et la faisaient échouer.

Philippe se plaignit hautement de cette conduite. Il prétendit que, dans une expédition toute sainte, on n'aurait point dû en entreprendre une nouvelle en Sicile, ni dépouiller de l'île de Chypre un prince chrétien, sous des prétextes spécieux; que d'ailleurs, ayant conclu une société d'armes, toutes les conquêtes

devaient être en commun, et que la moitié de l'île de Chypre devait lui appartenir. Le roi d'Angleterre répondit que leur société ne regardait que les pays conquis sur les infidèles; puis, tournant la chose en raillerie, il offrit de mettre tout en commun, même ses biens, si le roi consentait à partager avec lui la succession de la Flandre, qui venait de lui échoir par la mort du comte Philippe.

Dans un tel état de choses, les anciennes divisions se renouvelèrent. Gui de Lusignan réclamait son droit sur la couronne de Jérusalem, et le prince de Tyr traitait cette prétention de ridicule. Le roi d'Angleterre s'était déclaré pour le premier, le roi de France appuyait le second. Cet exemple devint la source de nouvelles discordes. Les Bourguignons, les Allemands, les Génois, les chevaliers du Temple, s'étaient attachés à Philippe et au prince de Tyr. Les Flamands, les chevaliers de Saint-Jean et le comte de Champagne s'étaient unis au roi d'Angleterre et à Lusignan. On prévoyait qu'il serait difficile de forcer Acre, tant que cette mésintelligence durerait. Les princes, qui étaient demeurés neutres, et les évêques firent des efforts pour étouffer ces germes, qui pouvaient devenir si féconds en catastrophes. Les deux princes s'obstinèrent dans le parti qu'ils avaient adopté. Ils jurèrent cependant de se secourir mutuellement et de ne rien entreprendre contre les conditions de

leur alliance. On convint que Lusignan conserverait le titre de roi, et qu'après sa mort le prince de Tyr serait reconnu pour son héritier; on lui laissa en outre la jouissance de Tyr et de Sidon, à condition d'en rendre hommage à Lusignan. Ce traité fut souscrit de part et d'autre, et chacun tourna ses efforts contre les infidèles.

Cependant la dyssenterie avait fait de grands ravages dans l'armée. On comptait au nombre des victimes, du côté des Français, Jean, comte de Vendôme, Josselin de Montmorency, Adam, grand chambellan, Erard, comte de Brienne, le comte de Ponthieu, le vicomte de Turenne, le connétable Raoul de Clermont, et Renaud de Nevers, comte de Tonnerre.

L'épée des ennemis faisait autant de ravages que la maladie, et l'on ne se souvenait pas d'avoir vu un siége aussi long et aussi meurtrier. La plupart des braves, avides de se signaler, se précipitaient dans le péril, et y trouvaient souvent la mort. Ainsi périrent Rotrou, comte de Perche, Thibaud de Champagne, comte de Blois et grand sénéchal de France, Etienne, comte de Sancerre, son frère, le sire de Coucy. Le maréchal du Mets, ayant pénétré jusqu'au milieu de la ville, y succomba sous le nombre.

Les deux rois tombèrent eux-mêmes malades. On supposa qu'on avait fait prendre du poison au roi de France, dont la maladie était extrêmement vio-

lente. Il perdit tout-à-coup les ongles et les cheveux ; cet accident ne contribua pas à avancer le siége. Le roi d'Angleterre recouvra le premier la santé, et, bien que Philippe se rétablît, il resta toujours faible et languissant.

Il survint encore un obstacle plus difficile à surmonter. Saladin accourut au secours des assiégés avec une armée formidable. Il entourait celle des chrétiens et la harcelait à chaque instant; de temps en temps, il faisait entrer des convois dans la place, et une bataille paraissait imminente. Cependant les rois ne croyaient pas devoir la hasarder, parce qu'ils se trouvaient trop inférieurs en nombre, et que la plupart de leurs soldats étaient malades ou convalescents. Ils étaient d'ailleurs maîtres de la mer, et leur camp était si bien retranché, qu'il ne pouvait être forcé. Ils jugèrent donc qu'avec du temps et de la persévérance ils s'empareraient de la ville.

Le seul parti de Saladin était de forcer les lignes; il s'y serait déterminé, s'il n'eût appris qu'en Mésopotamie les enfants de Nouradin, ayant soulevé cette province, s'étaient emparés de Babylone, et menaçaient les provinces voisines. Il trouva ce péril plus pressant, car il s'agissait de l'empire. Il réserva donc ses forces contre les enfants de Nouradin, et songea à attirer les chrétiens dans son parti. Il leur fit offrir non seulement Acre, mais encore Jérusalem

et la vraie Croix, s'ils voulaient joindre leurs armes aux siennes. Il accompagna ses offres des fruits les plus exquis de la ville de Damas, qu'il envoya aux deux rois.

Lorsqu'on eut examiné de près cette proposition, on la trouva injurieuse pour la religion et scandaleuse pour l'univers entier, en ce qu'on verrait les soldats de Jésus-Christ combattre avec ceux de Mahomet. D'ailleurs, les chefs des croisés attendaient les mêmes avantages et de plus grands encore de leurs ennemis. Ils envoyèrent un refus formel à Saladin; pour répondre à sa courtoisie, ils lui firent présent de toutes sortes de rafraîchissements.

Cependant les assiégés perdaient insensiblement du terrain, et les Français, poussant leurs opérations plus vivement que les autres croisés, parvinrent le 11 juillet jusqu'à la *Tour maudite;* ils y pratiquèrent une brèche suffisante pour l'assaut. Le Soudan, averti de cette extrémité, manda aux émirs de capituler le plus avantageusement qu'ils pourraient.

Le 12 juillet, ceux-ci demandèrent à traiter. On accorda la vie aux deux gouverneurs, et l'on permit aux soldats de sortir avec leurs habits seulement. Les deux émirs s'engageaient à faire rendre, dans l'espace de quarante jours, la vraie Croix par Saladin, et de lui faire payer deux cent mille bezans. Pour la garantie de ces articles, deux cents émirs et les gouverneurs

eux-mêmes restèrent en otage auprès des rois, et à la discrétion du vainqueur, si le Soudan n'exécutait pas le traité.

Ainsi, les chrétiens entrèrent dans Acre après un siége de trois ans, et avec la coopération des deux rois. Léopold, duc d'Autriche, arbora le premier son étendard sur l'une des tours de la ville, ce qui choqua tellement le roi d'Angleterre, qu'il le fit arracher avec violence, trainer par terre, et jeter dans un égout. Le duc, outré d'indignation, sut dissimuler le ressentiment qu'il conservait au fond de son âme.

La ville devait appartenir au roi de Jérusalem; On y assigna des quartiers à tous les peuples qui avaient contribué à la subjuguer. Le butin et les prisonniers furent partagés entre les deux rois, ce qui fit murmurer les autres princes et les soldats. Les rois les apaisèrent par des paroles flatteuses, et distribuèrent en effet quelques sommes d'argent à ceux qui en manquaient. Philippe en fournit au duc d'Autriche, qu'il affectionnait d'autant plus que l'outrage qu'il avait reçu du roi d'Angleterre les avait rendus irréconciliables. Les prélats, qui avaient suivi l'armée, et le cardinal légat, évêque de Vérone, transformèrent les mosquées en églises, et cette ville devint la place d'armes de la Palestine.

On se flattait généralement que la prise de cette place n'était que le prélude d'autres conquêtes. Mais

les plus sages s'apercevaient que la haine et l'envie s'étaient emparées de l'esprit des deux rois. De plus, l'armée des chrétiens s'affaiblissait de jour en jour, et celle des Sarrasins augmentait considérablement. S'entretenant familièrement avec l'émir Caracos, qui lui était échu en partage, Philippe lui demanda confidentiellement quel serait le moyen le plus sûr de se rendre maître de Jérusalem. L'émir répondit, avec la même franchise, qu'il fallait d'abord s'assurer de Damiette, qui fournissait au Soudan toutes les ressources qu'il tirait de l'Egypte, et qu'alors Jérusalem tomberait d'elle-même : qu'il n'y avait que ce seul expédient pour s'emparer de la Palestine. Le roi goûta cet avis, et parut s'opposer dès-lors à toute tentative directe contre Jérusalem.

D'un autre côté, il avait reçu des nouvelles inquiétantes de France. On lui avait mandé que le prince Louis était tombé très-dangereusement malade, en même temps que lui, et que le cardinal de Champagne avait demandé des prières publiques pour le père et pour le fils. On avait porté dans Paris la châsse de Saint-Denis, et bien que la santé du prince se fût peu à peu rétablie, le roi n'en avait rien su; enfin lui-même ne pouvait se remettre de sa maladie, et l'on craignait même qu'il ne fît une rechute. Tant de raisons le déterminèrent à revenir en France. Les politiques ne manquèrent pas

de faire valoir que la succession du comte de Flandre, décédé devant Acre, contribuait beaucoup à ce retour.

Philippe déclara donc au roi d'Angleterre que sa santé ne lui permettait pas de prolonger plus longtemps son séjour en Syrie; mais il lui jura de n'avoir aucune inquiétude, et qu'il ne ferait aucune tentative sur ses états que quarante jours après le retour de Richard en Europe. Il ajouta qu'il comptait lui laisser la plus grande partie de ses forces. En effet, il laissa dix mille Français et six cents chevaliers au duc de Bourgogne, avec ordre d'obéir au roi d'Angleterre. Le roi remit en même temps entre les mains de ce duc une somme d'argent suffisante pour leur entretien pendant trois ans; puis, ayant pris congé de tous les seigneurs, il s'embarqua avec sa suite sur treize galères de Gênes, que l'amiral Rufin Volta lui avait préparées. Le comte de Nevers, les évêques de Langres et de Chartres firent voile avec lui; la plupart des autres seigneurs français demeurèrent en Palestine.

Du port d'Acre le roi aborda à Tyr, où il reçut les adieux du prince de cette ville, à qui il laissa tous les otages d'Acre pour les remettre à Saladin s'il exécutait le traité, ou pour les échanger contre des prisonniers chrétiens, s'il y manquait. S'étant remis en mer, il côtoya l'Asie Mineure, Rhodes et Candie, et aborda dans la Pouille, qui était sous la

domination du roi de Sicile. S'y trouvant plus indisposé, à cause des fatigues de la mer, il y séjourna quelque temps pour réparer ses forces; puis, s'étant embarqué de nouveau, il aborda à Ostie, d'où il se rendit à Rome en équipage de pélerin et avec peu de suite.

Quoiqu'il voulût visiter incognito les sépulcres des saints apôtres, le pape Célestin III lui prépara une entrée magnifique, et le traita en fils aîné de l'Eglise. Il lui donna solennellement la bénédiction apostolique, lui ôta la croix qu'il n'avait cessé de porter depuis son vœu, et lui en mit une au cou, comme témoignage qu'il était accompli. Il lui remit aussi une branche de palmier, qui servait de laurier aux princes qui avaient remporté quelque avantage sur les infidèles. Le roi passa huit jours à visiter Rome. Il assista à un consistoire, où il rendit compte en partie de son voyage. Il y parla du roi d'Angleterre avec peu de ménagement, ce qui parut d'autant plus inconsidéré, que ce prince était encore occupé à combattre les ennemis de la foi.

Philippe continua son voyage par terre; il traversa toute l'Italie, et arriva en France au commencement de décembre. Il célébra les fêtes de Noël à Fontainebleau, alla rendre grâces à Dieu de l'heureux succès de son voyage, dans l'église des Saints-Martyrs à Saint-Denis, et y offrit son manteau royal, suivant

la coutume des rois ses prédécesseurs, après une grande expédition; puis, étant resté quelques jours à Saint-Germain-en-Laye, il vint passer l'hiver à Paris.

La reine mère et le régent avaient gouverné le royaume, pendant son absence, avec tant de sagesse et d'union, qu'on n'avait pas eu le moindre désordre à déplorer. Ainsi le roi n'eut à régler que la succession de Flandre. La charge de connétable étant vacante par la mort du comte de Clermont, il la conféra à Dreux de Mello. Celle de grand sénéchal vaquait aussi par la mort du comte de Blois; mais Philippe, prétextant la jeunesse du prince Louis, fils de ce comte, la laissa vacante, sans que ce prince s'en plaignît; et le grand-maître, le connétable et le maréchal s'attribuèrent chacun une partie des fonctions de la charge de grand sénéchal.

Après avoir pourvu à tous ces soins, Philippe réunit une nombreuse armée et la dirigea vers la Flandre. Baudouin, comte de Hainaut, qui avait épousé la sœur de Philippe, comte de Flandre, avait recueilli sa succession, qui consistait dans les comtés de Flandre, d'Artois et d'Amiens. Le roi, en vertu de son contrat de mariage avec la feue reine, fille de Baudouin, pouvait légitimement prétendre à l'Artois et au comté d'Amiens; il voulait aussi joindre la Flandre à sa couronne, comme vacante d'hoirs mâles.

Le comte, de son côté, non content de soutenir

que la Flandre était un fief qui passait aux femmes, trouva même des raisons pour annuler la dotation que le feu comte Philippe avait faite au roi, en lui faisant épouser la princesse de Hainaut. Il se prépara donc à la guerre, et l'on fut sur le point de voir le gendre et le beau-père s'exposer à la chance des combats. Le cardinal de Champagne offrit sa médiation entre les deux princes, et le comte de Flandre voulut bien l'accepter. On conclut à Péronne un traité, qui sanctionna en tous points le contrat de mariage du roi. Il reçut Baudouin à l'hommage du comté de Flandre, et il se mit en possession de la province d'Artois, des villes situées sur la Lys, et des hommages des comtés de Boulogne, de Guines et de Saint-Pol. Le comte de Flandre rendit aussi le comté d'Amiens, et la paix ne fut pas troublée.

Philippe, se voyant à la tête d'une armée avide de combats, et conservant toujours dans son cœur le souvenir des affronts qu'il avait reçus de Richard, eut bien de la peine à ne pas faire une irruption dans les provinces du roi d'Angleterre. Il fallut, pour le dissuader de cette déloyauté, toute l'influence des seigneurs de son conseil, qui lui représentèrent qu'il devait inviolablement tenir la parole qu'il avait donnée au roi d'Angleterre dans la Palestine.

En Orient, Richard, qui se trouvait sans rival depuis le départ du roi, ne songeait qu'à rendre son

nom immortel. Il lui restait encore une armée de cent mille hommes. Avec ces forces, il prit le chemin d'Ascalon, en longeant la mer; sa flotte côtoyait l'armée et lui fournissait des vivres en abondance.

Saladin, à la tête encore de trois cent mille hommes, paraissait à tous moments sur les ailes, n'osant tenter la fortune en rase campagne. Les quarante jours stipulés pour la reddition de la vraie Croix et l'exécution des autres clauses du traité étaient sur le point d'expirer. Le roi d'Angleterre attendait qu'on lui remît ce précieux trésor; mais, soit que les infidèles ne voulussent pas s'en dessaisir, ou que l'on ne pût la retrouver, le jour fixé se passa sans qu'on reçût aucune nouvelle des Sarrasins. Le roi d'Angleterre s'abandonna alors aux plus violents transports de colère; et, comme, par la capitulation d'Acre, on était convenu que, si le soudan ne l'exécutait pas, les otages demeureraient à la discrétion des rois, Richard les condamna à mort, à l'exception des trois cents émirs, réservés pour être mis à rançon. Il fit monter le reste sur une hauteur, d'où l'armée ennemie pouvait considérer ce spectacle, et il leur fit trancher la tête. Saladin fut très-affligé de la mort de ses sujets; et, pour s'en venger, il fit mourir un pareil nombre de prisonniers chrétiens. Le prince de Tyr, selon le désir du roi, échangea ses otages contre autant de croisés, captifs chez les Sarrasins.

Le roi d'Angleterre, continuant sa route, fit halte quelque temps à Césarée, dont il ordonna qu'on relevât les murailles. Ce fut au passage d'une rivière qui est un peu au-delà de cette ville, que le soudan descendit des montagnes et attaqua l'armée chrétienne. Cette bataille recommença à deux reprises et à deux jours différents; le roi d'Angleterre remporta tout l'honneur des deux journées. Il commandait le corps de bataille où étaient les siens; d'Avesnes était à l'avant-garde avec les Flamands et les Danois, et les ducs de Bourgogne et d'Autriche composaient l'arrière-garde avec les Français et les Allemands. Les belles actions qui se firent de part et d'autre dans cette occasion sont innombrables. D'Avesnes fut tué presque au commencement de la bataille. Il cria au roi de venger sa mort; et ce prince, après avoir fait repasser le fleuve à ses troupes, avec une extrême diligence, rétablit le combat et se distingua par mille actions d'éclat. Il attaqua même Saladin et le renversa à demi mort au milieu des siens. Enfin, vingt-deux émirs restèrent sur le champ de bataille avec quarante mille Sarrasins; et le soudan, l'abandonnant aux vainqueurs, se sauva en désordre.

La plus grande partie de l'armée se persuada qu'on allait marcher sur Jérusalem, et que le moment était venu où cette place devait retomber sous la domination des chrétiens; mais la fatigue des troupes,

diminuées considérablement, la crainte de s'engager au milieu d'une province ennemie, le manque des provisions et des préparatifs nécessaires à un si long siége, empêchèrent le roi victorieux d'exposer sa réputation.

En attendant un moment plus favorable, il continua de parcourir les villes maritimes de la Palestine, qu'il avait résolu de faire rebâtir et de fortifier, afin que l'on y pût aborder de tous côtés plus facilement. Ce parti déplut à plusieurs chefs, qui n'avaient en vue que de grands évènements, surtout aux ducs de Bourgogne et d'Autriche; le premier croyait faire sa cour au roi de France, en diminuant la gloire des belles actions du roi d'Angleterre; le second était son mortel ennemi. Ils murmurèrent assez haut, et se plaignirent que Richard dérobait à leur courage une conquête si glorieuse. On répandit même le bruit qu'il entretenait une secrète intelligence avec le soudan.

Ce prince n'ignorait pas une partie de ces bruits; mais il suivait son plan et méprisait les avis et les opinions des autres. Ainsi, s'étant emparé de Jaffa, d'Ascalon, de Gaza, il fit travailler promptement à les mettre en état de défense, et il exigea que tout le monde contribuât à cet ouvrage. Il en résulta une nouvelle brouillerie entre le roi d'Angleterre et le duc d'Autriche. Le premier s'étant aperçu que le duc faisait travailler assez nonchalamment aux réparations

tombées dans son partage, l'en reprit sévèrement; le duc lui répondit brusquement qu'il n'était pas charpentier.

Ayant mis ses nouvelles conquêtes en état de défense, le roi d'Angleterre marcha avec toute son armée du côté de Jérusalem. Mais la plupart des chefs le détournèrent de ce dessein, en lui représentant que la saison était trop avancée. En effet, la fête de Noël approchait, et il se vit forcé à abandonner son entreprise. Se trouvant sur une hauteur à quelques milles de la ville, un de ses capitaines voulut la lui montrer; mais ce prince, ne se jugeant pas digne de regarder une ville, qu'il ne pouvait délivrer du joug sous lequel elle gémissait, se couvrit les yeux de sa cotte d'armes et reprit la route d'Ascalon. Ses ennemis, profitant de cette circonstance, publièrent qu'il ne s'était approché de Jérusalem que pour sauver les apparences; mais, qu'en effet, il entretenait avec Saladin une intelligence secrète. Le duc d'Autriche quitta l'armée, et s'embarqua pour l'Allemagne avec ses soldats et un grand nombre d'Italiens. Le duc de Bourgogne resta encore au camp, mais très-mal disposé contre le roi d'Angleterre. Ils ne furent même pas longtemps sans en venir à une mésintelligence ouverte. Le duc lui demanda de l'argent pour payer ses troupes; et ce prince le refusa avec fierté, en lui rappelant durement que le roi de

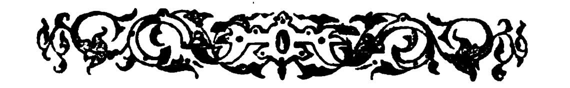
France lui avait laissé de quoi les entretenir pendant trois ans.

A dater de ce temps-là, on ne vit plus que des divisions dans l'armée des chrétiens. La plus grande partie se ligua contre Richard, bien qu'elle l'eût reconnu pour son chef. Le prince de Tyr ne voulut plus observer la convention au sujet de la couronne de Jérusalem, entre lui et Gui de Lusignan. Il fit une tentative sur Acre. Le duc de Bourgogne et les Français, s'étant joints aux Génois, prirent les armes pour mettre cette ville sous la domination de Conrad; mais les habitants, secondés par les Pisans, demeurèrent fidèles à Lusignan et chassèrent les Français. Le roi d'Angleterre n'eut pas plus tôt appris cette ligue funeste, qu'il accourut avec son armée et fit lever le siége, que Conrad avait commencé. Le duc de Bourgogne se retira à Tyr avec les Français. Richard, se repentant d'avoir poussé ces deux princes à bout, leur demanda une conférence, où il n'oublia rien pour ramener Conrad et l'obliger de joindre son armée à la sienne, dans l'intention de faire une nouvelle tentative sur la ville sainte. Conrad et le duc furent inébranlables. Le roi d'Angleterre, irrité au dernier point, assembla un conseil général, où il fit déclarer le prince de Tyr déchu de tous ses droits sur le royaume de Jérusalem.

On apprenait en France toutes ces divisions, et

maintes fois le roi laissa échapper de son cœur tout le ressentiment qu'il nourrissait contre le roi d'Angleterre. Son conseil avait beaucoup de peine à apaiser sa colère et à l'arrêter dans ses projets de vengeance.





LIVRE IV.

Guerre civile en Angleterre. — Suite des affaires de la Palestine. — Retour du roi d'Angleterre. — Sa prison en Allemagne. — Troisième guerre contre les Anglais. — Mariage du roi avec la princesse de Danemarck. — Liberté du roi d'Angleterre. — Exploits des deux rois. — Dernier traité sur le Vermandois. — Suites de la guerre. — Mariage de la reine Alix. — Défaite de Fréteval. — Paix entre les deux couronnes. — Affaires de Normandie et de Bretagne. — Affaires du Languedoc. — Troisième mariage du roi avec la princesse de Méranie.

RICHARD, en partant pour la Syrie, avait laissé, comme nous l'avons dit, la régence d'Angleterre à la reine, sa mère, et à l'évêque d'Ely, son chancelier. L'évêque à beaucoup de mérite joignait beaucoup de fierté. Le comte de Mortagne, frère unique du roi d'Angleterre, avait lui-même sujet de s'en plaindre, et il ne cacha point son mécontentement. Richard apprit

en Sicile cette semence de trouble et de division, et il n'approuva pas la conduite de l'évêque. Il envoya donc, en partant de Messine, Gautier, archevêque de Rouen, avec des lettres patentes, qui l'instituaient régent en la place de l'évêque.

Gautier, en arrivant à Londres, trouva le régent si bien affermi, qu'il ne crut pas pouvoir prendre sa place, sans exposer l'état à une révolution. Il attendit une occasion plus favorable, et elle ne tarda pas longtemps à se présenter. Le régent continua à gouverner avec hauteur; l'archevêque d'Yorck s'opposa à ses ordres, et le régent le fit mettre en prison. Ce fut le signal de la guerre civile. Tout l'état s'émut; le comte de Mortagne prit les armes, et marcha au secours de son frère. Le régent, reconnaissant sa faute, délivra l'archevêque; mais le comte ne se trouva pas satisfait, entra dans Londres avec son armée et assiégea le régent dans la tour. Ce dernier en sortit déguisé en femme, pour assembler des troupes; mais il tomba entre les mains de quelques partisans du comte, qui le lui livrèrent. Il n'obtint la liberté qu'à condition qu'il sortirait du royaume. Se voyant sans appui, il céda à l'orage, se retira d'abord en France, d'où il passa en Normandie.

L'archevêque de Rouen fit connaître alors ses lettres de créance, et toute l'Angleterre lui obéit. Le comte de Mortagne, voyant seul avec mécontentement son

autorité, n'en continua pas moins ses menées. Dans son ambition de régner, il noua avec le roi de France une intelligence étroite, se flattant déjà que le roi, son frère, ne reviendrait jamais d'une si longue expédition. Le pape, instruit des troubles de l'Angleterre, envoya deux cardinaux pour les faire cesser, et pour ramener à de meilleurs sentiments l'archevêque de Rouen et l'évêque d'Ely. Ils prirent le chemin de Rouen; mais le sénéchal de Normandie leur fit refuser les portes de la ville, en leur faisant dire que le roi, son maître, ne lui avait point envoyé l'ordre de les recevoir.

L'évêque d'Ostie, l'un d'eux, fut si irrité de ce procédé, qu'il jeta l'interdit sur toute la province; l'abbé de Fosse-Neuve, son collègue, refusa de se joindre à lui en cette occasion. Ils se retirèrent ensuite auprès de Philippe, qui fit peu d'accueil à l'abbé de Fosse-Neuve, à cause de sa modération. Néanmoins Rome l'approuva, et Sa Sainteté ordonna à l'évêque d'Ostie de lever au plus tôt l'interdit.

Le roi d'Angleterre apprit ces nouvelles dans le temps que le prince de Tyr et le duc de Bourgogne s'étaient séparés de son armée. Se voyant donc inutile aux chrétiens, et craignant que le comte, avec le secours de la France, ne s'emparât de l'autorité souveraine, il résolut de retourner en Angleterre. Il fit part de ce dessein aux seigneurs qui l'accompa-

gnaient, et il les exhorta à élire un autre chef. Les seigneurs choisirent pour généralissime le prince de Tyr. Richard approuva ce choix, quelque dépit qu'il en ressentît; mais, peu de jours après, Conrad sortant de dîner de chez l'évêque de Beauvais, fut assassiné, dans une rue de Tyr, par deux Sarrasins, qui ne voulurent rien révéler, malgré les plus cruels supplices, et qui expirèrent en faisant entendre des chants d'allégresse. La plupart des Français ne manquèrent pas d'imposer ce meurtre au roi d'Angleterre. Conrad néanmoins, qui n'était pas mort sur le coup, recommanda à la princesse, sa femme, de porter les clefs de Tyr à ce prince. Il mourut peu après. Et le vieux de la montagne, qui apprit qu'on accusait le roi d'Angleterre de ce meurtre, se hâta de rendre témoignage de son innocence.

Ce vieux de la montagne était un petit souverain mahométan, qui avait ses états dans les rochers de la Cilicie; il élevait dans son palais des jeunes gens auxquels il promettait une vie de délices dans l'autre monde, s'ils obéissaient fidèlement à leur souverain. Lorsqu'il les avait ainsi convenablement préparés, il les employait à punir les princes qui l'avaient offensé. Le peuple de Tyr avait pillé un vaisseau qui lui appartenait. Il en avait en vain demandé réparation à Conrad; et, pour s'en venger, il avait détaché les deux satellites qui lui avaient donné la mort.

L'Europe fut bientôt informée de l'assassinat de Conrad, et l'on sut qu'on en accusait Richard. Philippe dépêcha aussitôt vers le vieux de la montagne pour s'assurer de la vérité. Le prince sarrasin confirma aux députés l'innocence du roi d'Angleterre, et en assurant le roi de France de son amitié et de son alliance, il le pria de ne rien craindre de sa part.

Cependant le duc de Bourgogne ne s'attachait qu'à traverser tous les projets de Richard. Après la mort de Conrad, il essaya de s'emparer de Tyr et des autres places de son obéissance, et il engagea Isabelle, veuve de Conrad, à les lui livrer. Cette princesse, obéissant aux dernières volontés de son mari, rendit le roi d'Angleterre maître de sa destinée et de ses états. Le duc de Bourgogne résolut alors de partir avec tous les Français qu'il commandait; mais une maladie, dont il fut atteint quelques jours après, l'en empêcha. Une fièvre continue lui troubla l'esprit, et il mourut dans des accès horribles. Eudes, l'aîné de ses fils, lui succéda au duché de Bourgogne. Après la mort de leur chef, le petit nombre de Français qui restaient s'embarquèrent pour retourner dans leur patrie.

Le départ de tant de croisés et les funestes ravages d'une maladie contagieuse, qui s'était répandue dans l'armée, achevèrent d'affaiblir les forces du roi d'Angleterre; lui-même fut atteint d'une fièvre pernicieuse, qui fit désespérer de ses jours. Saladin, au

lieu de chercher à le combattre dans cette occasion, lui fit offrir au contraire tout ce qui dépendait de lui pour sa guérison. Le roi d'Angleterre fut charmé d'un procédé si généreux, et croyant que le changement d'air lui serait favorable, il se fit porter au pied du mont Carmel, où il commença en effet à recouvrer la santé.

Jugeant plus inutile que jamais sa présence dans la Palestine avec le peu de troupes qui lui restaient, et ses états réclamant sa présence, il se détermina à partir au plus tôt. Mais, avant d'entreprendre ce voyage, il proposa à Lusignan d'échanger ses droits sur le royaume de Jérusalem avec la couronne de Chypre, que lui, Richard, offrait de lui abandonner, à condition qu'il rembourserait cent mille écus d'or aux chevaliers du Temple, qui les lui avaient prêtés sur cette hypothèque. Lusignan y consentit, et il se mit en possession de l'île de Chypre, où il commença une tige royale, qui a duré jusqu'au seizième siècle.

Le roi d'Angleterre, pouvant ainsi disposer de la couronne de Jérusalem, en fit présent à la princesse Isabelle, veuve de Conrad, et la pria de recevoir de sa main Henri, comte de Champagne, son neveu, jeune prince plein d'intelligence et de mérite. Ce mariage s'accomplit aux acclamations des peuples et de l'armée; et tout le monde admira la modération du nouveau roi, qui refusa de prendre ce titre, dans

une contrée où il prétendait qu'on ne devait reconnaître que Jésus-Christ pour souverain.

Le bruit du départ du roi d'Anglèterre rendit aux Sarrasins toute leur hardiesse. Ils firent une entreprise sur Joppé, qui leur réussit ; ils se rendirent maîtres de cette place, à la réserve d'une tour qui refusa de capituler. Le roi de Jérusalem marcha avec l'armée pour recouvrer Joppé ; mais Richard, craignant qu'il n'arrivât trop tard, monta sur un vaisseau avec quatre cents arbalétriers, pour y aborder par mer. Il voyait déjà la tour de Joppé, lorsqu'un vent contraire l'éloigna de la côte. Alors, ne consultant que son courage, il se jeta tout armé dans la mer, et gagna la tour avec plusieurs des siens. Sa présence ranima les courages, et fit soutenir lés attaques des Sarrasins jusqu'à l'arrivée du roi de Jérusalem, qui les dégagea et recouvra la place. Le roi d'Angleterre défit ensuite auprès d'Emmaüs un convoi composé de sept cents chameaux et escorté de dix mille hommes. Il en distribua le butin à ses soldats, força Saladin à lever le siége de Jaffa, et fit, avec peu d'hommes et de ressources, tant d'actions éclatantes, que son nom devint la terreur des Sarrasins.

Ne voulant plus prolonger son séjour en Asie, et désirant laisser au nouveau roi de Jérusalem une domination paisible, il conclut avec le soudan une trève de trois ans, trois mois et trois jours, à la

condition qu'on démolirait les fortifications d'Ascalon et de Jaffa. Le soudan, de son côté, permit aux chrétiens de visiter en équipage de pèlerins le Saint-Sépulcre; deux prêtres de l'église romaine furent placés à sa garde. Après ces dispositions, le roi d'Angleterre, ayant laissé de l'argent et des troupes au roi de Jérusalem, et lui ayant promis de revenir en Orient avec de plus grandes forces, prit congé de lui, et donna les derniers ordres pour son départ.

Il s'embarqua le 10 octobre, et fit partir avant lui les princesses et toute sa flotte. Il monta ensuite sur un vaisseau qui était bon voilier, avec lequel il espérait les rejoindre en peu d'heures. Mais il en arriva autrement. Un vent favorable conduisit la flotte jusqu'à Marseille, et la tempête, ayant endommagé le vaisseau du roi, il fut obligé de se jeter auprès de Corfou dans une galiote qui, battue également par l'ouragan, fit naufrage entre Venise et Aquilée.

Dans cette situation difficile, on agita la question de décider s'il traverserait l'Italie ou l'Allemagne. Mais comme après l'Italie il eût fallut passer en France, où il craignait la puissance du roi, il résolut de traverser l'Allemagne, n'étant pas fort éloigné des états du duc de Saxe, son beau-frère. Il devait, il est vrai, passer par l'Autriche, dont le duc le haïssait mortellement; mais il se flatta que, n'ayant que très-peu de suite, il ne serait point reconnu.

Cependant le duc d'Autriche avait été instruit de son naufrage, et, prévoyant le dessein du roi d'Angleterre, il avait donné ordre d'observer strictement tous les étrangers qui passeraient sur ses états, et de les lui amener. Richard ne fut donc pas plus tôt entré dans cette province qu'il reconnut son imprudence, et il tâcha d'en éviter les suites par sa diligence. Il avait revêtu l'habit de chevalier du temple; il ne marchait que la nuit, et par des chemins détournés.

Malgré toutes ces précautions, un de ses pages, achetant des vivres dans Vienne, et payant en or, sans marchander, fut arrêté. Il refusa d'abord de dire son nom, et où était son maître; mais, ayant été mis à la question, il avoua tout.

Le duc d'Autriche envoya aussitôt des gardes pour arrêter Richard. Celui-ci, se voyant découvert, mit l'épée à la main, et jura de périr plutôt que de se rendre à d'autres qu'au duc lui-même. Le duc accourut à cette nouvelle, ravi de pouvoir humilier, à son tour, celui qui l'avait tant humilié, et le roi d'Angleterre lui présenta son épée. Le duc le fit jeter dans une prison obscure, en recommandant à ses gardes de ne point le perdre de vue. Il lui faisait souvent présenter contre la poitrine des épées nues, pour lui faire reconnaître sa puissance, qu'il avait naguère méprisée.

L'empereur, qui n'avait pas oublié la protection que le roi d'Angleterre avait accordée au roi de Sicile, son ennemi, le fit demander au duc d'Autriche, tout glorieux aussi de pouvoir s'en venger. Le duc le livra garrotté à ce prince, qui lui promit de ne point le délivrer qu'il n'eût payé soixante mille marcs d'or au duc d'Autriche. L'empereur fit transporter son prisonnier à Mayence, et de là à Worms, où on l'enferma dans une tour. Il n'était permis à personne de le visiter; de plus, les gardes avaient ordre de lui faire subir toutes sortes de mauvais traitements, et de ne lui accorder que les aliments indispensables à sa subsistance. Toutes ces odieuses vexations ne pouvaient ébranler le courage et la constance du roi d'Angleterre, et il était aussi grand dans sa prison qu'à la tête de son armée.

Le roi de France n'éprouva pas moins de joie de la captivité du roi Richard que l'empereur et le duc d'Autriche. Ce fut le premier qui lui en donna avis par une lettre. Philippe l'en félicita, et lui envoya des députés pour l'engager à retenir ce prince le plus longtemps possible. Il publia ensuite que la parole qu'il avait donnée en Orient au roi d'Angleterre était dégagée; que c'était souffrir trop longtemps que sa sœur restât en esclavage et que les Anglais retinssent injustement sa dot. Il donna ordre aussitôt qu'on déclarât la guerre au roi d'Angleterre jusque dans sa prison.

Le comte de Mortagne passa du côté du roi, qui le reçut magnifiquement à Paris, lui promit solennellement la reine Alix en mariage, et conclut avec lui un traité, par lequel il le recevait à l'hommage de la Normandie. Le comte de Mortagne, de son côté, lui céda plusieurs places; puis le roi leva des troupes pour l'exécution de ce traité.

Les Anglais éprouvaient une violente indignation de la captivité de leur roi. La reine Eléonore, sa mère, pressait le pape Célestin de prendre la défense d'un prince qui avait combattu pour la foi. Le pape partageait ses sentiments; mais il ne se hâtait pas de le secourir. Il craignait l'empereur, qui était sur le point de passer en Italie avec une armée formidable.

On recourut aux négociations. On députa auprès du roi d'Angleterre les abbés de Boxelay et de Boisrobert, pour prendre les mesures propres à obtenir son élargissement. Les évêques d'Ely et de Salisbury s'y rendirent de leur chef. Les députés rencontrèrent, dans un village de Bavière, leur prince que l'on conduisait à Haguenau, lié comme un criminel. Le roi d'Angleterre parut le moins ému; il s'informa des affaires de son royaume, et ne fut touché que de l'infidélité de son frère. Il ordonna à l'évêque de Salisbury de retourner en Angleterre pour y maintenir les peuples dans le devoir, et il continua sa route avec l'évêque d'Ely et les députés.

Philippe, profitant avec déloyauté des malheurs de son rival, entra en Normandie avec son armée, et se jeta d'abord sur le Vexin, dont Gisors, la capitale, lui fut livrée par le gouverneur Gilbert. Il s'empara aisément du reste, ainsi que de Neufchâtel. Le comte de Mortagne s'étant joint aux Français, Evreux fut assiégé et pris. Le roi laissa cette ville au comte, ne se réservant que le château. Ivry, Aumale, Eu et Nesle tombèrent sous la domination française. Le roi marcha ensuite vers Rouen qu'il assiégea. Le comte de Leicester y commandait; il fit une sortie contre l'armée française, et il brûla ses machines. Le roi leva brusquement le siége, et consentit à une trève de six mois, que les seigneurs de Normandie lui demandèrent, moyennant une somme d'argent et quelques châteaux qu'ils lui remirent.

Après la conclusion de cette trève, le roi songea à épouser Isemburge, fille de Voldemar-le-Grand, roi de Danemarck, et sœur du roi Canut V. La princesse était âgée de dix-sept ans, et remarquablement belle et vertueuse. Pourtant elle était dépourvue de cette politesse et de cet agrément si nécessaires à la cour de France. Elle avait été accordée, dès son enfance, à Henri de Souabe, fils aîné de l'empereur Frédéric I. Mais une brouillerie étant survenue entre les deux souverains, Voldemar rompit lui-même ce projet d'alliance. Philippe envoya l'évêque de Noyon

faire la demande de la princesse. Le roi de Danemarck eut tellement de joie de cette alliance, qu'il s'engagea à descendre en Angleterre, et à y faire une puissante diversion.

L'évêque de Noyon reçut la princesse sur sa flotte, et les ambassadeurs de Danemarck l'accompagnèrent. Toute la cour s'avança vers la Flandre, où elle devait débarquer. Le roi l'attendit à Arras, et l'y reçut avec magnificence. Il y fit la cérémonie des fiançailles, et la conduisit à Amiens, où le cardinal de Champagne célébra le mariage. Cette alliance ne fut pas longtemps heureuse. Quelques jours s'étaient à peine écoulés, que Philippe témoigna une forte aversion pour cette princesse. Il s'en expliqua ouvertement avec les ambassadeurs de Danemarck, et leur proposa de la ramener à Copenhague. Les ambassadeurs, ne voulant point consentir à cette proposition, accélérèrent leur départ. Aussitôt que l'on connut à la cour le dédain du roi pour sa jeune épouse, elle tomba dans un discrédit général, et fut abandonnée de tous. Cette princesse n'opposa à tous ses malheurs qu'une constante douceur et une patience invincible.

Philippe travailla dès-lors à faire dissoudre son mariage avec une princesse qui lui était devenue insupportable. On ne trouvait point d'abord de sujet légitime de rupture; mais les ministres finirent par découvrir qu'il

existait des liens de parenté entre les deux époux. En effet, la reine descendait de Jaroslas I, roi de Russie, par la reine Isemburge, son aïeule, femme de Canut IV, et le roi, au même degré, de Henri I, son trisaïeul, qui avait épousé Anne de Russie. Sur cette assertion, le cardinal de Champagne prononça la sentence de divorce, conjointement avec les évêques de Chartres et de Beauvais, qu'il prit pour assistants. Cette sentence déclarait nul le mariage contracté, et accordait au roi et à la princesse la liberté de se pourvoir par un autre engagement. La reine se trouva alors dans le plus grand embarras. Quelques domestiques danois lui donnèrent le conseil de retourner en Danemarck, et elle se mit en chemin dans cette intention. Mais, réfléchissant tout-à-coup que c'était consentir elle-même à sa honte et à celle de sa maison, elle revint à la cour. Le roi la relégua à Compiègne, et ensuite l'envoya à Soissons dans un couvent.

Cependant toute l'Europe était scandalisée de voir un roi languir dans les prisons de l'empereur, sans un motif plausible, et la plupart des princes de l'empire exhortèrent Henri VI à l'élargir. Ce prince, qui avait d'abord traité le roi d'Angleterre comme le dernier des hommes, en le menaçant de le faire mettre à la question, pour lui faire avouer ses crimes, prévoyant enfin les suites de sa conduite, commença à se radoucir, et se rendit à Haguenau avec plu-

sieurs princes, en présence desquels il promit d'entendre son prisonnier. Il y trouva des ambassadeurs de Philippe, qui demandaient publiquement à renouveler l'alliance entre l'empire et la France, et qui s'efforçaient par des menées secrètes à s'opposer à la mise en liberté du roi d'Angleterre.

Le roi d'Angleterre fut accusé à Haguenau, en présence de plusieurs princes, de s'être uni avec Tancrède, usurpateur de Sicile, et de l'avoir maintenu contre l'empereur; d'avoir dépouillé de ses états Isaac Comnène, prince chrétien; d'avoir insulté le duc d'Autriche à la prise d'Acre; d'avoir fait assassiner le prince de Tyr, et d'avoir entretenu des relations secrètes avec Saladin. Richard chercha à se justifier de toutes ces accusations; puis, oubliant sa fierté, il se jeta aux pieds de l'empereur, et demanda humblement sa liberté. Il lui offrit une rançon de cent cinquante mille marcs d'argent, et cinquante galères équipées et entretenues pendant un an. Enfin, il promit en mariage au duc d'Autriche la princesse Eléonore de Bretagne, sa nièce.

Dès-lors, on accorda quelque liberté au roi d'Angleterre dans la ville de Spire, où il fut transféré. Il envoya l'évêque d'Ely faire au roi de France des propositions de paix, qui furent écoutées. Les Anglais consentaient à s'en rapporter à la cour des pairs pour tous leurs différends. Ils s'obligeaient à payer

au roi vingt mille marcs d'argent, et à faire une pension de cinquante livres d'argent, monnaie d'Anjou, au prince d'Artois. Enfin, ils mettaient pour sûreté, entre les mains du cardinal de Champagne, Loches, Châtillon, Driencourt et Arques.

Pendant ce temps, la reine Eléonore, qui avait fait fondre jusqu'aux vases sacrés, passa en Allemagne avec cent mille marcs d'argent, et pour le surplus elle laissa, comme otages à l'empereur, l'archevêque de Rouen, l'évêque de Bâle, et cinquante gentilshommes anglais. Le roi d'Angleterre fut mis en liberté à Mayence, d'où il passa à Cologne, et de là en Flandre, où il s'embarqua aussitôt. Il arriva à Douvres, après quinze mois de captivité. L'archevêque de Rouen dégagea tous les otages, en payant de son argent les cinquante mille marcs qui restaient à acquitter.

En arrivant à Londres, le roi d'Angleterre envoya des ambassadeurs au pape pour se plaindre des mauvais traitements qu'il avait essuyés en Allemagne et de l'argent qu'on avait exigé de lui. Sa Sainteté excommunia l'empereur, s'il ne rendait la somme perçue pour la rançon du roi. L'empereur parut se mettre peu en peine des foudres du pape, et ne chercha même pas à se faire absoudre. Le roi d'Angleterre convoqua ensuite son parlement, pour demander du secours contre la France. Il fit déclarer

le comte de Mortagne coupable de haute trahison, déchu de son apanage, et incapable de succéder à la couronne. Il passa bientôt en Normandie, et jura de ne pas quitter cette province qu'il n'eût combattu le roi de France.

Dès ce moment, il s'alluma entre les deux princes une guerre sanglante, dont la haine seule et la vengeance étaient le motif. Le roi d'Angleterre avait renvoyé à Philippe la princesse Alix, après une captivité de dix-sept ans. La vue de sa sœur redoubla le ressentiment du monarque français; il courut aussitôt avec son armée assiéger Verneuil, dans le Perche, s'empara de la ville basse, força et rasa la grosse tour, et poussa activement le siége de la ville haute.

Le comte de Mortagne, craignant le courroux de son frère, se retira auprès de Philippe, qui lui donna Arques, Driencourt et un corps d'armée à commander. Réfléchissant bientôt qu'il ne pouvait tirer aucun avantage de sa liaison avec la France, le prince anglais résolut de regagner la confiance de son frère. Philippe lui avait donné la ville d'Evreux, à la réserve du château. Le comte convia à un festin tous les officiers, qui s'y rendirent avec trois cents gentilshommes. Au sortir de table, ils furent tous égorgés par les troupes du comte, et leurs têtes encore toutes sanglantes furent placées sur les murs de la ville. Puis il se retira sur les terres de son frère,

et alla sollicitér la reine Eléonore de le réconcilier avec le roi d'Angleterre.

Philippe apprit cette horrible nouvelle à Verneuil ; il quitta brusquement le siége avec le quart de son armée, et, sans communiquer son dessein aux commandants des autres corps, il marcha précipitamment sur Evreux. Il entra dans le château, puis descendit dans la ville l'épée d'une main et la torche de l'autre. Tout fut mis à feu et à sang ; sa fureur s'étendit jusqu'à la plupart des églises qui furent incendiées. D'Evreux il retourna au siége de Verneuil ; mais il n'y trouva plus d'armée. Les chefs, attribuant son départ à quelque accident funeste, avaient levé le siége en désordre, et comme frappés d'une terreur panique, ils avaient même laissé dans le camp les munitions et le bagage. Le roi, consterné de cet évènement, battit en retraite, et s'occupa de rassembler ses troupes.

Richard, de son côté, reprit Evreux, se rendit maître facilement de Vernon et de la ville basse de Verneuil. Philippe, ayant promptement réuni la plus grande partie de son armée, se jeta tout-à-coup dans la Touraine et surprit Tours, s'empara de Loches ; et l'hiver étant survenu, il suspendit ses expéditions.

Cependant les peuples étaient accablés d'impôts ; ils n'approuvaient point une guerre si acharnée. La récolte avait été très-mauvaise l'année précédente. La

grêle et les inondations avaient détruit les arbres fruitiers; tout cela avait occasionné une famine. Le roi, touché des maux de ses sujets et voulant prévenir les murmures, répandit des sommes considérables pour le soulagement des malheureux; puis, au commencement du printemps, il alla se mettre à la tête de son armée.

Avant d'entrer en campagne, il fit proposer au roi d'Angleterre, pour vider leur querelle, un combat entre cinq cavaliers de chaque parti. Richard accepta le défi, à condition que les deux rois seraient à la tête des combattants. Les seigneurs français s'y opposèrent, en alléguant que le roi de France ne devait pas se battre avec son vassal. Philippe commença alors la campagne par la prise du château de Tontaine, dans le diocèse de Rouen. De là, il revint auprès d'Arques, dont le comte de Leicester ravageait les environs. Il le défit complètement. Matthieu de Mailly fit Leicester prisonnier, et le conduisit au roi. Ce combat, ayant laissé les Français maîtres de la campagne, Philippe parcourut toute la Normandie, assiégea et prit Dieppe, la plus forte place de la province, après Rouen. Il brûla quelques vaisseaux qui se trouvaient dans le port; puis il retourna à Paris conclure le mariage de la reine Alix, sa sœur.

Guillaume IV, comte de Ponthieu et de Montreuil-sur-mer, ajoutant peu de foi aux bruits défavorables qui avaient couru sur cette princesse, la demanda

en mariage au roi, qui fut ravi de mettre, par cette alliance, dans ses intérêts un prince qu'il pût opposer aux comtes de Flandre et de Boulogne, dont la fidélité lui était fort suspecte. Les noces furent célébrées avec magnificence, et, pendant la cérémonie, le roi ayant mis, sur la tête du prince Louis, son fils, la couronne de comte, érigea la province d'Artois en comté-pairie. Il donna pour dot à la princesse les terres qu'il possédait à Villiers, à Rue et à Saint-Valeri.

Le roi d'Angleterre, ayant réuni toutes ses troupes, se porta dans l'Anjou et dans le Blaisois. Philippe marcha pour défendre ces provinces. Les Anglais se postèrent en embuscade dans les bois entre Blois et Freteval, et se précipitèrent sur l'armée française, pendant que le roi était à table; cette attaque imprévue jeta la consternation et le désordre dans les rangs. Le roi s'échappa par une fuite précipitée, en laissant entre les mains des ennemis son bagage, tout l'argent destiné à la paie de l'armée, les ameublements de sa chapelle et les titres de la couronne, qui furent détruits par les vainqueurs. De là, le prince anglais alla prendre Loches et Tours, dont il chassa ignominieusement les chanoines, qui, l'année précédente, avaient livré cette ville au roi. Conduisant ensuite son armée dans le Poitou, il entra dans l'Angoumois, assiégea Angoulême, et la prit au premier assaut.

En Normandie, le comte de Mortagne s'étant joint

au comte d'Arundel, assiégea Vaude-Rueil. Le roi, qui avait réorganisé son armée, marcha contre eux, leur fit lever le siége, les combattit avec succès, et se rendit maître de toutes leurs machines.

Les avantages étant à peu près égaux de part et d'autre, on commença à parler de paix; mais la surprise d'Issoudun par les routiers anglais rompit la négociation. Philippe marcha de ce côté avec toute son armée. Le roi d'Angleterre le suivit de près, et les deux armées se trouvèrent en présence auprès du gué d'Amour. Il se préparait une sanglante bataille. Le cardinal de Champagne insista si vivement auprès des deux princes, qu'ils reprirent la négociation; ils consentirent même à une entrevue au milieu des deux armées.

Une circonstance imprévue fut sur le point d'amener les conséquences les plus funestes. Pendant que les deux rois conféraient ensemble, un serpent d'une prodigieuse grandeur sortit du pied d'un arbre et s'élança vers eux. Par un mouvement spontané, ils mirent tous les deux l'épée à la main. Les armées, croyant que les princes s'étaient pris de querelle, s'avancèrent en toute hâte pour les secourir. Les rois tuèrent le serpent, apaisèrent ce tumulte et continuèrent la conférence. Le jour même, la paix fut conclue. Le roi d'Angleterre céda, outre le Vexin, Evreux, Vernon et Longueville, moyennant huit cents livres de rente,

que Philippe paierait à Richard, seigneur de Vernon et de Longueville; on fixa les limites de la Normandie, et il fut convenu que les Anglais ne fortifieraient point les Andelys. Le reste des conquêtes fut restitué de part et d'autre. A l'égard du comté de Toulouse, on convint que les choses resteraient dans l'état où elles étaient; ce qui était avantageux pour le roi d'Angleterre, qui avait conquis le Quercy et l'Agénois. Enfin, on conclut le mariage du comte d'Artois avec la princesse de Bretagne, comme le sceau d'une alliance éternelle entre les deux nations.

Tous les peuples furent comblés de joie d'une paix conclue si heureusement. Le roi alla en rendre grâces à Dieu dans l'église de Saint-Denis et revint à Paris. Il fit faire des festins magnifiques et d'abondantes distributions de blé et d'argent. Il profita aussi de la paix pour soulager ses peuples des impositions excessives qu'ils avaient payées pendant la guerre; il rétablit, dans son trésor des titres, ceux qui avaient été perdus à la déroute de Freteval. Cette perte fut réparée en recueillant de tous côtés les copies des originaux; le tout fut déposé dans un appartement du palais, qu'on a appelé depuis *Trésor des chartes*. Philippe conclut ensuite son mariage avec la princesse de Méranie, sœur d'Othon, duc de Méranie et de Dalmatie et marquis d'Istrie. Othon était un prince fort puissant dans la contrée.

Le mariage se célébra à Compiègne, où il s'était rendu, pour recevoir l'hommage de Baudouin IX, comte de Flandre, qui venait de succéder à Baudouin VIII, son père. Mais, quoique la princesse fût très-belle, qu'on exaltât la gloire de sa maison et qu'elle descendît de Charlemagne, le peuple ne témoigna pas autant de joie qu'aux mariages précédents. Le sort de la reine Isemburge, reléguée dans un monastère, inspirait de la pitié; plusieurs même croyaient que son mariage n'était pas légitimement dissous. Le roi de Danemarck, son frère, qui en ressentait une grande colère et une vive douleur, avait adressé des plaintes au pape, qui lui avait promis une sévère et exacte justice.





LIVRE V.

Quatrième guerre avec l'Angleterre. — Affaires de Bretagne. — Bataille d'Aumale. — Négociations. — Bannissement des Juifs révoqué. — Suites de la guerre. — Guerre en Flandre et traité. — Préparatifs des deux rois. — Défaite de Gisors. — Trève pour cinq ans. — Schisme de Mayence apaisé. — Affaires de Bourgogne.

Les deux rois avaient une haine si profonde l'un contre l'autre, que la paix ne put être de longue durée; aussi à peine eurent-ils repris haleine, qu'ils coururent de nouveau aux armes. Cette rupture vint de la part du roi d'Angleterre, qui, contre la foi du traité, fit élever un fort dans l'île des Andelys. Il poursuivit encore le seigneur de Vierzon en Berry, pour un différend survenu entre eux, et il le fit condamner. Vierzon en appela au roi, qui reçut son

appel. Le roi d'Angleterre attaqua Vierzon, l'emporta et le démolit. Philippe lui envoya déclarer la guerre et fit aussitôt une irruption en Normandie; de là il se porta en Bretagne, assiégea Aumale, qui se défendit avec beaucoup de vigueur; ce qui donna au roi d'Angleterre le temps d'accourir au secours de la place avec toutes ses forces. Richard s'empara d'abord de Nonancourt, par la trahison du gouverneur, et il marcha pour forcer les lignes de l'armée française. Philippe leva le siége et alla lui présenter la bataille. Ils donnèrent alors à leur vengeance un libre cours. La bataille fut longue et sanglante, et la victoire longtemps indécise; le roi d'Angleterre y fut abattu d'un coup de lance. Tout l'avantage de cette journée demeura à Philippe, qui resta maître du champ de bataille; il retourna ensuite devant Aumale, qui se rendit. Il la fit raser, par représailles de la démolition de Vierzon, reprit Nonancourt et se retira dans ses quartiers d'hiver, après avoir payé douze mille marcs d'argent pour la rançon de Hugues de Chaumont, son favori, qui avait été fait prisonnier à la bataille d'Aumale.

On employa des deux côtés toute la mauvaise saison à faire des préparatifs. On apprit en même temps que la reine de Hongrie, qui était allée faire un pélerinage dans la Palestine, était morte à Acre, et que le roi de Jérusalem, en passant ses troupes en

revue, était tombé d'une fenêtre de son palais et avait péri misérablement. Ces nouvelles affligèrent le roi, qui était frère de la princesse et oncle du roi de Jérusalem. La mère de ce prince lui survécut peu de temps.

Richard ne voulait pas laisser son ennemi en repos; et, joignant les ruses de la diplomatie à la force des armes, il engagea secrètement dans son parti les comtes de Champagne, de Flandre, de Namur, de Guines et du Perche. Les deux premiers, qui étaient frères, s'étaient engagés envers lui, moyennant une pension de cinq mille marcs d'argent, avec promesse de ne jamais conclure aucun traité avec le roi sans sa participation.

Il fallait donc se préparer à repousser tant d'ennemis; et quoique Philippe eût fait de grandes économies dans ses finances, il appréhendait de se trouver au dépourvu. Sur ces entrefaites, les Juifs lui firent offrir une somme considérable, s'il consentait à révoquer l'édit de bannissement qu'il avait rendu contre eux. Le roi agréa leurs offres, et les Juifs furent rappelés en France aux conditions suivantes : ils ne pouvaient prêter qu'à dix pour cent et seulement pour un an; les débiteurs ne pouvaient s'obliger par corps, et il leur était défendu de faire vendre leurs immeubles; les deux tiers du revenu des débiteurs devait seulement être affecté aux créances des Juifs, sans même que les intérêts courussent; et l'autre tiers demeurait

pour la subsistance du débiteur. De plus, il leur était défendu de prêter à un religieux sans le consentement de son abbé et du chapitre, et ils ne pouvaient recevoir pour gages aucun ornement d'église.

La guerre commença au printemps, et le comte de Mortagne se jeta dans le Beauvoisis avec Marcader, chef des routiers. L'évêque de Beauvais ne put voir de sang-froid son diocèse pillé et désolé; il fit une sortie à la tête des bourgeois armés et attaqua vigoureusement l'ennemi. Après un combat meurtrier, il fut défait et resta prisonnier. Dans le même temps, un parti de Français prit en Flandre le comte de Namur; ce qui rendit l'avantage égal de part et d'autre. Le roi d'Angleterre fit mettre le prélat dans une prison très-obscure. Le pape intercéda en vain pour lui; pour toute réponse, le roi d'Angleterre lui envoya la tunique de l'évêque, encore teinte de sang. Le pape n'insista plus; et ce ne fut que longtemps après que l'évêque de Beauvais fut mis en liberté, en payant une rançon de deux cents marcs d'argent.

D'un autre côté, Richard étant descendu en Normandie avec un renfort de trois mille Gallois, nation encore sauvage, alla attaquer Gaillon, où ayant été blessé au genou, il fut obligé d'abandonner le siége. Quelque temps après, il entra en Picardie, ravagea les états du comte de Ponthieu et prit sur lui Saint-Valery. Puis il passa dans les provinces de la Loire

et de là en Auvergne, jusqu'où sa domination s'étendait.

Le comte de Flandre ne pouvait supporter la perte de la province d'Artois, enlevée par le roi de France à sa maison. Ayant réuni une puissante armée, il vint mettre le siége devant Arras. Philippe rassembla aussitôt toutes ses forces et marcha au secours de cette place. Le comte de Flandre, ne jugeant pas à propos de l'attendre et désirant l'attirer dans une embuscade qu'il lui avait dressée, fit retraite devant lui. Le roi, ne soupçonnant point l'artifice, le poursuivit vivement. Le comte ne cessa de fuir jusqu'à ce qu'il fût parvenu à des passages difficiles, marécageux et entrecoupés de fossés. Philippe, emporté par son ardeur, s'y avança imprudemment; alors les Flamands, qui connaissaient parfaitement les lieux, entourèrent l'armée royale, qui se trouva hors d'état d'avancer, de faire retraite et de combattre. Dans cette circonstance, Philippe consentit par un traité à tout ce qu'on exigea. Une trêve fut signée pour seize mois; il s'engagea à restituer aux Flamands et aux Anglais tout ce qu'il leur avait pris; et revint à Paris humilié de son désastre. Le roi d'Angleterre, qui était alors dans le Berry, ratifia aussitôt le traité. Cependant Philippe ayant consulté son conseil, pour savoir s'il devait l'exécuter, on conclut que le comte de Flandre, en prenant les armes, avait le premier violé sa foi, et

qu'on n'était point obligé de garder celle qu'on lui avait donnée par force; de sorte que ce traité demeura sans effet. Le comte rentra dans l'Artois, prit Saint-Omer, et termina ainsi glorieusement la campagne.

Pour réparer cette défaite, Philippe rassembla toutes ses troupes et vint à la rencontre du roi d'Angleterre à la tête d'une armée de quarante mille hommes. Les deux princes furent longtemps à s'observer. Le roi d'Angleterre dressa à son ennemi une embuscade auprès de Gisors. Le roi y tomba avec trois cents hommes d'armes et environ neuf cents fantassins; il s'en aperçut néanmoins assez tôt pour se dégager. Il s'agissait de faire une prompte retraite. On tint conseil, et Ménestrier de Mauvoisin, chevalier qui avait vieilli dans les armes, fut d'avis de se mettre en sûreté. Le roi persista à marcher en avant; il fondit sur les Anglais avec impétuosité, perça leurs escadrons et se fraya un passage vers Gisors.

Malheureusement, en arrivant dans cette ville, le pont se rompit sous le poids des soldats qui passaient, et le roi tomba lui-même dans l'Epte tout armé et à cheval. Philippe ne perdit point contenance. Son cheval, qui était fort vigoureux, nagea vers la rive opposée. Pour sauver le roi, plusieurs se jetèrent dans l'Epte; les autres soutinrent avec intrépidité le combat contre des forces infiniment supérieures, et

périrent presque tous en faisant face aux vainqueurs. Vingt seigneurs de qualité périrent dans l'Epte, cent autres furent tués les armes à la main, parmi lesquels on compta Matthieu de Montmorency, Matthieu de Mailly, Gautier de la Porte, Everard de Montigni et Roger de Nollant; deux cents seigneurs furent faits prisonniers; le brave Desbarres et Milon de Puiset, qui étaient aussi tombés dans le fleuve, s'en retirèrent heureusement.

Philippe se remit à la tête de son armée, se porta sur Evreux, s'empara de cette ville et la brûla pour la seconde fois; puis, congédiant ses troupes, il vint rendre grâces à Dieu, dans l'église de Saint-Denis, de l'avoir arraché au péril qu'il avait couru dans l'Epte.

Sur ces entrefaites, Pierre, cardinal de Capoue, légat du pape Innocent III, arriva en France, pour négocier une trève de cinq ans entre les deux rois, Sa Sainteté désirant réunir leurs forces pour une seconde croisade. Les deux souverains, fatigués d'une guerre à outrance et sans résultats, y consentirent aisément; ils eurent ensemble une conférence auprès de l'île des Andelys, où ils se parlèrent, Philippe dans une gondole sur l'eau, et le roi d'Angleterre à cheval sur le rivage. La trève fut conclue à la satisfaction générale.

La France goûtait enfin quelque repos. Malgré tous

les sacrifices qui lui avaient été imposés, malgré les désordres qui accompagnaient la guerre, le royaume jouissait d'un certain calme. Une partie de ces avantages était due à la sagacité du cardinal de Champagne, qui maintenait la sécurité à l'intérieur, pendant que le roi faisait la guerre au dehors. Aussi Innocent III lui marqua-t-il toute l'estime qu'il avait pour lui, en l'envoyant en Allemagne apaiser un schisme qui troublait la ville de Mayence. Le peuple et le clergé avaient élu pour archevêque Conrad, et l'empereur Henri VI avait fait élire, de son côté, Frédéric, son chancelier. Le diocèse s'était partagé. Pour prévenir de plus graves désordres, le cardinal de Champagne se rendit à Mayence, ramena les esprits à Conrad, et Frédéric mourut presqu'en même temps. Le schisme cessa; et le pape, pour en témoigner sa satisfaction au cardinal, le créa légat perpétuel dans les Gaules.





LIVRE VI.

Mort de Richard I, roi d'Angleterre. — Cinquième guerre contre les Anglais. — Paix avec l'Angleterre — Concile de Dijon sur le divorce du roi. — Mariage du comte d'Artois. — Le roi reprend la reine Isemburge.

Le roi d'Angleterre s'était rendu dans le Poitou pour châtier quelques vassaux rebelles. Tandis qu'il s'occupait à visiter ses baronnages, un messager du vicomte de Limoges arriva dans sa tente avec deux mulets chargés d'argent. « Beau sire, dit le mes- » sager, le vicomte de Limoges a trouvé un trésor » dans son champ ; il t'en envoie une portion qui » n'est pas petite.

» — Tu sais, répondit Richard, que je dois avoir » le trésor tout entier ; car toute fortune et trésor

» appartiennent au suzerain. Va donc dire au vi-
» comte qu'il m'envoie le tout sur-le-champ; autre-
» ment j'irai l'assiéger, suivi de mes chevaliers,
» et Marcader, avec ses brabançonnais, m'accompa-
» gnera. »

Le vicomte fit répondre qu'il n'y avait que *fortune d'or* qui appartenait au suzerain et que fortune d'argent se partageait entre lui et le vassal.

Richard, irrité, partit en toute hâte dans la crainte que le trésor ne lui échappât, sans faire même attention qu'on était dans le temps de Pâques, et que les canons de l'Eglise défendaient ces jours l'effusion du sang. Il vint assiéger le château de Chaluz, où l'on croyait que le trésor était caché. Les chevaliers du comte d'Angoulème offrirent de lui livrer le château, s'il voulait leur laisser la vie et leur donner une petite part du trésor. Richard leur répondit qu'il les suspendrait tous par des cordes au haut des tourelles. On se résolut alors à une défense désespérée; et un jour que le roi en personne était venu attaquer les vieilles murailles du château, un arbalétrier, nommé Bertrand de Gourdon, visa à Richard et l'atteignit au bras gauche. Malgré les brassards, le trait perça d'outre en outre. Richard se retira dans sa tente et chargea Marcader de s'emparer du château, ce qui fut bientôt fait.

Cependant Richard était dévoré par une fièvre

brûlante ; une opération maladroite avait rendu la blessure mortelle ; le fer était resté dans la plaie. Frappé de l'imminence du danger, il se disposa à mourir en chrétien. L'archevêque de Rouen, qui l'avait accompagné, lui administra les derniers sacrements. Il avait ordonné qu'on fît venir devant lui Gourdon, devenu son prisonnier, et il lui demanda avec douceur ce qu'il lui avait fait, pour s'attaquer ainsi à sa personne. Gourdon lui reprocha la mort de son père et de ses frères. Le roi d'Angleterre déclara qu'il lui pardonnait, et donna l'ordre qu'on lui remît quatre cents écus, et qu'on le mît en liberté. Cet ordre fut renouvelé trois ou quatre fois pendant sa maladie. Il régla ensuite sa succession. Il institua pour son héritier Artus, duc de Bretagne, fils de l'aîné de ses frères ; ordonna que ses trésors fussent distribués en trois parts égales, entre les pauvres, ses officiers, et l'empereur Othon, son neveu. Il voulut que son corps fût inhumé à Fontevrault, son cœur à Rouen, et ses entrailles à Poitiers. Enfin, ayant encore répété qu'on donnât la vie et la liberté à Gourdon, il mourut le 5 avril 1199, encore à la fleur de l'âge. Après sa mort, Marcader, chef des Routiers, fit écorcher Gourdon tout vif. Le cœur de Richard, qui fut porté à Rouen dans un coffre, était d'un volume extraordinaire ; cette circonstance et ses nombreux exploits le firent surnommer *Cœur-de-Lion*.

Deux princes prétendirent à la succession du roi d'Angleterre; Jean, comte de Mortagne, son frère, et Artus, duc de Bretagne, son neveu. Artus avait pour lui le testament de Richard, et outre cela, il était le plus brillant cavalier de son temps. Et, quoiqu'il n'eût encore que douze ans, il paraissait déjà brave, hardi et libéral. Le comte de Mortagne, de son côté, avait de l'esprit, de l'expérience, et une profonde dissimulation.

Il se trouvait en Normandie lorsque son frère mourut : aussitôt il se transporta à Chinon, où était le trésor royal, et il s'en empara. Il prit hautement le titre de roi, augmenta la paie des soldats, distribua aux officiers une partie de cet argent, et persuada assez facilement aux seigneurs qui étaient avec lui de le reconnaître pour souverain, plutôt qu'un enfant incapable de gouverner.

Presque tous les seigneurs d'Anjou, du Maine et de la Touraine, s'étant assemblés à Angers, se déclarèrent pour Artus. Celui-ci, ayant au plus tôt assemblé quelques troupes, entra dans l'Anjou, où il reçut un renfort de Français, que Philippe lui envoya. Avec cette armée il s'approcha d'Angers, dont le gouverneur Thomas de Gournay lui ouvrit les portes. Il s'empara du Mans avec la même facilité, et étendit ses conquêtes jusque dans la Touraine.

Le roi, qui haïssait le comte de Mortagne, et qui

aimait tendrement le duc de Bretagne, se déclara ouvertement pour ce dernier. Quoiqu'il lui eût envoyé des troupes, il entra lui-même en Normandie, et se rendit maître d'Evreux et de Conches. De là, retournant sur ses pas, il alla au Mans, où il reçut l'hommage du duc, pour les comtés d'Anjou, du Maine et de Touraine, en présence de la duchesse Constance, mère d'Artus, qui suivait son fils dans ses conquêtes.

De son côté, le comte de Mortagne, ayant réuni toutes les forces du feu roi, son frère, se mit en campagne avec une armée supérieure à celle de ses ennemis. Il assiégea le Mans, d'où le roi et le duc de Bretagne étaient partis quelques jours auparavant, s'empara de cette place et la saccagea. Il emmena une partie des habitants prisonniers, abandonna au pillage les maisons des partisans du duc, et les fit ensuite raser. Cet exemple de sévérité épouvanta les ennemis du nouveau roi. Guillaume des Roches, sénéchal du Maine, représenta au jeune duc le peu d'apparence qu'il y avait de pouvoir lutter contre un ennemi si puissant. Il lui rappela encore qu'il était son oncle, et l'engagea vivement à faire un accommodement avec lui. Artus, persuadé par ses conseils, se rendit auprès de son oncle et le reconnut pour le légitime successeur du roi Richard. A peine eut-il fait cette démarche qu'il en eut du regret. Dès la

nuit même, il se sauva à Angers, où la duchesse, sa mère, et Gui de Thonars l'exhortèrent à soutenir ses droits.

Le roi d'Angleterre, peu inquiet de la fuite de son neveu, envoya Marcader dans l'Anjou, et s'avança lui-même vers la Normandie. Marcader prit Angers, qu'il traita avec la dernière cruauté. Le comte de Mortagne, reconnu comme souverain en Normandie, alla prendre à Rouen la couronne ducale qu'il reçut des mains de l'archevêque Gautier. Puis il s'embarqua pour l'Angleterre et il fut sacré à Londres par l'archevêque de Cantorbéry. Il revint aussitôt en Normandie, où il arriva vers la fin de juin.

Le comte de Flandre, qui s'était déclaré ouvertement pour le roi Jean, entra dans l'Artois avec une armée, et s'empara de Cambrai, de Tournai, d'Aire, et de Saint-Omer. Philippe se vit obligé de marcher vers la Flandre. Il s'arrêta quelque temps à Compiègne, où il fit chevalier le comte d'Artois, son fils, et cent jeunes seigneurs nobles. La cérémonie consistait à donner au récipiendaire la ceinture et les éperons dorés, en disant : « Je te fais chevalier, » au nom du Père, et du Fils, et du Saint-Esprit. » Il entra ensuite en Flandre. On allait en venir aux mains, lorsque la comtesse de Flandre, qui était nièce de la reine mère, entreprit d'accommoder le différend. Les deux princes se désistèrent en sa faveur d'une

partie de leurs prétentions. Le roi céda au comte de Flandre Aire et Saint-Omer, et Ferrand abandonna pour jamais à la France le comté d'Artois.

Après la conclusion de la paix avec le comte de Flandre, Philippe se disposa à tourner toutes ses forces contre les Anglais. Mais son divorce avec la reine Isemburge, qui fut sur le point d'exciter une révolution dans le royaume, suspendit ses mouvements et le porta à écouter les propositions du roi d'Angleterre. On dressa les articles du traité, et les deux rois eurent une entrevue le jour de l'Ascension (1200) entre Vernon et les Andelys. Le roi d'Angleterre abandonna au roi de France tout le Vexin et les places qu'il occupait en Anjou ; il donna, en outre, une forte somme d'argent et pardonna au duc de Bretagne.

Cependant il régnait dans tout le royaume une fermentation toujours croissante, et Philippe n'y apportait aucun remède. Le roi de Danemarck adressait constamment des plaintes à Rome relatives au divorce de la reine Isemburge. Tant que Célestin occupa le siége pontifical, les lettres de l'infortunée princesse et ses pressantes prières restèrent sans effet : le prélat, affaibli par l'âge et la maladie, n'avait point assez d'énergie pour lancer les foudres du saint-siége contre un prince aussi puissant que Philippe, roi de France ; mais Innocent III était à peine élevé sur le trône

pontifical, qu'il prit ouvertement la défense de la reine malheureuse, avec la noble fermeté de la religion et du devoir : « Je suis étonné, écrivait Innocent à » l'évêque de Paris, qu'un roi de France, successeur » de tant de monarques zélés pour la cause de l'Eglise, » se conduise de cette manière avec son épouse et » la puissance pontificale.... Mon prédécesseur Céles- » tin a voulu faire cesser ce scandale, il n'a pu y » réussir; quant à moi, je suis bien déterminé à » suivre son ouvrage et à obtenir par tous les moyens » l'accomplissement de la loi de Dieu; parlez-en sou- » vent au roi de ma part, et dites-lui que ses refus » obstinés pourraient bien lui attirer la colère de » Dieu et les foudres de l'Eglise. »

Philippe ne tint aucun compte de ces menaces, et c'est alors que, pour agir de sa pleine autorité, Innocent nomma un légat *à latere* pour le royaume de France, et le chargea de l'exécution de ses bulles : « J'ai écrit à notre très-cher fils Philippe, pour qu'il » se séparât de sa concubine et qu'il reprît la reine » sa véritable épouse; il n'a pas répondu. Pour que » l'ordre que je lui ai donné reçoive une plus facile » exécution, je t'ordonne, par ma volonté apostolique, » si, dans un mois, le roi n'obéit pas à mon ordre » et ne quitte pas sa concubine, de mettre le royaume » en interdit : tu ne permettras que le sacrement de » baptême pour les enfants, et celui de pénitence

» pour les mourants. On ne célébrera aucun office » dans le royaume. J'ordonne en conséquence à nos » vénérables frères les évêques et archevêques, les » abbés et prieurs, de faire promulguer dans leurs » districts respectifs la sentence d'interdit. »

Cette résolution de mettre le beau royaume de France en interdit étant prise, Innocent se contenta d'écrire une seconde fois à Philippe pour lui annoncer qu'il envoyait en France un légat pour faire cesser les scandales de sa conduite. Le légat fut ce cardinal Pierre, du titre de Sainte-Marie, qui avait conclu la trêve de cinq ans avec Richard. Il arriva en France vers la fête de Noël 1198; il vit le roi, qui l'accueillit avec quelque respect; mais lorsque le cardinal lui parla de son second mariage et de sa séparation d'avec Agnès, Philippe ne voulut rien écouter : « Agnès est » mon épouse, dit-il, personne ne pourra m'en sé- » parer. » Le cardinal, frappé de l'obstination qu'avait mise Philippe dans cette réponse, crut devoir en déférer au saint-siége. Il écrivit au pape que le roi ne changerait pas et qu'il paraissait résolu à subir l'interdit. Innocent répondit en peu de mots : « Faites » réunir les évêques et les abbés, et que l'interdit » soit au plus tôt jeté sur le royaume, sans appel : » nous verrons après. » Le légat convoqua, sur cet ordre, une sorte de concile à Dijon. Les archevêques de Lyon, de Reims, de Besançon, de Vienne, dix-

huit évêques et grand nombre d'abbés y assistèrent; deux abbés furent chargés de citer le roi en personne; Philippe les fit mettre hors du palais par des hommes d'armes. Cependant il envoya deux députés à ce concile, avec commandement de protester contre tout ce qui s'y ferait : ces réclamations furent inutiles.

Le 6 décembre, les évêques et les prêtres assemblés parurent chacun un flambeau de poix à la main. Dans le silence de la nuit, les clercs entonnèrent d'une voix lugubre le *Miserere* et les prières adressées, au nom des coupables, au Dieu des miséricordes; les vitraux de l'église, où était représentée la passion du Sauveur, en synope, gueule, sable et azur, répétaient les sons tristes et monotones du plain-chant, et les cloches, qu'on entendait pour la dernière fois, sonnèrent comme pour les agonisants et les morts. Le Christ des autels était voilé; on avait consumé dans les flammes les dernières hosties consacrées, et descendu dans les caveaux les corps saints et les images des patrons des églises. En présence du peuple assemblé, le légat, revêtu d'une étole violette, en usage le jour de la Passion ou des Morts, éleva la voix et annonça à la multitude à genoux, qu'au Nom de Jésus-Christ tous les domaines du roi de France étaient mis en interdit, jusqu'à ce qu'il cessât son commerce adultère avec Agnès de Méranie.

On entendit alors dans l'église un profond gémissement ; les vieillards, les femmes, les enfants pleuraient à chaudes larmes ; il semblait que l'heure du jugement dernier fût arrivée, et qu'on allait paraître devant Dieu sans aucun des secours de l'Eglise.

On commença à garder l'interdit dans l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon, le jour de la Chandeleur 1200 : l'obituaire des moines est en blanc, et l'on n'y trouve inscrit que le nom des religieux qui mouraient ; ceux des seigneurs comme des pauvres serfs sont en blanc, car les uns aussi bien que les autres n'étaient point ensevelis en terre bénite. Les croisés furent seuls exemptés de cette fatale interdiction. Cet exemple fut imité par la plupart des évêques et des chapitres de France ; quelques autres en suspendirent l'exécution. Les chanoines de Sens et de Paris, les évêques de Senlis, d'Amiens et de Soissons, placés plus immédiatement sous la main de Philippe, informèrent le pape des motifs qui les empêchaient de garder l'interdit. « Le simple bruit de cette résolution, » disaient-ils, avaient soulevé tout le peuple ; on » s'était pressé autour des églises, dont on avait forcé » les portes ; il était impossible de comprimer ces » pieuses séditions de la multitude, demandant par la » violence qu'on lui rendît ses autels, ses patrons et » ses fêtes ; Philippe lui-même menaçait les évêques et » clercs assez hardis pour obéir aux volontés du légat. »

Innocent III répondit « que ces motifs étaient fri-
» voles et montraient la faiblesse de leur âme; qu'il
» fallait obéir sans retard; car l'Eglise était depuis
» longtemps affligée d'un grand scandale. » Les évêques ne résistèrent plus, et l'interdit commença sur toutes les églises du domaine royal. Quelques monastères privilégiés conservèrent cependant la faculté de célébrer les saints mystères dans le silence de la nuit; les moines de Saint-Denis, en tout temps protégés par les pontifes, purent dire la messe, nones et matines, mais à voix basse, les portes fermées, afin de n'être ni vus ni entendus par âme vivante. Les fidèles ne s'abordaient qu'en gémissant, toutes les pompes et les fêtes étaient suspendues dans les cités et les campagnes; on courait jusques en Normandie, dans la Bretagne ou dans les fiefs d'Angleterre, pour solliciter les cérémonies de l'Eglise; le comte de Ponthieu, qui épousa la jeune sœur de Philippe, obtint la bénédiction nuptiale de l'archevêque de Rouen.

Philippe, toujours épris d'Agnès de Méranie, entra dans une fureur extrême en apprenant que l'interdit était jeté sur son royaume, et que les évêques, plus soumis aux volontés du pape qu'à ses chartes, commençaient à le garder dans leurs diocèses respectifs [1]. Bientôt il ne garda plus de mesure, s'empara des

[1] Capefigue, Hist. de Philippe-Auguste.

biens ecclésiastiques, exila les prélats, les chanoines, les prêtres et les religieux, frappa le peuple et les gentilshommes de nouveaux impôts et exactions, et voulut que sa passion l'emportât par l'excès de ses violences.

Mais l'opinion était trop puissante pour qu'il pût en triompher. Le peuple ne put souffrir l'interdit; la révolte éclata parmi les barons et les vassaux; les propres hommes du roi ne voulaient plus le servir; on s'éloignait de lui comme d'un relaps et rebelle aux lois de l'Eglise. Dans ces circonstances difficiles, le roi envoya deux clercs à Rome pour demander que l'interdit fût levé, protestant « qu'il était prêt d'ester » à droit sur son divorce pour en faire reconnaître » la validité. » Le pape répondit : « Je le veux bien; » mais, avant tout, il faut qu'il renvoie Agnès et qu'il » reprenne Isemburge, son épouse légitime; c'est alors, » mais seulement alors, qu'on examinera le cas du » divorce, et que je lèverai la sentence d'interdit que » le royaume a méritée. J'apprends aussi, continua le » pontife, que Philippe a dépouillé le clergé de France; » dites-lui encore que l'interdit ne sera point levé » avant qu'il ne l'indemnise complètement, capital et » revenus. »

Un parlement fut assemblé à Paris; il était nombreux et composé de tous les tenanciers de la couronne de France. Agnès y parut revêtue d'habits de

deuil; ce n'était plus cette jeune princesse brillante de grâces et de beauté, telle, en un mot, qu'on l'avait vue dans le parlement de Compiègne, distribuant les épées et les écharpes aux chevaliers vainqueurs en la lice; une pâleur mortelle couvrait son front. Les barons demeurèrent silencieux; aucune épée ne fut tirée pour elle. L'interdit avait jeté la terreur dans toutes les âmes : il fut décidé que Philippe, selon la volonté du pape, renverrait, jusqu'à décision définitive, Agnès de Méranie, pour reprendre la reine Isemburge captive.

Le cardinal Octavien, nouveau légat du saint-siége, arriva en France vers le mois de septembre 1202; il fut reçu par le peuple avec un respect mêlé d'un sombre enthousiasme, qui dut montrer de plus en plus que les lois de l'Eglise exerçaient sur les cœurs un ascendant absolu. Le roi était alors à Saint-Léger. De sa propre autorité, le légat convoqua à Dijon un concile pour décider provisoirement sur l'interdit. La reine Isemburge y fut mandée et honorablement accueillie; elle s'assit à côté du roi.

Après les formalités préparatoires et la promesse solennelle de Philippe, qui jura, une main sur l'Evangile, qu'il se séparerait d'Agnès, le concile se dispersa, fixant sa réunion nouvelle, pour décider sur le divorce, à six mois, dix semaines, à partir du jour où cette assemblée provisoire s'était dissoute. Lorsque tout fut

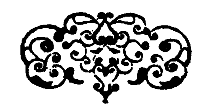
ainsi réglé, le légat, au nom du saint-siége, leva l'interdit qui pesait sur le royaume. Tout-à-coup les cloches se firent entendre, les voiles qui couvraient les sanctuaires furent ôtés; le peuple se précipita dans les églises et les monastères; il y eut plus de trois cents personnes écrasées, tant la multitude se pressait; la foule contemplait en pleurant de joie les cérémonies chrétiennes, sorte de spectacle dont elle avait été si longtemps privée. Les cités retentissaient d'actions de grâce, et pendant trois jours les travaux furent suspendus.

Le concile qui devait prononcer sur le divorce du roi se réunit à Soissons; il était nombreux et composé de prélats considérables; la reine Isemburge s'y rendit; elle vint habiter l'abbaye de Notre-Dame de Soissons, qu'elle édifia par ses vertus. « Les reli- » gieuses s'empressèrent de la festoyer, comme cela » convenait pour une royne de France. »

Le concile de Soissons se prolongea pendant quinze jours. Cette assemblée prit un caractère plus solennel par l'arrivée des envoyés du roi de Danemarck. Philippe manda donc aux archevêques et évêques qu'il consentait à revoir sa femme. Un matin, à peine les prélats avaient-ils descélé cette charte royale, qu'on apprend qu'il est tout d'un coup arrivé à cheval, qu'il a mis Isemburge en croupe et s'est enfui de la ville, déclarant son dessein de vivre dorénavant avec la reine. Il

envoya ensuite un officier aux légats, pour les informer de ce qui venait de se passer, et leur apprendre de sa part qu'ils pouvaient discontinuer les séances du concile. Ravis de cette résolution, les légats congédièrent les pères assemblés. Philippe traita dès-lors Isemburge en reine; mais il ne la reçut pas à la cour, et il la confina de nouveau à Etampes, où il voulut qu'on lui rendît tous les honneurs dus à son rang.

La princesse Agnès de Méranie s'était retirée à Poissi, où elle mourut à la fleur de sa jeunesse. Le roi fut très-touché de cette perte, et ne s'en consola qu'en prenant un soin tout particulier de l'éducation des deux enfants qu'elle lui avait laissés. Ces enfants furent légitimés par une bulle du pape et par les décisions des archevêques de Sens et de Bourges. Cependant la princesse ne fut appelée que *Madame Marie,* quoique jusque-là les filles des rois de France eussent porté le titre de reines.





LIVRE VII.

Croisade de Constantinople. — Mariage de la duchesse de Bretagne. — Sixième guerre contre les Anglais. — Le roi entre en Normandie. — Exploits d'Artus, duc de Bretagne. — Il est fait prisonnier. — Mort d'Artus. — Condamnation du roi d'Angleterre à la cour des pairs. — Conquête de la Normandie, de l'Anjou, du Maine, de la Touraine et du Poitou.

PENDANT que les deux royaumes étaient en guerre, quelques Français formèrent le projet d'une croisade, qui égala et peut-être surpassa la gloire de celles qui l'avaient précédée. Saladin était mort, et la division s'était mise dans sa famille. Le roi de Jérusalem avait laissé deux filles au berceau, qui étaient destinées à la succession de son royaume, et des comtés de Champagne et de Brie; la fortune en décida autrement. Le prince Thibaud, leur oncle,

qui était resté en France, s'empara des deux provinces, et la reine Isabelle, leur mère, se remaria avec Emeri de Lusignan, roi de Chypre. La faiblesse de ce roi fit traîner les affaires en longueur, bien qu'il lui fût arrivé un puissant renfort d'Allemands, commandés par le duc de Saxe, qui avait remporté une victoire signalée sur Saphadin, frère de Saladin. Les Allemands quittèrent la Palestine, et l'on avait à craindre que les Sarrasins ne s'emparassent de tout le pays.

Innocent III envoya des légats à tous les princes chrétiens, pour les engager à prendre la croix. Le cardinal de Capoue passa en France, et obtint des deux rois, à la conférence des Andelys, que la croisade serait prêchée dans leurs états; mais il ne put les y déterminer eux-mêmes. On publia donc de nouveau le voyage de la terre sainte.

Foulques, curé de Neuilly-sur-Marne, et Pierre de Roucy, prêtre du diocèse de Paris, prêchèrent la croisade dans toute la France, aidés du célèbre Herluin, moine de Saint-Denis. Foulques prit le premier la croix à Citeaux, au moment où le chapitre général de cet ordre y était convoqué; l'évêque de Langres suivit son exemple, qui attira une infinité de monde.

On apprit en même temps que le comte de Champagne avait fait publier un tournoi entre Bray et

Corbie, où toute la noblesse de France devait se trouver.

Foulques y courut, et prêcha la croisade avec tant de zèle et de piété que le comte voulut recevoir la croix de ses mains. Son exemple fut suivi par Louis de Champagne, comte de Blois et de Chartres, son cousin germain, par Simon, comte de Montfort, Gui, seigneur de Coucy, Matthieu, seigneur de Montmorency, Gautier, comte de Brienne, Jean de Brienne, son frère, Geofroy, seigneur de Joinville, et Geofroy de Villehardouin, l'un sénéchal et l'autre maréchal de Champagne. Un nombre considérable de chevaliers les imita. On élut pour chef, d'une commune voix, le comte de Champagne; puis on se sépara, pour mettre ordre à ses affaires, et pour amasser les fonds nécessaires à une telle entreprise.

Sitôt que le bruit de cette nouvelle croisade se fut répandu en France, presque tous les princes se hâtèrent d'y concourir. Baudouin, comte de Flandre et de Hainaut, et Marie de Champagne, sa femme, sœur du comte de Champagne, prirent la croix. Le comte atteignait sa vingt-huitième année, il aimait les armes, et il s'était acquis de la réputation dans la guerre qu'il avait soutenue contre la France. Toute la cour de Flandre et du Hainaut suivit l'exemple du souverain.

Les princes croisés s'assemblèrent d'abord à Sois-

sons, puis à Compiègne, où le comte de Champagne fut solennellement reconnu chef de la croisade; mais on lui associa les comtes de Flandre et de Blois. Les trois chefs nommèrent chacun deux députés, qui devaient régler les difficultés inséparables d'une si grande entreprise. Les députés furent d'avis que l'expédition se ferait par mer, et ils résolurent de s'adresser aux Vénitiens, afin d'obtenir leur flotte pour la traversée. Ils partirent donc pour Venise, et firent un traité avec le doge, par lequel il s'engageait à fournir, pour le mois de juin de l'année 1202, assez de vaisseaux pour transporter en Asie quatre mille cinq cents chevaliers avec leurs chevaux, neuf mille écuyers, vingt mille fantassins, tous les vivres et toutes les munitions nécessaires pour faire subsister ses troupes pendant un an, et de les entretenir tout ce temps-là, moyennant huit cent mille écus. La république s'engagea à fournir, outre cela, cinquante galères chargées de troupes, qui feraient partie de l'expédition, et qui seraient commandées par le doge, qui prit lui-même la croix. On ajouta au traité que toutes les conquêtes qui se feraient seraient partagées entre les princes croisés et les Vénitiens.

Les députés revinrent pleins de joie annoncer ce traité aux chefs de l'armée. Mais cette joie fut troublée par la mort de Foulques, curé de Neuilly, par

celle du cardinal de Champagne, et bientôt après par celle du comte de Champagne lui-même qui succomba à une cruelle maladie dans la force de l'âge. Ces tristes évènements ne mirent toutefois point d'entrave aux projets de la croisade. Le comte de Champagne, en mourant, avait ordonné que ses troupes serviraient sous Regnard, comte de Dampierre. Eudes III, duc de Bourgogne, et Thibaud, comte de Bar, ne s'étant pas crus dignes d'accepter le commandement de l'armée, à la place du comte de Champagne, on en fit la proposition à Boniface, marquis de Montférat, qui accepta cet honneur. Le roi sanctionna cette élection, et chacun se disposa à partir.

Philippe, encore sous l'impression des désastres de l'expédition, à laquelle il avait pris part, vit tous ces préparatifs sans partager l'enthousiasme général. Il s'attachait uniquement au gouvernement de ses états, et à profiter des occasions qui se présenteraient pour les agrandir. La maison de Thouars, en Poitou, voulait à peine reconnaître la supériorité de la France, bien qu'elle possédât quelques fiefs qui en relevaient directement. Le roi prit les armes pour l'humilier, défit le vicomte Aimery, et Gui, son frère, fut fait prisonnier. Gui de Thouars était le plus beau cavalier de l'Europe, et ne pouvait se flatter d'épouser Constance, duchesse de Bretagne,

tant qu'il serait dans l'inimitié du roi. Aussi demanda-t-il sa protection, et de prisonnier qu'il était, il lui offrit d'entrer dans ses intérêts. Le roi crut se l'attirer par un si grand bienfait; il lui rendit la liberté, et employa son ascendant pour déterminer la duchesse à ce mariage. Elle l'épousa à Rennes, et Thouars s'en montra toujours reconnaissant envers Philippe.

Ce prince sut tirer de bien plus grands avantages d'une autre alliance. Le roi d'Angleterre, qui s'était épris d'Isabelle, fille du comte d'Angoulême, fit annuler son mariage avec la reine, sa femme, et passa en France, où il eut une conférence avec le roi aux Andelys. Il passa ensuite dans le Poitou, puis à Angoulême, où le comte l'avait invité à assister à la cérémonie des noces de sa fille avec Hugues de Lusignan, fils aîné du comte de la Marche. Le roi d'Angleterre s'y rendit; mais le jour des noces, il enleva la princesse et la conduisit à Poitiers, où il l'épousa; de là, il passa avec elle en Angleterre et la fit couronner à Westminster.

Hugues de Lusignan jura de tirer vengeance de la perfidie du roi d'Angleterre. Geofroy et Raoul de Lusignan, ses frères, qui passaient pour être les plus grands capitaines de leur siècle, se joignirent au comte de la Marche. Ils attirèrent dans leur parti Guillaume de Lusignan, seigneur de Soubise, Vinomare, vicomte de Limoges, Guillaume et Savary de

Mauléon, qui tous ensemble implorèrent la protection du roi. Il ne pouvait se présenter d'occasion plus favorable pour les plans de Philippe.

La plupart des seigneurs étaient partis pour l'Orient. L'armée du roi était nombreuse, et son trésor lui suffisait pour l'entretenir et faire de nouvelles levées. Il promit aux Lusignan de leur prêter assistance, et à la première occasion d'attaquer lui-même le roi d'Angleterre.

Lusignan, avec toutes les forces du comte de la Marche, son père, entra dans le Poitou, et y mit tout à feu et à sang; en même temps le comte d'Eu se jeta dans la Normandie, et y fit de grands ravages. Jean, surpris de tant d'audace, descendit en Normandie, saccagea le comté d'Eu, et prit la ville de Driencourt. La maison de Lusignan porta ses plaintes au roi et lui demanda justice. Philippe somma le roi d'Angleterre de répondre aux griefs articulés contre lui, et en même temps de lui rendre hommage de l'Aquitaine, dont il avait la jouissance. Le duc de Bretagne s'adressa également à Philippe, renouvelant ses prétentions sur les trois provinces d'Anjou, du Maine et de Touraine. Jean demanda une entrevue au roi auprès de Gaillon. Philippe y parla en seigneur suzerain, et intimida le roi d'Angleterre. On indiqua une autre conférence auprès de Loudun; le roi anglais ne s'y étant point présenté, on le fit

sommer trois fois de comparaître devant la cour du roi, et les délais étant expirés, Philippe se mit en campagne.

Ses troupes enlevèrent en peu de temps plusieurs petites places. Le duc de Bretagne vint trouver le roi à Gournay. La duchesse Constance, sa mère, était morte, et il venait rendre hommage de la Bretagne. Il espérait en même temps que le roi lui prêterait son appui dans la conquête qu'il méditait de l'Anjou, du Maine et de la Touraine, ce qui l'empêcha de contester les termes de cet hommage, qui jusque-là n'avait été que simple, et que le roi fit rendre lige. Ensuite il emmena le duc à Paris, où il lui promit de nouveau son assistance. De plus, il lui accorda en mariage Madame, qui n'était alors âgée que de cinq à six ans. Les fiançailles se célébrèrent au milieu de la plus grande réjouissance.

Fier de cette alliance, le jeune duc conduisit ses troupes dans la Touraine. Le roi lui donna deux cents chevaliers, et le dauphin d'Auvergne, pour l'aider de ses conseils. A l'approche de cette armée, les villes de Tours et d'Angers secouèrent le joug des Anglais, et avec un peu de prudence Artus eût conquis facilement les autres villes de ces provinces. Sans daigner attendre cinq cents chevaliers bretons qu'on lui envoyait, il confia Angers à Guillaume des Roches, et entra dans le Poitou, où toutes les forces de la

maison de Lusignan le joignirent. Il courut aussitôt assiéger Mirebeau, où la reine Eléonore s'était enfermée. Il emporta assez facilement cette place, et investit le château, qu'il ne pressa pas assez vivement, espérant que la reine, son aïeule, lui en ouvrirait les portes.

Le roi d'Angleterre, averti par cette princesse de l'extrémité où elle se trouvait, se hâta de marcher à son secours. Des Roches forma le dessein de terminer une guerre qui désolait sa patrie. Persuadé que le roi d'Angleterre triompherait tôt ou tard, il voulut réconcilier Artus avec son oncle, et il fit un traité avec ce prince, par lequel Jean s'engageait à ne faire aucun mal au duc de Bretagne s'il tombait entre ses mains, à régler à l'amiable ses prétentions avec lui, à laisser la vie sauve aux seigneurs qui l'avaient suivi, et surtout à n'en transporter aucun en Angleterre. Le roi d'Angleterre donna son assentiment à tout; Des Roches lui remit Angers, et joignit ses troupes aux siennes. Ce prince marcha ensuite secrètement vers Mirebeau; il fondit sur les assiégeants à la pointe du jour, dans le temps que tout le monde le croyait encore en Normandie. Il les trouva les uns à table, les autres au lit, et il les tailla facilement en pièces, en faisant prisonniers le duc de Bretagne, le comte d'Eu, Lusignan et une infinité d'autres seigneurs. Jamais victoire ne fut plus

complète. Le vainqueur, oubliant son traité avec des Roches, fit pendre sur le champ de bataille cent quatre-vingt-quatre gentilshommes. Il mit Eu, Lusignan et les seigneurs les plus qualifiés dans les places fortes de ses états, où quarante moururent de faim et de misère. Il chargea de fers le duc de Bretagne, et l'envoya prisonnier à Falaise. Il reprit aisément toutes les conquêtes que ce jeune prince avait faites, et même la ville de Tours, dont il châtia les habitants, après avoir fait mettre le feu aux maisons où Artus avait tenu son conseil.

Le bruit de cette guerre avait alarmé Innocent III, qui désirait toujours réunir les efforts des princes chrétiens contre les infidèles. Il fit partir en toute hâte un légat, pour exhorter les deux rois à la paix. Le légat leur prescrivit d'assembler les évêques et les seigneurs de leurs états, afin de terminer leurs différends à l'amiable. Le roi d'Angleterre acquiesça à cette sentence; mais Philippe, qui avait fait de grands préparatifs, ne voulut pas se rendre. Il réunit néanmoins le clergé de son royaume à Mantes; mais ce fut pour l'engager à révoquer la sentence du légat, et il continua ses préparatifs.

Le roi d'Angleterre était très-embarrassé de la prise du duc de Bretagne. Il le haïssait mortellement, à cause des droits qu'il avait sur les provinces de France et sur la couronne d'Angleterre. Sa mort eût

levé tous les obstacles ; mais il en craignait les suites, et il redoutait surtout la reine, sa mère, qui était aussi aïeule d'Artus. Par malheur cette princesse vint à mourir dans un âge très-avancé au monastère de Fontevrault, où elle s'était retirée. Alors le roi d'Angleterre fit transférer le prince, de Falaise au château de Rouen. On ajoute qu'il lui offrit sa liberté, s'il voulait le reconnaître pour son souverain. Artus ne lui répondit que par des mépris, et le traita d'usurpateur. Le roi d'Angleterre chargea alors Guillaume de Bray, son capitaine des gardes, de poignarder le duc de Bretagne. De Bray répliqua qu'il était gentilhomme et non pas bourreau; et, après ce refus, il s'éloigna de la cour. Le roi d'Angleterre, suivi de quelques gardes, fit sortir le duc de son cachot, pendant la nuit, et le fit marcher à cheval devant lui. Artus se figurait qu'on le changeait de prison; mais tout-à-coup il se sentit frappé par derrière, aucune résistance n'était possible; il succomba bientôt et son corps fut jeté dans la Seine.

Le roi d'Angleterre, dans l'espoir de cacher son crime, fit répandre le bruit que le duc de Bretagne était tombé dans la rivière, en voulant s'échapper de la tour où il était prisonnier, et qu'il s'était noyé. Personne n'y ajouta foi ; tout le monde, au contraire, considéra le roi comme le meurtrier de son neveu ; et ce crime parut si atroce que les

princes et les peuples souffrirent, pour en tirer vengeance, que la France chassât les Anglais du continent, et jetât les fondements de la grandeur où nous la voyons aujourd'hui.

Jean, délivré de son compétiteur, prétendit qu'on devait lui déférer la régence de la Bretagne, en sa qualité d'oncle et de tuteur d'Eléonore. Mais la douleur des Bretons ne resta pas inactive. On assembla les états à Vannes, et l'on décida qu'Alix, fille aînée de Gui de Thouars et de la duchesse Constance, serait déclarée duchesse de Bretagne, quoiqu'elle n'eût que trois ans, et que son père serait nommé son tuteur, avec le titre de duc. Les Bretons résolurent en même temps de poursuivre par les armes le roi d'Angleterre, meurtrier de leur prince, et de s'adresser, pour cet effet, au roi de France, leur seigneur suzerain.

L'évêque de Rennes et Richard, maréchal de Bretagne, furent députés vers Philippe pour demander que le roi d'Angleterre fût puni. Ils se jetèrent aux pieds du roi et implorèrent sa justice. Philippe, qui aimait tendrement Artus, fit signifier au roi Jean de comparaître devant la cour des pairs.

Aussitôt que les délais furent expirés, les pairs déclarèrent Jean, duc de Normandie et de Guienne, comte d'Anjou, du Maine, de Touraine et de Poitou, convaincu de parricide et de félonie; toutes ses terres dépendantes de la couronne acquises et confisquées

au roi ; ses fauteurs et adhérents, criminels de lèze-majesté. Ensuite le roi entra d'un côté en Normandie avec une puissante armée, pendant que les Bretons y descendaient de l'autre. On n'avait point encore vu de conquête si rapide. Nonancourt et Conches ouvrirent leurs portes à l'armée royale ; et Philippe en fit présent à Robert de Courtenay, seigneur de Champignelle. La ville et l'île des Andelys, quoique très-fortes, tombèrent entre les mains des Français. Radepont fut emporté d'assaut. Le siége de Château-Gaillard, situé sur un roc escarpé, dura cinq mois. Vandereuil, le pont de l'Arche et Montfort ne firent point de résistance.

Le roi Jean, qui pendant ce temps-là s'abandonnait à Caen à tous les plaisirs, se contenta de faire démanteler la plupart de ses places, afin, disait-il, de pouvoir les reprendre avec autant de facilité qu'il les aurait perdues. Cependant, ayant appris qu'un grand nombre de seigneurs de la province allaient faire hommage au roi, et que Philippe s'avançait vers la Normandie, il fut tellement effrayé qu'il s'embarqua pour l'Angleterre, abandonnant au hasard tout le succès de cette guerre.

D'un autre côté, le duc de Bretagne, assisté du vicomte de Thouars, son frère, assiégea le Mont-Saint-Michel ; cette place fut prise et rasée. De là, les Bretons, pénétrant plus avant dans la province, s'em-

parèrent d'Avranches, et joignirent l'armée du roi dans la basse Normandie.

Philippe continua rapidement ses conquêtes. Domfront, Falaise, Caen, Coutance, Bayeux, Lisieux, Séez, Argentau, tombèrent en son pouvoir. Philippe traita ces peuples avec beaucoup de douceur et de bonté. Il manifesta au duc de Bretagne, qui était venu le rejoindre à Caen, beaucoup de regret de l'incendie du Mont-Saint-Michel; il ordonna qu'on le réparât au plus tôt, et qu'on y fît rebâtir l'église.

Cependant une escadre anglaise vint aborder en Bretagne, assiégea, prit et pilla Dol, et répandit la consternation dans cette partie de la province. Le duc se hâta de marcher au secours de son pays, avec un renfort de troupes que lui donna le roi, sous les ordres du comte de Boulogne et de Desbarres. Au bruit de leur approche les Anglais abandonnèrent Dol. Le roi, ayant réuni toute son armée, alla enfin mettre le siége devant Rouen, capitale de la province.

La ville était entourée d'une double muraille avec un triple fossé; il y avait une forte garnison, et les habitants affectionnaient beaucoup leurs princes. Aussi s'attendait-on que ce siége serait long et meurtrier. On dressa les batteries avec une extrême diligence, et les attaques se succédaient rapidement. Les assiégés, de leur côté, faisaient de fréquentes et vigou-

reuses sorties, ce qui rendit le siége extrêmement périlleux les dix premiers jours.

Le roi fit prévenir les habitants de Rouen que toute résistance était inutile; qu'elle pouvait seulement retarder la prise de la ville, mais non l'empêcher; que n'ayant point de secours à espérer, il fallait qu'ils cédassent devant une armée victorieuse, et que tout le fruit de leur opiniâtreté serait d'empêcher le vainqueur d'user à leur égard de la même bonté, dont il avait usé envers les autres villes.

Les assiégés trouvèrent ces remontrances si raisonnables, qu'ils offrirent de capituler aux conditions suivantes : La première, qu'il leur serait accordé un mois entier pour attendre le secours de l'Angleterre. La seconde, que s'ils n'étaient pas secourus dans le terme limité, ils se soumettraient au roi, ainsi que les autres villes qui n'étaient pas encore subjuguées, au nombre desquelles se trouvaient Verneuil et Arques. La troisième, que sa majesté conserverait tous leurs priviléges, et rendrait au clergé de Rouen le droit d'élire ses prélats. On ne leur contesta aucun de ces articles; ils donnèrent soixante otages et le roi attendit l'expiration du terme. Les assiégés, au contraire, envoyèrent des députés à Londres pour faire hâter le secours; ceux-ci trouvèrent le roi Jean occupé à jouer aux échecs; il ne leur laissa point le temps de parler, et dit,

avec dédain, qu'il reprendrait en un mois toutes les conquêtes que Philippe avait faites en quatre ans; puis il les quitta brusquement. Cette réponse étant connue à Rouen, les portes en furent ouvertes au roi, qui se mit en possession du reste de la Normandie.

Après cette conquête, Philippe dirigea ses forces vers les autres provinces. Des Roches, gouverneur d'Angers, voulut montrer, en abandonnant le roi Jean, qu'il n'avait été que la cause involontaire de la mort du prince Artus. Il se déclara du parti du roi, et lui livra les trois provinces d'Anjou, du Maine et de la Touraine. Ebloui d'une fortune si rapide, Philippe partagea presque ses conquêtes avec Des Roches, le créa sénéchal héréditaire des trois provinces, et lui assigna un revenu immense.

Dans le même temps, le maréchal du Mets avait entamé le Poitou, où le vicomte de Thouars entretenait des intelligences. Girard, gouverneur de la province, s'était retiré dans la ville de Loches, qui en était comme le rempart. Philippe étant arrivé avec toutes ses forces, et un nombre considérable de machines de guerre, assiégea cette place, s'en rendit maître, et fit le gouverneur prisonnier. Chinon et Châtillon-sur-Indre eurent le même sort. Poitiers suivit bientôt après et donna l'exemple au reste du Poitou. Deux ans suffirent pour obtenir des résultats si con-

sidérables, et des cinq provinces de Normandie, du Maine, de l'Anjou, de la Touraine et du Poitou, il ne resta aux Anglais que les villes de Niort, de Thouars et de La Rochelle.





LIVRE VIII.

Suite de la croisade de Constantinople. — Translation de l'empire d'Orient des Grecs aux Latins. — Mauvais succès de la croisade en Palestine. — Conquêtes de Gautier de Brienne en Sicile. — Il meurt au siége de Sarno.

PENDANT que les Français étendaient leur domination en Europe, ils portaient d'un autre côté leur renommée jusqu'aux extrémités de l'Orient. Les comtes de Flandre et de Blois avaient été déclarés chefs de la croisade, et avaient partagé le commandement avec le marquis de Montferrat.

L'armée attendait avec impatience, à Venise, lieu fixé pour le rendez-vous, le retour de la belle saison, lorsque les princes reçurent une ambassade de la part de l'empereur Philippe de Souabe et d'Alexis Comnène.

Nous avons vu que, sept ans auparavant, Isaac Lange avait été élevé sur le trône de Constantinople à la place d'Andronic I. Mais, loin de s'appliquer à rétablir les affaires de l'empire, il s'était plongé dans les délices et dans la volupté. Alexis, son frère, qui s'était acquis quelque réputation dans les armes, gagna facilement le peuple et l'armée; puis, s'étant assuré de l'empereur, il lui fit crever les yeux et s'empara du trône.

Alexis Comnène, fils d'Isaac, méprisant les bienfaits d'Alexis III, monta sur un vaisseau Pisan qui était à Galata, s'échappa, déguisé en matelot, puis se réfugia en Allemagne, auprès de l'empereur Philippe de Souabe, son beau-frère. On le reçut avec bonté; mais la guerre que Philippe soutenait contre Othon de Saxe, son concurrent à l'empire, l'empêchait de rien entreprendre pour Comnène. Ils envoyèrent des ambassadeurs aux princes croisés pour tenter le rétablissement du jeune prince. Comnène leur offrait deux cent mille marcs d'argent, un passage par ses états, pour se rendre en Palestine, des vivres en abondance pour l'armée, dix mille hommes payés et entretenus pendant un an, cinq cents chevaliers qui se fixeraient pour toujours en Palestine. Il offrit, en outre, de faire cesser le schisme qui séparait l'église grecque de l'église latine, et de reconnaître la souveraineté du Pape. Ces brillantes conditions déterminèrent les princes croisés à les accepter.

Cependant, désirant obtenir l'assentiment du pape, ils lui déléguèrent le cardinal de Capoue, pour l'informer de si grands avantages. Sa Sainteté, espérant de son côté arriver à la réunion des deux Eglises, sans effusion de sang, fit défendre aux croisés d'entreprendre cette expédition. La plupart des princes ne déférèrent point à cette défense ; mais un assez grand nombre se détacha des chefs et plusieurs retournèrent en France, entre autres le comte de Brienne. Montfort se conforma avec les siens aux décisions du pape. Les Vénitiens et les autres princes croisés de leur côté conclurent le traité avec Comnène et l'empereur Philippe, qui s'en rendait garant. Le pape prescrivit aux cardinaux de Capoue et de Sainte-Praxède, ses légats, de quitter l'armée, et ils s'embarquèrent avec Montfort pour la Syrie. Les princes n'en continuèrent pas moins leur entreprise, et le pape finit par donner son assentiment à une expédition qu'il ne pouvait plus empêcher.

Comnène devait arriver avec une suite digne de son rang. Comme il tardait longtemps et que la saison était très-favorable, les comtes de Flandre et de Blois s'embarquèrent pour aller assiéger Corfou, en attendant le reste de l'armée. Comnène, étant enfin arrivé avec une flotte montée par des troupes allemandes, le doge et le marquis de Montferrat se rendirent avec ce prince devant Corfou, qui, ne

pouvant résister à tant de forces réunies, reconnut Comnène pour empereur. Alors toute la flotte, composée de trois cents vaisseaux, se mit en mer. L'armée se divisa à Négrepont en deux escadres. Le doge et le comte de Blois, qui en commandaient une, passèrent le détroit de l'Hellespont, et prirent Abydos, en Asie. L'autre escadre, commandée par Commène, le comte de Flandre et le marquis de Montferrat, s'empara d'un grand nombre d'îles, entre autres de celle d'Andros. Les deux flottes se réunirent ensuite à Calcédoine, qui ouvrit ses portes. De là on débarqua à Scutari, et l'on marcha par terre le long du Bosphore, à la vue des ennemis, jusqu'au détroit de Constantinople, qu'il fallait traverser pour s'ouvrir un chemin vers la ville impériale.

Constantinople, le siége de l'empire et la capitale de l'Orient, était dans ce siècle la plus belle, la plus grande et la plus forte ville du monde. Le nombre de ses habitants était immense; on en comptait quatre cent mille capables de porter les armes. L'empereur, méprisant l'entreprise des croisés, aimait à répéter qu'une partie de ses gardes suffirait pour lui amener tous ces téméraires chargés de chaînes. Il campa en ordre de bataille sur le bord du Bosphore, après avoir fait tendre la chaîne du port, et en avoir confié la défense à vingt galères bien équipées.

N'ayant pas toutefois une grande confiance en lui-

même, il envoya des ambassadeurs aux princes croisés leur offrir des vivres et un passage pour la terre sainte. Conon de Béthune répondit, au nom des princes, qu'ils ne marcheraient vers Jérusalem que lorsque Comnène serait rétabli sur le trône.

Le 8 juillet, les princes croisés passèrent le Bosphore, à la vue d'une armée formidable, qui, étonnée de tant de hardiesse, se mit à fuir avec précipitation, en leur abandonnant son camp. L'empereur ne se crut en sûreté que dans Constantinople. En même temps le doge forçait l'estacade, et se rendait maître du port. Ainsi le siége commença par terre et par mer, et fut poussé, pendant dix jours, avec une vigueur incroyable.

On forma deux attaques, l'une du côté du palais des Blaquernes, où les Vénitiens étaient campés, l'autre du port, où était le quartier des Français. Les machines, avançant peu les opérations, il fallait remporter tous les avantages à la pointe de l'épée. Enfin, ayant pratiqué une brêche à la courtine et aux tours du palais des Blaquernes, on donna un assaut général par terre et par mer le 17 juillet. Les Vénitiens, ayant arboré l'étendard de Saint-Marc sur une tour, les Grecs cédèrent du terrain. Les Vénitiens s'emparèrent de cent trente-cinq tours; les assiégés revenaient fondre sur eux avec impétuosité, quand les Vénitiens s'avisèrent de mettre le feu aux

maisons voisines, ce qui les empêcha eux-mêmes d'aller plus avant.

Les Français, d'un autre côté, attaquaient l'avant-mur, dont l'empereur avait confié la défense aux étrangers à sa solde. Ils le défendirent avec bravoure; et il fallut employer la sape et la mine pour s'emparer d'une tour, qui fut reprise peu de temps après. Les Français allaient se retirer dans leur camp, lorsqu'ils apprirent les succès des Vénitiens; alors, revenant à l'assaut, et les Vénitiens accourant pour les secourir, la lutte recommença plus violente et plus terrible. L'empereur sortit avec soixante bataillons pour combattre les princes. Les Français se disposèrent à la bataille; mais Alexis, craignant de payer de sa personne, rentra dans la ville et publia qu'il remettait le combat au lendemain.

A peine la nuit fut-elle arrivé, que, prenant ses trésors et un petit nombre de ses fidèles serviteurs, il monta sur une galère et se sauva par le Bosphore à Zagora, en Thrace, sans avoir prévenu de sa fuite l'impératrice Euphrosine, sa femme, qu'il laissa à Constantinople, avec les princesses, ses filles.

Le lendemain, toute la ville impériale fut en émoi; le peuple courut au palais, se saisit de l'impératrice et de ses filles, puis les traina dans la même prison où Alexis III tenait enfermés, depuis neuf ans, l'infortuné Isaac et l'impératrice Marguerite de Hongrie,

sa seconde femme. Les premières furent mises à la place d'Isaac et de Marguerite, qui remontèrent sur le trône. Passant tout d'un coup d'une affreuse captivité à une gloire si éclatante, quoique aveugle et accablé d'années, Isaac fit prévenir les princes croisés d'une si heureuse révolution. Ils lui députèrent aussitôt deux seigneurs français et deux italiens, pour lui faire ratifier le traité qui avait été conclu à Zara avec le prince, son fils. Isaac ne l'eut pas plus tôt signé, que les princes conduisirent Comnène, comme en triomphe, dans Constantinople. L'empereur reçut son fils avec la plus grande joie et l'associa aussitôt à l'empire. Comnène fut couronné dans l'Eglise de Sainte-Sophie, sous le nom d'Alexis IV.

Le nouvel empereur écrivit une lettre d'obéissance à Sa Sainteté, engagea le patriarche de Constantinople à reconnaître le pape pour chef de l'Eglise orthodoxe, et il donna aux princes croisés tout l'argent qui se trouva dans le trésor. Comme il ne suffisait pas pour l'acquitter envers eux, il leur demanda du temps et les engagea à passer l'hiver en Thrace. Les princes y consentirent et renouvelèrent entre eux leur confédération pour un an; cependant, pour rendre au nouvel empereur tout le service qu'il pouvait attendre de leur part, ils lui confièrent une partie de leurs troupes, avec lesquelles il chassa d'Andrinople et du reste de la Thrace Alexis III, qui occupait encore près de la moitié de l'empire.

Il existait pourtant entre les Grecs et les Latins une espèce d'antipathie : leurs mœurs et leur religion étaient différentes. Les premiers étaient jaloux de la gloire des Latins, qui venaient de donner un maître à l'Orient ; il leur était pénible encore de reconnaître la primauté du pape ; mais, ce qui les irrita le plus, ce furent les impôts énormes que les empereurs prélevèrent sur eux. Alexis Ducas, grand-maître de la garde-robe des empereurs, résolut de profiter des dispositions où étaient les Grecs. C'était un homme artificieux et rusé, qui depuis la guerre ne perdait point le trône de vue. Quoiqu'il fût marié, il espérait épouser Eudoxe, fille d'Alexis III, en répudiant sa femme, et il voulait la placer sur le trône.

Ducas, rempli de ces projets, s'insinua dans l'esprit du jeune empereur, et gagna sa confiance. Il lui représenta qu'il était dangereux pour lui d'accabler ses peuples, surtout dans un temps où Alexis III avait encore un grand nombre de partisans à Constantinople ; il lui fit comprendre qu'il ne devait point trop hâter l'exécution d'un traité que les princes croisés lui avaient fait signer tel qu'ils l'avaient voulu. Alexis IV écouta ces funestes conseils. Les princes, s'apercevant d'un grand refroidissement à leur égard, envoyèrent six députés en faire leurs plaintes ; Conon de Béthune, chef de la députation, en vint jusqu'aux reproches et aux menaces. Alexis s'emporta de son

côté, et dès le lendemain la guerre fut déclarée de part et d'autre.

Ducas félicita alors le jeune empereur d'avoir soutenu la majesté de son rang; mais il lui fit entrevoir qu'il devait faire comprendre aux princes chrétiens que le peuple seul était cause de cette rupture. Alexis, approuvant cet avis, député aussitôt vers les princes, pour les assurer qu'il était dans l'intention d'exécuter le traité de bonne foi. En même temps Ducas informa le peuple de ce qui se passait, et fit répandre le bruit que le jeune empereur voulait le livrer aux Latins. Le peuple se soulève, accable d'imprécations Alexis IV; on s'assemble dans Sainte-Sophie, on élit pour empereur Nicolas Cannabus. Celui-ci refuse l'empire, on le proclame Auguste; et le patriarche le couronne, malgré lui, avec les cérémonies d'usage.

Alexis IV s'effraie des progrès de la sédition. Ducas lui conseille d'implorer le secours des Latins et de les introduire dans Constantinople. Alexis envoie de nouveaux députés aux princes et offre de leur livrer le palais des Blaquernes. Le marquis de Montferrat accepte l'offre et se dispose à faire avancer l'armée; Ducas en donne avis au peuple, qui entoure le palais pour le forcer.

Avant le lever du soleil, Ducas entre dans la chambre du jeune prince, l'éveille en sursaut, s'écrie que tout

est perdu et que ses gardes le trahissent ; il le presse de le suivre pour le mettre en sûreté. Alexis suit Ducas, tout déshabillé ; on le charge de fers, et il est jeté dans un cachot. Ducas court apprendre au peuple qu'il s'est assuré de celui qui voulait les livrer aux Latins. On lui répond par mille cris d'applaudissements ; on l'appelle le libérateur de l'empire ; ses amis le saluent empereur, et les gardes suivent leur exemple. Ce même peuple, qui venait de reconnaître Cannabus, s'écrie : *Vive l'empereur Alexis Ducas !*

Ducas commença ensuite par s'assurer de Cannabus, qui ne fit rien pour conserver l'empire ; puis, ayant appris la mort d'Isaac Lange, il fit périr Alexis IV.

Cette nouvelle étant parvenue aux princes croisés, ils furent frappés d'abord d'étonnement et ensuite de pitié. Ils versèrent des larmes sur la mort d'Alexis IV, puis ils résolurent de le venger. Cependant leur armée affaiblie par les victoires précédentes se trouvait réduite à vingt mille hommes, et il fallait faire la conquête de tout l'empire. On ne pouvait néanmoins laisser un si grand crime impuni. Toute l'armée se rassembla et marcha en ordre de bataille vers la ville. Le prince Henri de Flandre alla assiéger Phinopolis, en Thrace. Ducas, qui avait pris le titre d'Alexis V, sortit avec tous ses gens de guerre pour secourir cette place. Ayant appris qu'il était trop tard, il dressa une embuscade au prince Henri, qui y tomba, en effet ; mais,

à la honte d'Alexis, dont il tailla l'armée en pièces, bien qu'il eût beaucoup moins de monde.

Cet heureux commencement aplanit toutes les difficultés ; l'armée s'embarqua le 8 avril. La flotte des Latins s'empara du port, pendant que le reste de l'armée voguait sur le Bosphore. L'empereur avait envoyé des députés aux princes croisés, pour les engager à une négociation. Il leur offrait des conditions très-avantageuses ; mais l'honneur l'emportant sur l'intérêt, on ne voulut rien écouter. Il prit donc le parti de se défendre : il avait fait réparer les fortifications de Constantinople ; et, à la tête d'une armée très-nombreuse, il espérait pouvoir écraser ses ennemis. Le 9 avril, les Latins tentèrent une descente sur le quai du port, et ils furent repoussés avec perte. Les Grecs célébrèrent cet avantage par des cris de triomphe. Le 12 avril, les princes recommencèrent l'attaque, et descendirent sur le quai l'épée à la main. Les Grecs prirent la fuite ; on attaqua la ville, qui fut bientôt forcée ; et, ce qui est presque incroyable, dix ou douze mille hommes prirent une ville défendue par quatre à cinq cent mille. Les Latins avançaient toujours en ordre de bataille, à cause de leur petit nombre, dans une ville où les Grecs eussent pu les ensevelir sous leurs lauriers. Au commencement de la nuit, les croisés se rallièrent sur la grande place, du côté du port,

et ils fortifièrent les postes qu'ils avaient enlevés.

L'empereur tâchait de rassurer les esprits; il se vantait d'accabler l'armée des Latins; mais secrètement il se proposait de s'éloigner dans quelque autre province de l'empire. Aussi à peine fut-il entré dans son palais, qu'il fit transporter dans un vaisseau ce qu'il avait de plus précieux, et, sans communiquer son dessein à l'impératrice, il s'échappa de Constantinople, emmenant avec lui la princesse Eudoxe, fille d'Alexis III, et l'impératrice Euphrosine, mère d'Eudoxe; il se rendit à Chiurli, à la faveur des ténèbres.

Sitôt que sa fuite fut connue, les Grecs en furent consternés; ils se portèrent en foule à Sainte-Sophie, et nommèrent empereur, à sa place, Théodore Lascaris, gendre d'Alexis III. Celui-ci feignit d'abord de se rendre aux vœux du peuple; mais, s'étant dégagé de la multitude, il sortit de la ville, et passa en Asie avec quelques-uns de ses amis.

Les Grecs, cette fois, perdirent toute espèce de courage : les grands de l'empire s'enfermèrent avec quelques troupes dans le palais des Blaquernes; le peuple s'abandonna aux larmes et aux gémissements. Dès la pointe du jour, le clergé courut en procession trouver les princes croisés et implorer leur clémence. Ceux-ci avaient passé la nuit sous les armes, et ils furent agréablement surpris d'apprendre que la conquête d'une si grande ville leur coûterait si peu.

Ils s'adressèrent au marquis de Montferrat et lui donnèrent le titre d'empereur.

Cependant les vainqueurs prirent toutes les précautions que la prudence exigeait dans une pareille occasion. On enjoignit aux habitants de se retirer dans leurs maisons et de ne pas en sortir sous peine de la vie. L'armée pénétra dans la ville en ordre de bataille. Le marquis de Montferrat s'empara du palais, où il trouva les impératrices Marguerite de Hongrie et Anne de France, sœur du roi. Il leur rendit les honneurs dus à leur naissance et à leur rang. Le prince Henri de Flandre s'assura du palais des Blaquernes, que les grands de l'empire lui rendirent, à condition qu'ils auraient la vie sauve. Les autres chefs s'emparèrent aussi facilement de tous les autres points de la ville.

Constantinople fut ensuite livrée au pillage; le soldat n'observa plus ni ordre ni discipline et s'abandonna à tous les excès, sans trouver la moindre résistance de la part de plus de deux millions d'habitants, que comptait la ville.

Dans ce pillage, le moindre soldat y trouva sa fortune; et chacun n'aspira plus alors' qu'à aller en jouir paisiblement dans sa patrie; ce qui affaiblit de beaucoup les vainqueurs. On n'observa point à la lettre l'ordre qui avait été donné de mettre tout le butin en commun; cependant la totalité s'élevait à une

somme prodigieuse. On y préleva d'abord les frais de l'armement des Vénitiens ; on fit ensuite trois parts du reste, qui se monta à cinq cent mille marcs d'argent. Le premier lot fut dévolu aux Français pour être partagé entre les chefs et les soldats ; le deuxième fut distribué entre les Vénitiens, et le troisième fut réservé pour celui qui serait élu empereur.

L'élection d'un empereur et d'un patriarche occupa ensuite tous les esprits. On nomma douze électeurs, six Français et autant de Vénitiens, et il fut convenu que si l'empereur était français, le patriarche serait vénitien; de même que si l'empereur était vénitien, le patriarche devait être français. Toutes les brigues des électeurs vénitiens et des officiers de la république se réduisaient à exclure de l'empire le marquis de Montferrat, prince italien, dont l'élévation leur eût porté ombrage ; cependant il était le premier chef de la croisade, et on lui devait la plupart des succès de cette expédition ; il n'y avait que le comte de Flandre qui pût entrer en parallèle avec lui.

Les électeurs s'assemblèrent dans la chapelle du palais impérial. Les six électeurs vénitiens nommèrent le comte ; trois électeurs français, gagnés par eux, lui donnèrent aussi leurs suffrages, et les trois autres finirent par se déclarer en sa faveur. Baudouin fut donc proclamé empereur, le second dimanche après Pâques de l'année 1204 ; le marquis de Montferrat fut

le premier qui reconnût ses nouveaux titres et qui le saluât empereur.

Toute l'armée et les Grecs mêmes applaudirent à ce choix. Baudouin fut couronné dans Sainte-Sophie, huit jours après son élection, par Thomas Morosini, qui avait été élu patriarche.

L'empire des Grecs fut ensuite divisé en une foule de souverainetés, que se partagèrent les divers seigneurs. Les deux Alexis occupaient encore une partie de la Thrace. Théodore Lascaris s'était établi à Nicée, où il avait pris la pourpre et où la plupart des Grecs s'étaient réfugiés auprès de lui. La maison des Comnène forma trois états en Epire, à Héraclée et à Trébisonde, sous ses trois chefs, Michel, David et Alexis Comnène. Ce dernier prit le nom d'empereur et fut le fondateur de l'empire de Trébisonde.

Baudouin, après son couronnement, donna son armée au prince Henri, son frère, pour chasser de la Thrace Alexis V, qui s'était retiré à Chiurli. Alexis, en arrivant dans cette ville, avait répudié la princesse, sa femme, pour épouser Eudoxe. Au premier bruit de l'arrivée du prince Henri. il s'enfuit à Maximianopoli avec sa nouvelle épouse et Euphrosine, sa mère; mais bientôt il alla rejoindre Alexis III, et crut qu'il en serait bien accueilli. Celui-ci dissimula d'abord les sentiments de haine qu'il avait pour lui; puis, l'ayant attiré dans un grand festin, il le fit arrêter

au sortir de table, lui fit crever les yeux et le relégua dans une obscure prison.

Il n'eut pas le temps de goûter le plaisir de la vengeance. L'empereur Baudouin marcha promptement contre lui avec son armée. Alexis se sauva alors en Epire, dans le dessein de se joindre à David Comnène. Dans le désordre de sa fuite, Alexis v gagna ses gardes et se sauva par l'Hellespont; mais un vaisseau de la flotte de Baudouin l'attaqua dans le détroit et le fit prisonnier. Il fut conduit à Constantinople, où, à cause de la mort d'Alexis IV, il fut condamné à être précipité de la colonne du Taureau dans l'Hippodrome. La sentence s'exécuta, et il fut écrasé en tombant. Alexis III ne fut guère plus heureux; il se défendit quelque temps en Macédoine contre le roi de Thessalie. Se voyant sur le point d'être accablé, il se rendit à ce prince avec Euphrosine, sa femme.

Tel fut le succès de l'expédition de Constantinople, si glorieuse pour les princes croisés. Tous ceux qui s'étaient séparés d'eux eurent lieu de s'en repentir. Le comte de Dampierre, le prince Thierry de Flandre et l'évêque d'Autun s'étaient rendus directement en Palestine avec les troupes de Champagne, de Flandre et de Bourgogne, qu'ils commandaient. Simon et Gui de Montfort étaient allés les rejoindre à Acre, où la comtesse de Flandre, Marie de Champagne, était arrivée avec eux sur une autre flotte. Le pays était désolé

par la peste, et déchiré en même temps par une guerre civile, qui s'était élevée entre Léon, roi d'Arménie, et Bohémond, prince d'Antioche.

La plupart des croisés, refroidis par ces évènements, regagnèrent la France. Dampierre, qui avait pris parti pour le prince d'Antioche, fut surpris dans une embuscade par le soudan d'Alep, qui le retint trente ans prisonnier. La comtesse de Flandre participa aussi à leur malheur. Obligée d'aborder à Acre, elle y reçut la nouvelle de l'élévation de son mari à l'empire d'Orient, et elle apprit en même temps que la flotte impériale était en mer pour la conduire à Constantinople. La joie qu'elle en éprouva fut si grande qu'elle en mourut presque subitement. La flotte remporta son corps, qui fut inhumé à Sainte-Sophie.





LIVRE IX.

Le roi assure ses conquêtes. — Descente du roi d'Angleterre en France ; ses progrès. — Mariage de Madame et mort de la reine-mère. — Affaires de Bourgogne. — Philippe donne un roi à la Palestine. — Naissance du prince Philippe. — Le roi dépouille le comte d'Auvergne. — Hérésie des Albigeois. — Mort du légat Chateauneuf. — Excommunication du comte de Toulouse. — Sa réparation publique. — Croisade des Albigeois. — Conquête du Languedoc par le comte de Montfort.

TOUTE l'Europe s'était montrée attentive à l'expédition de Constantinople, et la France beaucoup plus que les autres nations. Le pape, qui s'était d'abord opposé à l'entreprise d'Orient, fut le premier à rehausser les exploits des princes, et à exhorter tous les souverains de l'Europe à leur envoyer de puissants secours. On croyait que Philippe y contribuerait, parce que l'empereur de Constantinople était son beau-frère, et qu'il lui avait envoyé les plus

précieuses reliques. Le roi reçut avec beaucoup de piété cet auguste présent; mais, n'oubliant pas que tôt ou tard les Anglais feraient leurs efforts pour recouvrer les domaines qu'ils avaient perdus, il n'envoya aucun secours en Orient, et attendit les évènements.

Pendant qu'il était encore dans le Poitou, il avait mandé auprès de lui le comte et la comtesse d'Angoulème, et il leur avait déclaré qu'ils lui étaient suspects depuis le mariage de leur fille avec le roi d'Angleterre. Il exigea d'eux un nouveau serment par lequel ils s'obligèrent à ne secourir le roi, leur gendre, ni directement, ni indirectement. Langeais, place forte dans l'Anjou, avait fait autrefois partie du domaine des ducs de Bretagne. Artus I en avait fait don au seigneur de Laval. Le roi sut se l'approprier adroitement en lui donnant en échange la ville de Guérande. D'Anjou, Philippe entra en Normandie, et tint à Rouen une assemblée de notables.

Le roi d'Angleterre, qui s'était vanté hautement de reconquérir les provinces qu'il avait perdues, fit de grands préparatifs, et mit en mer une flotte très-puissante. Il se flattait d'autant plus du succès, qu'il avait détaché du parti du roi Gui de Thouars, régent de Bretagne, et Aimeri, vicomte de Thouars, son frère. Il débarqua à la Rochelle, et fut joint à son arrivée par le vicomte de Thouars et par Savary de Mauléon. Ayant repris quelques petites places dans la

Guienne, il arriva dans le Poitou. Philippe qui s'y trouvait alors, mais avec des forces bien inférieures à celles de l'ennemi, ne jugea pas convenable de s'exposer à une bataille rangée il dispersa son armée dans les places fortes, et les ayant bien pourvues de tout ce qui était nécessaire pour soutenir un siége, il se retira à Paris.

Le roi d'Angleterre parcourut et dévasta plusieurs villes de l'Anjou et de la Bretagne, prit Dol, en fit fortifier le château; et quelques-uns des siens, s'étant emparés du promontoire de Garplic, aujourd'hui Guesclin, il y fit construire un fort pour favoriser une descente toutes les fois qu'il voudrait la tenter. Après ces courses, il remonta sur ses vaisseaux, et repassa en Angleterre.

Philippe n'en fut pas plus tôt informé, qu'il se remit à son tour en campagne. Il reprit Angers, et s'attacha à humilier le vicomte de Thouars. Il lui prit Parthenay, sa plus forte place; puis il alla investir le régent dans Nantes; il fit offrir à Gui le domaine de Loudun, s'il voulait se ranger de son parti. Celui-ci accepta les offres, et le roi entra dans Nantes.

Philippe enleva ainsi facilement au roi d'Angleterre les avantages de sa dernière campagne. Il envoya ensuite deux armées dans le Poitou, l'une commandée par le maréchal du Mets et par des Roches, sénéchal du Maine, l'autre par Adam, vicomte de Melun.

Du Mets et des Roches défirent le vicomte de Thouars; firent prisonniers Hugues de Thouars, son parent, et Aimery de Lusignan. Melun fit le vicomte prisonnier, et pacifia la province. En même temps le comte de Saint-Pol joignit l'armée du roi à quelques troupes de Bretagne, commandées par Michel de Mayenne, sénéchal de cette province. Ils assiégèrent conjointement le fort de Garplic, et s'en rendirent maîtres. Mayenne en fut nommé gouverneur. Ainsi toutes les conquêtes du roi d'Angleterre disparurent en un instant.

Les Français étaient tellement habitués à vaincre, que les seigneurs engageaient le roi à enlever la Guienne aux Anglais; c'était la seule province qui leur restât sur le continent. Ce prince y paraissait assez déterminé, lorsque le roi d'Angleterre tâcha d'interposer l'autorité du pape. Innocent III, désirant éteindre l'hérésie des Albigeois, envoya un légat proposer une trève entre les deux couronnes, avec menace d'excommunication contre celui qui refuserait de l'accepter. Le roi Jean, qui se voyait sur le point de perdre la Guienne, consentit à la proposition du légat. Les seigneurs français excitèrent le roi à la rejeter, en lui promettant de ne l'abandonner jamais. Philippe avait aussi l'intention d'y résister; mais réfléchissant aux conséquences de l'excommunication, il obéit. Une trève de deux ans fut donc conclue à Thouars, et

le roi licencia la plus grande partie de ses troupes.

En Orient, les Français n'oubliaient rien pour conserver la gloire qu'ils s'étaient acquise; mais il leur était difficile de se défendre au dehors et au dedans. L'empereur Baudouin alla assiéger Andrinople, qui s'était mis de nouveau sous la domination des Grecs. Ces derniers appelèrent à leur secours les Bulgares, dont le roi Calo-Jean passait pour le plus vaillant prince de son siècle. Il accourut avec une armée formidable, attaqua l'empereur, qui n'avait qu'une poignée de monde, et le vainquit après un combat opiniâtre. Louis de Champagne, comte de Blois, y fut tué, et l'empereur tomba entre les mains des Bulgares. Calo-Jean traita Baudouin d'usurpateur, lui fit couper les bras et les jambes, puis le fit jeter dans une obscure prison, où il mourut trois jours après.

Ce revers fut sur le point d'anéantir la puissance des Francs en Orient. Henri de Flandre, frère de Baudouin, tâcha de la soutenir; il prit d'abord le titre de régent, puis se fit nommer empereur. Théodore Branas, qui s'attacha au parti des Latins, empêcha les Grecs de profiter de cet avantage. Son père avait pris le titre d'empereur sous le règne d'Isaac Lange, et était mort les armes à la main, en soutenant sa dignité. Il possédait en outre le domaine des villes d'Andrinople et de Didimotique,

et il s'en regardait comme le seigneur. Tout cela le porta à prétendre à la main d'Anne de France, sœur du roi, demeurée veuve à quatorze ans de deux empereurs, Alexis II et Andronic I.

Ce fut peut-être à cette considération qu'après la mort de l'empereur Baudouin, il recueillit les débris de son armée, s'opposa aux progrès de Calo-Jean, et le chassa des terres de l'empire. Il cimenta ensuite la paix entre les Grecs et les Latins, en faisant céder aux derniers la ville d'Andrinople; puis il couronna ses exploits en épousant l'impératrice, alors âgée de trente-deux ans. Baudouin, en mourant, avait laissé deux filles, dont Jeanne, l'aînée, succéda aux comtes de Flandre et de Hainaut.

Dans le même temps Marie de Montferrat, fille d'Isabelle, reine de Jérusalem, et de Conrad, prince de Tyr, avait succédé à sa mère, et avait besoin de trouver dans un époux un prince qui sût porter le sceptre et le défendre contre les infidèles. Le choix était délicat et difficile; et les barons, n'osant s'en rapporter à eux-mêmes, s'adressèrent au roi, et le supplièrent de leur donner un souverain, et un époux à leur reine. Le roi choisit, parmi tous les seigneurs de la cour, Jean, comte de Brienne, qui s'était signalé dans les dernières guerres, et avait même fait espérer aux Français qu'il égalerait un jour les plus grands capitaines. Il était d'ailleurs dans la force de l'âge,

et paraissait propre à commander à des peuples belliqueux. Le roi lui fit présent de quarante mille livres pour l'aider à soutenir sa nouvelle dignité. Brienne engagea ses terres pour une égale somme, s'embarqua à Marseille avec trois cents chevaliers, et arriva à Acre le 13 septembre 1210. Il fut reçu avec les plus grands transports de joie. Il épousa la reine Marie, et fut couronné roi avec elle. Il répondit parfaitement aux espérances qu'on avait conçues de lui, et peut-être même les surpassa-t-il.

Une nouvelle direction avait été donnée au zèle; et presque tous les princes étaient occupés dans le Languedoc à la guerre contre les hérétiques albigeois. Cette hérésie, qui produisit tant de troubles et de calamités, ne formait pas, à proprement parler, une secte particulière, mais elle était l'assemblage de plusieurs autres erreurs, qui toutes s'accordaient à nier et à mépriser l'autorité ecclésiastique, à combattre l'usage des sacrements et à renverser la discipline et les cérémonies de l'Eglise catholique. Elle tirait son nom de la ville d'Alby, en Languedoc, qui était pour ainsi dire le refuge de ces sectaires, dont les principaux étaient des Ariens, des Manichéens, des Vaudois, des Humiliés et des Popélicains.

Les Ariens et les Manichéens, descendants des Visigohts, niaïent la divinité du Fils de Dieu, ou du moins ne voulaient pas qu'il fût égal à Dieu, son

Père. Les seconds admettaient deux principes dans la nature, un bon et l'autre mauvais, auxquels ils attribuaient toutes les actions humaines. Les Vaudois soutenaient que tous les biens devaient être en commun parmi les fidèles, comme du temps de la primitive Eglise. Ils niaient l'intercession des saints, le purgatoire, les prières pour les morts et le culte des images. Ils n'admettaient de sacrements que le baptême et l'ordre; ils ne croyaient pas que le Fils de Dieu eût été véritablement crucifié, et ils défendaient aux peuples d'obéir aux magistrats, lorsqu'ils étaient en péché mortel. Les Humiliés se tenaient sans cesse prosternés devant Dieu, et soutenaient qu'on ne devait point sortir de cette soumission. Enfin, les Popélicains niaient la présence de Dieu dans le saint sacrement de l'Eucharistie, et avaient beaucoup d'autres opinions à peu près semblables à celles des Vaudois.

Du temps que ces hérésies étaient dans toute leur force, Dieu suscita des ouvriers évangéliques pour les combattre. François d'Assise, fils d'un marchand d'Italie, et Dominique de Gusman, chanoine d'Osma en Castille, hommes d'une piété et d'une science profondes, d'un génie élevé et d'un courage inébranlable, jetèrent le fondement de l'ordre des Frères Mineurs et des Frères Prêcheurs. Les premiers furent depuis appelés Cordeliers, à cause d'une ceinture de corde qu'ils

portaient sur leurs habits, et les autres dominicains du nom de leur saint fondateur. Ces deux institutions furent créées pour défendre la vérité contre les hérétiques et pour les ramener au sein de l'Eglise catholique.

Le mal, négligé dans son origine, avait pris de vastes développements. Le concile d'Alby, tenu en 1176, prononça l'anathème contre tous les hérétiques; on rasa même en Gascogne une partie des châteaux des Popélicains. Le concile de Sens, en 1198, empêcha ces mêmes erreurs de se propager en Bourgogne; mais bientôt toute la province du Languedoc n'eut plus d'autre religion, et l'on appréhendait que la contagion ne se répandit dans toute la France. Le pape Innocent III convoqua le concile de Latran; il nomma ensuite trois légats qu'il envoya en Languedoc, Arnaud, abbé de Cîteaux, chef d'ordre, Pierre de Châteauneuf, religieux de cet ordre, et Raoul, prêtre de l'Eglise romaine. Toute la science et toute la piété de ces prédicateurs furent inutiles pour ramener les esprits égarés. Six années se passèrent ainsi, pendant lesquelles Raoul, l'un des légats, et l'évêque d'Osma moururent. Dominique De Gusman continua ses prédications dans une église que l'évêque de Toulouse lui avait accordée, et où il réunit quelques ecclésiastiques, qui commencèrent l'ordre des Frères prêcheurs.

Surpris de l'opiniâtreté des peuples, qu'aucune raison ne pouvait émouvoir, les légats voulurent en chercher la cause. Ils furent bientôt convaincus que le comte de Toulouse était imbu des erreurs que l'on s'efforçait de détruire, et que ses courtisans et ses peuples suivaient son exemple. Le comte de Toulouse passait pour un des plus grands princes de son siècle, et pour l'un des plus braves chevaliers de l'Europe.

Les légats crurent ne pouvoir déraciner l'hérésie, tant qu'elle aurait un pareil protecteur. Ils députèrent vers Innocent III les évêques de Toulouse et de Conserans pour l'en instruire, et lui apprendre en même temps que l'hérésie prenait toujours plus de développement. Le comte, informé du dessein des légats, envoya de son côté l'archevêque d'Auch au pape, pour se plaindre de la dureté de l'abbé de Cîteaux, et lui demander d'autres légats à sa place, avec promesse d'obéir à tous ses ordres. Le pape, voulant agir avec prudence envers le comte, nomma pour nouveaux légats Milon et Thédise, chanoines de Gênes; mais, sans révoquer les premiers, et il leur ordonna même de prendre secrètement les instructions de l'abbé de Cîteaux.

Cependant la difficulté d'extirper l'hérésie croissait de plus en plus, et l'on s'apercevait qu'elle ne pourrait être détruite que par la force des armes. Innocent

forma alors le projet de publier une croisade contre les Albigeois ; et les nouveaux légats partirent de Rome dans cette intention. L'abbé de Citeaux, laissant à Châteauneuf, son collégue, la conduite des affaires du Languedoc, alla au-devant d'eux jusqu'à Auxerre.

Le résultat de leurs conférences fut qu'il était urgent de convoquer un concile avant la croisade. D'Auxerre ils se rendirent à Villeneuve où était la cour. Le légat Milon présenta au roi les lettres du pape, par lesquelles sa Sainteté l'exhortait, comme roi très-chrétien et fils aîné de l'Eglise, à marcher en personne contre les hérétiques avec son armée, ou bien à y envoyer le comte d'Artois, son fils. Le roi répondit aux légats que l'Empire et l'Angleterre ayant formé une ligue contre la France, il ne lui était point permis de s'éloigner du centre de son royaume; mais qu'il enverrait à la tête d'une armée, en Languedoc, le comte d'Artois, qui ne pouvait plus glorieusement faire ses premières armes. Il ajouta que si le comte de Toulouse était soupçonné de favoriser l'hérésie, il n'hésiterait point à se déclarer contre lui, quoiqu'il fût le fils de sa tante, et qu'il abandonnerait sans pitié ses états au premier conquérant.

Le comte voyait l'orage se former, sans l'appréhender, quand un évènement imprévu fit avancer la

publication de la croisade. Raimond, ne désespérant pas d'amener le légat Châteauneuf à quelque amendement, lui fit proposer une conférence à Saint-Gilles, avec assurance de sa part qu'il serait libre de se retirer quand il le désirerait. Châteauneuf, se flattant de convertir le comte, se rendit à Saint-Gilles le jour fixé; mais, accusant Raimond d'une infinité de crimes, celui-ci ne se défendit que par des paroles fières et hautaines. Le légat voulut se retirer, et le comte le lui défendit sous peine de la vie. Méprisant une telle défense, Châteauneuf s'éloigna rapidement de Saint-Gilles. Quelques soldats le suivirent en armes, soit par l'ordre du comte ou du chef qui les commandait, et ils le rencontrèrent sur les bords du Rhône, où Châteauneuf avait été obligé de passer la nuit. Un des soldats courut à lui, et lui traversa le corps d'un coup de lance. Le légat, regardant son assassin avec douceur, lui dit : « Mon » ami, je prie Dieu qu'il te pardonne comme je te » pardonne moi-même. » Les assassins prirent la fuite, et le légat rendit le dernier soupir en offrant son âme à Dieu.

La mort de Châteauneuf excita la haine et l'indignation des peuples contre les hérétiques. Le comte de Toulouse eut beau protester qu'il n'avait point donné l'ordre d'attenter à ses jours, l'asile qu'il accorda aux assassins, et la protection plus ouverte qu'il

donna aux Albigeois, ne permit pas d'accueillir ses excuses. Le pape, pleurant la mort du légat avec des larmes de sang, excommunia le comte. Il déclara ses sujets absous de la fidélité qu'ils lui avaient jurée, et il donna les états du comte au premier occupant. On prêcha dans toute l'Europe la croisade contre les Albigeois. Le pape y attacha tous les mérites et toutes les indulgences qu'on avait accordées à celles de la Terre sainte. La marque des nouveaux pélerins fut une croix qu'ils devaient porter sur la poitrine, et on ne les engagea qu'à un service de quarante jours, afin d'exciter un plus grand nombre de chrétiens à contribuer à l'expédition.

Le nombre des pélerins français, espagnols, italiens, allemands et anglais qui prirent la croix aux premières prédications est presque incroyable. Cinq cent mille s'enrôlèrent en peu de temps. Le comte de Toulouse ne croyait point qu'avec les troupes réglées qu'il commandait, et les places fortes qui défendaient ses états, il dût craindre une multitude sans chef et sans expérience. Aussi appelait-il les croisés par dérision, *les Bourdonnais*, à cause du Bourdon qu'ils portaient pour marque de leur pélerinage. Mais il changea de sentiment, lorsqu'il apprit que le roi avait destiné quinze mille hommes de troupes réglées pour agir en Languedoc. Philippe y fut d'autant plus déterminé, que quelques troupes

d'Albigeois faisaient des courses dans le Poitou, sous les bannières de l'Angleterre, et qu'il craignait que ses ennemis ne les fissent entrer dans la ligue qui se formait contre lui Le comte de Toulouse ne fut pas moins effrayé lorsqu'il sut que Guillaume Des Roches, l'un des plus grands capitaines de France, que Eudes III, duc de Bourgogne, Hervé de Donzi, comte de Nevers, Milon, comte de Bar-sur-Seine, Hugues, comte de Saint-Pol, Simon, comte de Montfort, Guichard, comte de Beaujeu, un grand nombre d'autres seigneurs de qualité, Guillaume Poulin, archevêque de Rouen, Pierre, archevêque de Sens, les évêques d'Autun, de Clermont et de Nevers, avaient aussi pris la croix, et étaient suivis d'un nombre infini de leurs vassaux et de troupes entretenues à leurs frais.

Pendant que les croisés accouraient de toutes parts, le légat Milon procédait contre le comte, afin de le dépouiller selon les formes. On le cita à Valence, en Dauphiné, pour répondre sur les crimes dont on l'accusait, à savoir : « D'être hérétique et de favoriser les hérétiques; d'avoir fait assassiner le légat Châteauneuf; d'avoir conféré les charges et les dignités aux juifs ; d'avoir opprimé les ecclésiastiques, et d'avoir levé sur eux de nouvelles impositions. »

Le comte se trouva fort embarrassé sur le parti qu'il devait prendre. L'appréhension d'être dépossédé

l'emporta sur toute autre considération, et il promit d'obéir aveuglément à toutes les conditions qui lui seraient imposées. Les consuls et la noblesse des villes d'Avignon, de Nismes et de Saint-Gilles se rendirent garants des obligations qu'il contractait, et promirent de l'abandonner, s'il se rendait parjure Le comte consentit de perdre en ce cas le comté de Melgueil, au profit du saint-siége. Enfin, il s'obligea d'aller demander l'absolution au légat Milon, dans la ville de Saint-Gilles, où Châteauneuf était inhumé. Le légat s'y rendit avec vingt prélats et une foule innombrable de gens de tout âge et de toute condition. On exposa le Saint-Sacrement devant la porte de la grande église, le comte se présenta en costume de pénitent, et se soumit aux plus rudes expiations. Après ces humiliations, le comte prit la croix pour se joindre aux autres croisés, et les aider à soumettre ses propres sujets.

Le Languedoc, qui, sous les rois de la seconde race, avait fait partie du royaume d'Aquitaine, appartenait depuis près de trois cents ans aux ancêtres du comte Raimond, qui le possédait sous l'hommage du roi, dont il était le plus riche et le plus puissant feudataire. L'hérésie, qui s'était glissée dans cette province, en avait, pour ainsi dire, dépouillé le comte, puisqu'il ne restait pas la vingtième partie de ses sujets qui fussent catholiques, et qu'il s'était

armé pour combattre les autres. Cinq grands fiefs relevaient du comté de Toulouse, celui de Narbonne, de Béziers, de Foix, de Montpellier, du Quercy et de Rhodez. Tel était l'état du Languedoc, lorsque l'armée des croisés y entra.

Elle avait pris son rendez-vous général à Lyon, où il se trouva, le 24 juin 1209, jusqu'à cinq cent mille croisés. Le comte de Toulouse se hâta de venir les rejoindre à Valence avec ses troupes, et leur offrit toutes les sûretés qu'ils pourraient exiger de lui. Les princes croisés se contentèrent de ses promesses. L'armée marcha vers Béziers, dont les habitants ne s'effrayèrent point de la multitude de leurs ennemis.

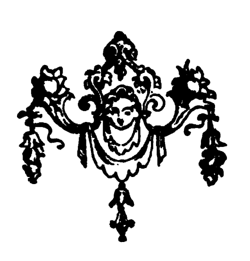
La ville fut emportée l'épée à la main; et les vainqueurs ne distinguant ni sexe, ni âge, ni religion, il s'y fit un affreux massacre. Carcassonne, qu'on assiégea aussitôt après, fit plus de résistance; mais il fallut céder après quinze jours de siége. Les habitants demandèrent à capituler; et quoiqu'on ne voulût les recevoir qu'à discrétion, ils ne balancèrent pas à se rendre.

La prise des deux plus fortes villes de la province répandit dans le pays une consternation générale. L'armée avait agi jusque-là animée par son propre zèle; et, dans la crainte que cette ardeur ne se ralentît, on proposa à l'unanimité d'élire un généralissime pour la commander. On convint de six électeurs, deux

évêques et quatre chevaliers. Ils nommèrent d'abord Hervé de Donzi, comte de Nevers; mais celui-ci ayant refusé cet honneur, les suffrages se portèrent sur Eudes III, duc de Bourgogne. Ce dernier s'étant excusé à son tour, tous les regards se tournèrent sur Simon, comte de Montfort, qui ne crut pas non plus devoir accéder aux vœux des croisés. Alors l'abbé de Cîteaux, prévoyant la fin de la croisade à cause de tous ces refus, enjoignit à Montfort, au nom du saint-siége, de se revêtir du titre qu'on lui imposait. Montfort céda aux prières du légat, et fut reconnu généralissime et régent des terres conquises.

Montfort était moins célèbre par les richesses qu'il possédait que par son mérite personnel et sa valeur éprouvée. Immédiatement après son élection, il entra en possession des villes de Béziers et de Carcassonne. Le duc de Bourgogne et le comte de Nevers, ayant rempli leur vœu, quittèrent le Languedoc, et retournèrent dans leurs états avec les troupes qu'ils avaient amenées. Montfort ayant réuni et discipliné celles qui lui restaient, poursuivit rapidement ses conquêtes. Il laissa à sa gauche Narbonne, et alla prendre les villes d'Alzonne, de Castres et de Lombez. Trouvant trop de résistance à Cabaret, il en leva le siége et alla s'emparer de Mirepoix, de Pamiers; puis il entra heureusement dans Alby, Rabasteins, Puylaurens; Caussade, Saint-Antonin et Saint-Marcel se ren-

dirent sans faire de résistance; Moissac, qui osa se défendre, fut prise d'assaut et pillée; le château de Minerbe eut le même sort; cent des plus forts châteaux se rendirent, et la plus grande partie du Languedoc se trouva assujettie en moins de temps qu'il n'en fallait pour la traverser. Le départ d'une multitude de croisés, qui rentraient dans leurs foyers après le service ordinaire de quarante jours, suspendit les opérations de Montfort. Cependant il lui arrivait de temps en temps quelques secours, et ses propres conquêtes lui fournissaient de quoi entretenir des troupes réglées. On peut ajouter que jamais capitaine ne sut tirer un meilleur parti d'un petit nombre de combattants.





LIVRE X.

Ligue de l'empereur Othon et du roi d'Angleterre contre la France. — Le roi s'unit à Frédéric de Souabe. — Le roi d'Angleterre se brouille avec la cour de Rome. — Ferdinand de Portugal épouse l'héritière de Flandre. — Révolte du comte de Boulogne. — Suite des troubles d'Angleterre. — Le roi veut y passer avec une armée. — Parlement de Soissons. — Le roi d'Angleterre se réconcilie avec la cour de Rome. — Etat de la cour de France. — Affaires de Bretagne. — Suite de la guerre contre les Albigeois. — Le roi d'Aragon se déclare pour le comte de Toulouse. — Siége et bataille de Muret. — Guerre de Flandre. — Descente du roi d'Angleterre en Poitou.

Le roi apprenait avec surprise les progrès de Montfort, sans qu'il songeât à s'y opposer, à cause d'un nouvel ennemi dont il était menacé. Philippe de Souabe et Othon de Saxe se disputaient depuis longtemps l'empire d'Occident. Le roi s'était attaché au premier, parce qu'Othon était neveu du roi d'Angleterre. Pour-

tant la valeur et la fortune de ce dernier prévalurent. Philippe de Souabe traita avec lui, se réserva le titre d'empereur et reconnut Othon pour son successeur; il le nomma roi d'Arles, et scella ses promesses par le mariage de la princesse Béatrix, sa fille unique, avec Othon. L'assassinat de Philippe par le comte palatin de Vitelpasch laissa bientôt l'empire à ce dernier.

Le roi d'Angleterre, ravi de son élévation, l'en envoya féliciter, et le sollicita en même temps de se joindre à lui pour attaquer la France, leur commune ennemie. L'empereur, qui avait des raisons particulières pour haïr Philippe, répondit favorablement au roi d'Angleterre; mais il lui fit comprendre qu'il désirait auparavant mettre l'Italie sous sa domination, et que sitôt qu'il aurait pris la couronne impériale à Rome, il tournerait ses armes contre la France. Le roi d'Angleterre, approuvant ces raisons, lui fournit une partie de l'argent nécessaire pour son voyage.

Othon passa en Italie, et tout trembla devant lui: il fut couronné à Rome et reçut l'hommage de la plupart des princes. Mais il s'empara imprudemment de quelques places qui dépendaient de la couronne de Sicile, dont Frédéric de Souabe était roi, et il choqua par cette action l'autorité du pape, seigneur suzerain de la Sicile. Frédéric se plaignit à Innocent, qui voulut contraindre l'empereur à restituer ces places.

Othon persista dans sa résolution, et le pape lança contre lui les foudres de l'anathème.

En même temps, plusieurs princes d'Allemagne se soulevèrent comme d'intelligence; ils se réunirent à Bamberg et déposèrent Othon, en nommant à sa place le roi de Sicile, qui était fils de l'empereur Henri VI. Philippe envoya aussitôt des ambassadeurs à ces princes, pour leur offrir de s'unir à eux contre Othon, dont les forces étaient supérieures aux leurs. On accepta les offres du roi avec beaucoup de joie, et le roi de Sicile, ayant assemblé une armée, passa en Allemagne pour soutenir son élection. Arrivé près des frontières de France, il fit demander une entrevue avec Philippe ou avec le prince, son fils. Le roi y envoya le comte d'Artois, qui eut une conférence avec Frédéric à Vaucouleurs. Les traités entre la France et l'empire y furent renouvelés, et l'on promit de se secourir mutuellement contre Othon et le roi d'Angleterre.

Vers cette époque, le roi Jean attira sur sa tête les foudres de Rome. L'archevêque de Cantorbéry étant mort, les religieux de Saint-Alban, qui avaient le droit d'élire leur prélat, rassemblèrent le chapitre et élurent leur prieur, nommé Thibaud. Ces élections ne devaient pourtant se faire qu'avec la participation et l'agrément du roi. Celui-ci, refusant d'approuver l'élection, fit nommer Jean Gray, évêque de Norwich, son favori. Le prieur ne voulut point céder, et les

deux élus adressèrent leurs réclamations à Rome.

Le pape cassa les deux élections, et engagea douze religieux de Saint-Alban, qui se trouvaient auprès de Sa Sainteté, à élire un archevêque. Les religieux choisirent le cardinal Etienne de Langton, anglais d'origine, homme de qualité et d'un mérite distingué. Le roi d'Angleterre s'abandonna d'abord à tout son ressentiment, s'opiniâtra à maintenir son favori, bannit de son royaume tous les religieux de Cîteaux et mit à leur place des chanoines réguliers. Le pape tâcha de fléchir ce prince; mais, l'ayant trouvé inébranlable, il ordonna aux évêques de Londres, d'Ely et de Worchester de mettre l'Angleterre en interdit. Ces prélats obéirent; et le roi Jean, donnant suite à sa colère, les exila de ses états ainsi que tous les ecclésiastiques qui observaient l'interdit. Outre cela, il fit saisir tous leurs biens, et prit dans les principales villes et parmi la noblesse, des otages pour lui répondre de leur fidélité.

Pendant que ces divisions empêchaient l'Angleterre de faire les préparatifs qu'elle avait destinés contre la France, le hasard lui amena un nouvel ennemi des extrémités de l'Espagne. Baudouin VI, comte de Flandre et de Hainaut, en partant pour le voyage de la Terre-sainte avec la comtesse Marie de Champagne, sa femme, avait laissé ses états sous l'administration de Philippe, son frère, comte de Namur; il lui re-

commanda aussi les deux princesses, ses filles, Jeanne et Marguerite, qui étaient en bas âge. Le comte gouverna fort paisiblement ces deux provinces, tant que Baudouin vécut; mais, après sa mort, il se relâcha beaucoup de son autorité, et la princesse Mahaud de Portugal lui suscita une infinité d'ennemis.

Mahaud, sœur de D. Sanche I, roi de Portugal, avait épousé Philippe, comte de Flandre, oncle de Baudouin VI, et elle avait une grande influence à cette cour.

Parmi les enfants du roi, son frère, dom Fernand, le troisième, passait pour un prince accompli; et la reine Mahaud songea à lui procurer en mariage la jeune comtesse.

Philippe, dans cette conjoncture, pria le comte de Namur de lui envoyer la comtesse Jeanne et la princesse Marguerite, sa sœur, pour les faire élever à sa cour. Le comte de Namur accéda au désir du roi de France; on en murmura d'abord, mais on n'osa en venir à des plaintes ouvertes, à cause de la puissance du roi. Profitant de cette occasion pour discréditer le comte, la reine Mahaud fit soulever le peuple contre lui. On courut aux armes; Namur fut chassé, et on élut pour régent, à sa place, Bouchard d'Avesnes, l'un des plus riches seigneurs du Hainaut.

En même temps, Mahaud, faisait venir son neveu, le jeune prince accourut par mer avec une suite magnifique, et grossit le parti des ennemis du comte.

Les Flamands reçurent le jeune prince avec distinction, et l'on parla bientôt de lui faire épouser la comtesse. On députa vers le roi pour lui proposer ce mariage et le supplier de renvoyer Jeanne. L'occurrence parut délicate à Philippe, qui voyait bien que D. Fernand n'était pas dans ses intérêts; mais l'empire et l'Angleterre se disposaient à fondre sur la France, et il était dangereux de s'attirer de nouveaux ennemis. Philippe reçut donc très-bien les députés, et ne parut point éloigné de consentir au mariage de l'infant de Portugal avec la comtesse. Toutefois il prétendit que les villes d'Aire et de Saint-Omer dépendaient du comté d'Artois, qui avait été la dot de la feue reine Isabelle, tante de la comtesse de Flandre; que par le traité de 1199 le comte Baudouin l'avait obligé de les lui céder, et que le moment était venu de réparer cette injustice. Par ce même traité, au contraire, le roi avait renoncé à toutes prétentions sur ces deux villes; mais l'infant désirait avec ardeur s'assurer un établissement aussi considérable que les provinces de Flandre et de Hainaut; et, d'autre part, les partisans du comte de Namur s'opposaient à ce mariage. Ainsi Fernand céda au roi ces deux places par un acte authentique, et il épousa la comtesse. Cependant il en conserva du ressentiment contre le roi de France, et il n'attendait que l'occasion de pouvoir le lui manifester.

La désertion du comte de Boulogne, qui parut d'abord de peu d'importance, devint dans la suite aussi préjudiciable aux intérêts de Philippe que le mécontentement du comte de Flandre. Renaud de Dammartin, comte de Boulogne, avait été le seigneur le plus considéré de la cour et celui à qui le roi avait témoigné le plus d'affection, tant que le comte n'eût à espérer que la succession d'Albéric, son père; mais depuis qu'il avait épousé l'héritière de Boulogne, il avait cru que ses intérêts devaient être distincts de ceux de son prince.

De plus, dépensant avec prodigalité les richesses de son épouse, pour laquelle il n'avait que du mépris, la comtesse s'en plaignit au roi, qui en réprimanda Renaud. Celui-ci en fut peu touché; et lorsque Philippe voulut l'obliger à donner la princesse Mahaud, sa fille unique, en mariage à son second fils, Boulogne publia qu'en lui faisant épouser l'héritière de Boulogne, le roi n'avait vu que ses propres intérêts. Puis, son père étant venu à mourir, et Boulogne ayant joint sa succession aux biens qu'il possédait déjà, il ne craignit plus d'entretenir des intelligences avec les Anglais.

Le roi, qui n'ignorait pas les menées du comte Renaud, avait feint de les dissimuler, sous prétexte de le ramener plus tard au devoir; mais le différend qui survint entre le comte et l'évêque de Beauvais, porta le

premier à une désobéissance ouverte. L'évêque avait fait construire un fort qui devait protéger les terres de la comtesse de Clermont, parente du comte; celui-ci le fit raser; et l'évêque, par représailles, fit détruire un château que Boulogne possédait dans la forêt de Hames. Ils portèrent l'un et l'autre leurs plaintes au roi de France, qui approuva la conduite de l'évêque.

Le comte, l'ayant appris, fit travailler aux fortifications des villes qui lui appartenaient, comme s'il se fût préparé à la guerre. Le roi lui fit demander l'entrée dans toutes ses places pour le nombre de gens de guerre qu'il lui plairait d'y envoyer; le comte s'y refusa avec arrogance. Alors Philippe prit les armes et alla assiéger Mortueil, la plus forte de ses places, située sur les frontières de la Normandie et de la Bretagne; elle ne se défendit que quatre jours. Le roi s'assura ensuite de Dammartin, d'Aumale, de Lillebonne et de Domfront, les principales villes que le comte possédait en Normandie.

Outré d'indignation et désirant se venger, Boulogne se retira chez le comte de Bar, son parent. Avant de suivre son ressentiment, il députa néanmoins vers le roi et le supplia de lui rendre ses terres, pour ne pas l'obliger de rien entreprendre qui fût indigne d'un chevalier, qui avait l'honneur d'être son vassal. Le roi fit réponse qu'il était prêt à accéder à sa demande;

mais qu'il devait, de son côté, venir se soumettre au jugement des barons. Le comte de Boulogne, persuadé qu'on voulait le perdre, passa en Flandre auprès du comte Fernand, occupé de ses projets de vengeance.

Deux ennemis si puissants n'étaient point à dédaigner; pourtant ils ne pouvaient agir que de concert avec l'Angleterre. Le roi Jean, de son côté, qui semblait avoir banni la religion catholique de ses états, n'était attentif qu'à se défendre contre ses propres sujets. Le pape lui envoya un légat pour tâcher de le ramener à de meilleurs sentiments. Il était cardinal-diacre, originaire d'Italie, et se nommait Pandulfe. S'il n'eût été question que de faire admettre, au roi d'Angleterre, le cardinal de Langton pour archevêque de Cantorbéry, et de rappeler les ecclésiastiques qu'il avait bannis, la négociation eût été bientôt terminée.

Le légat, ayant persisté à demander la restitution des bénéfices et le dédommagement des pertes qu'on avait fait supporter aux évêques, Jean s'emporta de nouveau et ne voulut plus rien entendre. Ainsi l'interdit continua, le légat partit d'Angleterre, et le prince fut considéré comme un pécheur endurci. Le légat, qui s'était retiré en France, l'excommunia personnellement; Innocent III le déposa en plein consistoire, délia ses sujets du serment de fidélité qu'ils lui avaient prêté, abandonna ses états au premier occu-

pant, et exhorta les fidèles à se croiser contre lui comme contre l'ennemi de la chrétienté. Les évêques restés en Angleterre ne consentirent qu'avec peine à y publier cette sentence, et dans la crainte de s'attirer à eux-mêmes les foudres de Rome. Le roi d'Angleterre n'en continua pas moins à vivre dans le désordre et à traiter ses sujets avec la même rigueur.

Philippe profita d'une si belle occasion pour porter chez ses ennemis la guerre dont ils l'avaient eux-mêmes menacé; il leva promptement des troupes, fit équiper jusqu'à mille bâtiments dans les ports de Normandie et convoqua son parlement à Soissons, afin d'obtenir de l'argent pour une si grande entreprise. Outre les princes et les seigneurs feudataires de la couronne, Henri, duc de Brabant, s'y trouva avec une partie de sa cour, dans l'espoir d'obtenir la main de la fille du roi, veuve à quinze ans du comte de Namur. Le roi reçut le duc de Brabant avec les plus grands honneurs, et le mariage fut célebré avec pompe et magnificence. Philippe ouvrit ensuite son parlement, exposa l'entreprise qu'il avait projetée contre l'Angleterre, et réclama de tous ses vassaux le secours de leurs biens et de leurs personnes. Tout le monde se conforma aux désirs du roi, excepté le comte de Flandre, qui demanda que les deux places que Sa Majesté avait exigées de lui, lui fussent restituées. Le roi lui offrit un équivalent. Persistant dans sa réso-

lution, le comte se déclara contre cette entreprise et refusa au roi ses forces et sa personne. Indigné d'une pareille audace, le roi lui prescrivit de sortir sur-le-champ de la cour, et le comte se retira aussitôt dans ses états.

On s'occupa ensuite de tous côtés à lever des hommes et de l'argent. La plus grande partie de la flotte s'équipait à l'embouchure de la Seine, et l'on ne se proposait rien moins que la conquête de l'Angleterre. Le roi Jean fit d'abord preuve de fermeté et de résolution; il appela toutes les milices de son royaume et choisit soixante mille hommes des meilleures troupes; il fit mettre sa flotte en état de combattre celle des Français, et il engagea ses alliés à faire une puissante diversion. Dans cette conjoncture, le légat l'instruisit que le roi s'était mis en mer avec soixante mille Français et dix mille Anglais exilés. Cette nouvelle l'effraya tellement, qu'il promit d'accorder toute satisfaction à Sa Sainteté. Alors, repassant en Angleterre, le légat trouva Jean dans les meilleures dispositions; il rappela les évêques bannis, il les remit en possession de tous leurs biens, et il s'imposa l'obligation de les indemniser de tout ce qu'il leur avait fait perdre.

Cependant le roi hâtait ses préparatifs, et avait tout lieu d'espérer un heureux succès. Avant son départ, il rappela à la cour la reine Isemburge, con-

finée depuis près de dix ans dans le château d'Etampes. A son exemple, tout le monde traita cette princesse comme son rang et sa vertu le méritaient. D'un autre côté, le comte d'Artois, son fils, lui témoignait la plus parfaite soumission. Le chevalier Garin, qu'il avait choisi pour ministre d'état, joignait à une probité à toute épreuve un mérite incontestable, et personne n'était plus capable que lui de commander une armée et de gouverner un état. Il s'était signalé en Palestine dans les guerres contre les infidèles. Geofroy, évêque de Senlis, s'étant retiré dans une solitude, à cause de son grand âge, le roi nomma Garin à cet évêché; il avait alors cinquante-trois ans. La charge de grand chambrier étant venue à vaquer par la mort du comte de Beaumont, Philippe l'avait conférée à de Roye, qui avait toute sa confiance, et qui laissait Garin administrer l'état.

La France, accrue de tant de conquêtes, se trouvait dans un état très-florissant, et Philippe se flattait de rendre désormais l'Angleterre le seul théâtre de la guerre. Sur ces entrefaites, le légat vint à la cour instruire Philippe de la soumission du roi Jean, et le sollicita, an nom du pape, de renoncer à son entreprise contre l'Angleterre.

Le roi répondit que les sollicitations d'Innocent III n'avaient pas été la seule cause de son expédition; que le roi Jean était son ennemi irréconciliable,

convaincu du meurtre d'Artus, et condamné par la cour des pairs ; qu'il avait employé dix mille marcs d'argent à faire équiper sa flotte, et à lever une armée pour passer en Angleterre, et qu'il n'était plus question de s'arrêter dans une affaire où son honneur était engagé.

Le légat, passant de nouveau outre-mer, fit part au roi Jean de sa négociation, et lui dit qu'il ne lui restait qu'un seul expédient, celui de rendre sa couronne vassale du saint-siége. La peur avait fait une telle impression sur l'esprit du roi d'Angleterre, qu'il consentit à tout. Le jour de l'Ascension 1213, il renonça à sa couronne, par un acte authentique, en faveur du saint-siége. Sur-le-champ le légat lui rendit, au nom du pape, les royaumes d'Angleterre et d'Irlande, comme fiefs de l'Eglise romaine, dont on le déclara vassal et homme lige, avec obligation de payer tous les ans à la saint Michel mille marcs d'argent, sept cents pour l'Angleterre et trois cents pour l'Irlande. Puis le légat donna l'absolution au roi Jean, leva l'interdit et l'assura de la protection du pape contre Philippe.

Bien que le roi Jean eût une foi entière dans ces promesses, il n'en chercha pas moins tous les moyens imaginables pour retenir Philippe en France. Pendant qu'il lui suscitait pour ennemis l'empereur Othon et le comte de Flandre, il songeait à s'em-

parer de la Bretagne, divisée depuis la mort du comte d'Avaugour et celle de Gui de Thouars. Comme il fallait un chef à la province, toutes les brigues qui s'étaient élevées après la mort d'Artus recommencèrent alors, et les deux couronnes cherchaient à s'en assurer le domaine. Le roi Jean offrit de mettre en liberté la princesse Eléonore, sœur d'Artus, qui, étant en âge d'être mariée, pourrait choisir parmi les seigneurs bretons celui qui lui conviendrait le mieux. On répondit favorablement au roi d'Angleterre qui n'avait nulle intention de délivrer la princesse Eléonore, parce qu'étant fille de son frère aîné, elle eût pu lui disputer la couronne même qu'il portait. Sitôt que cet artifice fut connu, tout le monde se tourna du côté du roi de France, qui offrait de donner pour mari à la princesse Alix un prince de son sang. Robert II, comte de Dreux, avait un fils puîné nommé Pierre de Dreux, comte de Braine, que le roi aimait, et qu'il était ravi, en lui procurant cet avantage, d'attacher à ses intérêts comme feudataire. Les seigneurs bretons favorisèrent cette négociation, et le roi envoya Braine à Nantes, avec une suite magnifique; il épousa la duchesse sitôt qu'elle eut atteint l'âge de douze ans, et le roi n'eut ainsi plus rien à appréhender du côté de la Bretagne.

En Languedoc, la guerre continuait toujours contre les Albigeois, à cause des défenseurs que les succès

de Montfort leur avaient suscités. Simon de Montfort, élu généralissime de la Croisade, et voyant tout le pays céder à ses armes, voulut s'élever sur les ruines des comtes de Toulouse, et fonder dans cette province une nouvelle domination. Il s'empara d'une infinité de places et de châteaux qui appartenaient au roi d'Aragon, seigneur de Montpellier, aux comtes de Foix et de Comminges, et au vicomte de Béarn, qui tous réunirent leurs forces contre lui.

Pierre, roi d'Aragon, prince puissant et valeureux, accourut dans le Languedoc au bruit des conquêtes de Montfort, et publia que ce prince étendait sa domination non-seulement sur des lieux qui ne faisaient point partie de son domaine, mais encore où il n'y avait aucun hérétique; qu'il était honteux que des chrétiens l'eussent dépouillé, pendant qu'il combattait contre les infidèles, de son comté de Carcassonne, dont il était seigneur suzerain. Il ajouta qu'il ne pouvait abandonner les comtes de Foix, de Comminges et de Béarn, qui étaient ses feudataires pour plusieurs fiefs qui tenaient de lui en Catalogne; enfin que Montfort avait usurpé l'Agénois et le Quercy, qui appartenaient au fils du comte de Toulouse, sans considérer que ce prince était neveu du roi d'Angleterre, et qu'il n'avait jamais été de religion suspecte, motif qui le déterminait à lui donner en mariage la plus jeune de ses sœurs.

Montfort, sans s'effrayer des obstacles, poursuivit ses conquêtes et alla assiéger Prusan, près de Limoux, bien que ce château appartînt au comte de Foix. Le comte vint supplier Montfort de ne pas achever de le dépouiller, et obtint qu'il lèverait le siége en lui donnant son fils en otage. De là Montfort députa au roi d'Aragon, qui était à Montpellier, pour offrir de lui rendre hommage de Carcassonne. Ce prince refusa de le voir, suscita toute la noblesse contre lui, et lui enleva la plus grande partie de ses conquêtes. Le comte de Toulouse, d'un autre côté, quitta ses états, et alla se plaindre au roi de la guerre qu'on lui faisait. Craignant de froisser l'autorité du pape, Philippe ne répondit point à ses réclamations. Alors le comte partit pour Rome, où le roi d'Aragon le fit suivre par ses ambassadeurs. Le pape accorda audience à Raimond en plein consistoire.

Là, mettant un genou en terre, et portant la main sur sa poitrine, le comte exposa l'extrémité où il était réduit; il fit la peinture de sa pénitence dans la ville de Saint-Gilles; il parla de la grandeur de ses ancêtres, et s'étendit sur leurs vertus et sur la pureté de leur foi; il dénia le meurtre du légat Châteauneuf; enfin, il parla de l'ambition de Montfort, qui, sous le voile de la religion, dépouillait tous les princes du Languedoc; il finit en jurant à sa

Sainteté une soumission éternelle, et la supplia de lui faire restituer ses états.

Tout le consistoire fut attendri, et le Pape lui-même ne put retenir ses larmes. Il se leva de son siége, présenta la main au comte, le releva avec bonté, et lui donna la bénédiction en présence de tous les cardinaux; puis, tirant son anneau, il le mit au doigt du comte, il lui fit présent d'un riche manteau, et il écrivit des lettres pressantes à l'archevêque de Narbonne, pour engager les deux partis à tourner leurs armes contre les Maures d'Espagne; à l'évêque d'Uzès, pour lui défendre de procéder à la distribution des terres du comte de Toulouse; et au comte de Montfort pour lui ordonner de restituer aux princes catholiques, vassaux du roi d'Aragon, les terres qui s'étaient trouvées enclavées dans ses conquêtes.

Le comte de Toulouse se hâta de venir recueillir les fruits de son voyage. Il passa par l'Allemagne, où il visita l'empereur Othon, avec lequel il fit alliance. Philippe ne put pardonner à Raimond d'avoir contracté une liaison avec un prince qui méditait la ruine de la monarchie. Peu attentif aux suites de cette démarche, le comte revint en Languedoc, en passant par les villes assujetties à Montfort, puis il se rendit à Toulouse.

Les lettres d'Innocent III n'avaient pas été reçues

avec des dispositions favorables au comte; on pensa, non sans raison, que la conduite du comte de Toulouse n'était pas sincère; que le pape s'était laissé tromper par de fausses promesses, et on éluda ses ordres sous différents prétextes. Montfort s'empara du château de Cabaret et de plusieurs autres places. Ses conquêtes étaient si rapides que le roi d'Aragon, le comte de Foix et toute la noblesse du Languedoc jugèrent que le reste de la province était perdu, si l'on ne prenait un parti décisif, ou si l'on ne traitait avec lui.

La plupart des princes s'assemblèrent à Narbonne. Le légat Thaddée et l'évêque d'Usez y parurent comme médiateurs. Le roi d'Aragon, le comte de Toulouse, Montfort et le comte de Foix y soutinrent leurs intérêts. On espéra d'abord que tous ces troubles allaient avoir un terme. Montfort consentit à rendre au comte de Foix toutes ses terres, à l'exception de Pamiers que le comte voulut bien lui laisser. Le roi d'Aragon reconnut Montfort comme comte de Carcassonne, et ces deux princes conçurent l'un pour l'autre une si grande estime, qu'on arrêta le mariage de l'infant dom Jaime, fils unique du roi d'Aragon, avec la fille aînée de Montfort; le roi d'Aragon remit même le jeune prince entre les mains de son beau-père, afin qu'il se formât à la vertu sous un si grand capitaine. Il ne fut pas aussi facile de régler les

prétentions de Montfort et du comte de Toulouse. Le légat offrit pourtant au comte de lui faire rendre le tiers des possessions conquises, et de lui laisser celles qu'il possédait encore, s'il consentait à chasser de ses états tous ceux qui étaient soupçonnés d'hérésie. Raimond ne voulut point accepter ces offres, de sorte qu'on se sépara sans avoir rien conclu à son égard.

Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre, et Milon, comte de Bar-sur-Seine, venaient de conduire une nombreuse troupe de croisés. Montfort assembla alors son armée et assiégea Lavaur, une des fortes places de la province. Raimond restait dans le camp des croisés; mais voyant qu'on le dépouillait insensiblement de ses états, et que Montfort s'appropriait les villes conquises, il résolut de se défendre, après avoir longtemps hésité avant de prendre cette détermination. Le comte d'Auxerre l'exhortait à obéir au légat; mais Raimond ne voulut plus rien entendre, et tourna ses armes contre les croisés. Pendant le siége de Lavaur, il quitta l'armée des assiégeants, et alla tailler en pièces un convoi qui leur arrivait.

Après de nouvelles hostilités, qui n'eurent pas de résultat décisif, après de nouvelles tentatives, toujours infructueuses pour opérer une conciliation, le comte Raymond appela à son secours le roi d'Aragon, son beau-frère. Celui-ci chercha à entrer en accom-

modement et à obtenir de bonnes conditions de paix pour le comte de Toulouse. Les conférences ne firent qu'aigrir les deux partis, et le roi d'Aragon se décida alors à la guerre.

Toutes les forces du Languedoc, de la Provence, des comtés de Foix, de Comminges et du Béarn, s'étant réunies aux troupes aragonnaises, composèrent une armée de cent mille hommes, où se trouvaient les vieux soldats espagnols, qui avaient tant de fois triomphé des Maures. Pierre se rendit au camp avec les princes confédérés, et, ayant donné la conduite de son avant-garde au comte de Foix, il alla investir Muret, château sur la Garonne à quelques lieues de Toulouse. Montfort avait fait fortifier régulièrement cette ville, et sa garnison faisait des courses jusqu'aux portes de Toulouse. Montfort, à la tête de quelques mille hommes, se jeta dans la place, et par sa présence ranima le courage des assiégés; mais leurs forces étaient si inférieures à celles des ennemis qu'ils ne pouvaient espérer tenir longtemps. Les évêques, renfermés avec Montfort dans Muret, allèrent plusieurs fois de la villé au camp pour obtenir une paix honorable, ou du moins une trève. Le roi d'Aragon refusa d'écouter aucune proposition. Les prélats résolurent de faire un dernier effort, et de s'aller jeter aux pieds de ce prince, pour le supplier de ne pas tourner contre l'Eglise des armes qu'il avait employées

pour sa défense. Montfort ne put les détourner de ce dessein; ils sortirent de Muret, et le roi d'Aragon envoya des gardes pour les empêcher d'arriver jusqu'à lui, de sorte qu'ils furent contraints de rentrer dans la ville.

Montfort, qui avait prévu cet évènement, disposa tout pour une sortie générale qu'il voulut faire le lendemain 13 septembre 1213; il divisa ses forces en trois escadrons. Tous les soldats reçurent les sacrements de Pénitence et d'Eucharistie; il se confessa et communia lui-même. Vers midi, il sortit à la tête des siens, pendant que les évêques et saint Dominique se tenaient aux pieds des autels pour implorer l'assistance du Dieu des armées.

On annonça au roi d'Aragon que les ennemis faisaient une sortie, et, pour paraître la mépriser, il fit servir son dîner et se mit à table. Montfort, l'ayant appris, dit à ceux qui l'entouraient, qu'il allait lui porter le premier mets; puis se jetant sur les gardes avancés de l'ennemi, il les renversa en un instant. Tout cédait devant lui, et il ne portait aucun coup inutile. Ses soldats le secondaient admirablement, et il enfonça tant d'escadrons qu'il s'approcha de la tente du roi d'Aragon.

Ce prince, surpris, se leva de table et demanda ses armes. Quelques-uns des siens lui conseillèrent de passer à l'arrière-garde, d'où il donnerait plus

tranquillement ses ordres pour repousser l'ennemi. Pierre n'adopta point cet avis, et, s'étant précipitamment revêtu de son armure, il monta à cheval, donna quelques ordres pour la disposition de l'armée, puis s'élança contre Montfort.

La noblesse d'Aragon, cherchant à couvrir son roi, une infinité de seigneurs furent renversés à ses côtés, entre autres D. Gomez de Lune, D. Miguel de Luezia, D. Miguel Rada et D. Pédro Pardo.

Montfort joignit enfin le roi d'Aragon, qui lui porta un vigoureux coup de lance. Il sut l'éviter, puis, se jetant sur le prince, il lui arracha des mains une petite banderolle, ornée des armes d'Aragon. Le roi, irrité, met l'épée à la main, en frappe plusieurs fois Montfort, qui, se haussant sur ses étriers, saisit le roi d'Aragon, le désarçonne et le renverse à terre. A l'instant une foule d'Espagnols accourent au secours de leur prince, lui font un rempart de leurs corps, et repoussent l'assaillant; mais un écuyer de la suite de Montfort, qui a vu tomber le roi, court à lui, lève rapidement la visière de son casque, et lui enfonce deux fois son épée dans la gorge, au grand regret de Montfort, qui aurait voulu conserver la vie de ce prince valeureux.

La mort du roi d'Aragon jeta la terreur parmi les siens; Montfort, de son côté, redoubla de valeur et ses soldats se sentirent animés d'un nouveau cou-

rage. La confusion et la crainte régnaient dans les rangs des confédérés, et chacun se mit à fuir sans écouter la voix des chefs, ni la discipline militaire. Les vainqueurs étaient las de frapper ; quinze mille hommes couvrirent le champ de bataille du côté de l'ennemi ; on a de la peine à croire, d'après le rapport des historiens du temps, que Montfort ne perdit que huit hommes d'armes. Les comtes de Toulouse, de Foix et de Béarn échappèrent par la fuite, ainsi que Raimond le jeune, qui s'était placé sur une hauteur pour jouir du spectacle d'une victoire, qu'il regardait comme certaine.

Montfort, maître du champ de bataille, courut à l'endroit où le roi d'Aragon avait été tué. Il trouva son corps nu et dépouillé au milieu des morts et des mourants. Il le fit ensevelir, et le donna aux chevaliers de Saint-Jean, qui le portèrent au monastère de Ximena, près de Saragosse, où il fut inhumé.

Le vainqueur, après un tel triomphe, retourna à l'église de Muret les pieds nus ; il se prosterna devant le Seigneur, et lui rendit grâces d'une victoire qu'il reconnut ne devoir qu'à sa bonté. Il ordonna qu'on vendît le cheval qu'il avait monté pendant l'action, ainsi que les armes qu'il portait, et que le prix en fût distribué aux pauvres. Il envoya ensuite au pape la lance du roi d'Aragon, où pendait l'écu de ses armes, et il s'attacha à prouver qu'il ne devait

point à ses propres forces un si brillant succès.

Philippe, quoique irrité contre le comte de Toulouse, de la protection qu'il avait demandée à l'empereur Othon, n'eût pas vu de sang-froid tous ces évènements, s'il n'eût été lui-même occupé par des ennemis étrangers. La jonction des comtes de Flandre et de Boulogne avec le roi d'Angleterre, et leur intelligence avec l'empereur Othon, préparaient enfin contre le roi de France une coalition bien supérieure aux forces de la monarchie.

Le comte de Boulogne était passé en Angleterre, afin de déterminer le roi Jean à entrer dans ses intérêts. Philippe, de son côté, songeait à traiter avec le comte de Flandre, ou à le réduire par la force des armes. Il avait mis sur pied deux puissantes armées, l'une de terre, composée de vieux soldats qu'il avait toujours commandés en personne, l'autre de mer, où l'on comptait dix-sept cents voiles. Ces deux armées se dirigèrent vers la Flandre, et le roi s'arrêta quelque temps à Boulogne, où il manda le comte de Flandre, qui refusa de paraître à la cour jusqu'à ce qu'on lui eût rendu les villes d'Aire et de Saint-Omer.

Après cette déclaration, le roi entra en Flandre, pendant que sa flotte en côtoyait les villes maritimes. Il emporta en peu de jours Ypres, Cassel, Bruges, Lille, Douai. Le chevalier Garin et le comte de

Saint-Pol, à la tête d'un fort détachement, se rendirent maîtres de Tournai. De là les deux corps réunis assiégèrent Gand. L'armée navale avait mouillé à Dam, dont on s'était emparé; mais le port, étant très-petit, ne put contenir qu'une partie de la flotte; le reste était à la rade. Les progrès du roi donnèrent aux Français une pleine sécurité, de sorte que la flotte était à peine gardée, et que la plupart des soldats étaient accourus au siége de Gand.

Le comte de Flandre, qui s'était retiré avec ses troupes dans les parties septentrionales de ses états, n'attendait que l'occasion de profiter de ces mouvements. Elle se présenta bientôt. Le roi Jean apaisa par sa soumission à l'Eglise les troubles qui agitaient ses états; puis il appareilla une flotte très-puissante qui mit à la voile, sous le commandement du comte de Boulogne et de Guillaume-Longue-épée, comte de Salisbury.

Le comte de Flandre prit ses mesures pour attaquer, en même temps qu'elle, l'armée navale des Français, qui était devant Dam. Ces mesures réussirent si bien, que les Anglais coulèrent à fond cent bâtiments avant qu'on eût le temps de se reconnaître. Ils s'emparèrent avec le même succès de trois cents vaisseaux, chargés d'armes et de provisions pour l'armée; mais ils ne purent attaquer ceux qui étaient dans le port. A la suite de ce succès, les Anglais débar-

quèrent et mirent le siége devant Dam, dans l'espérance de s'en rendre maîtres en peu d'heures. Les assiégés se défendirent avec vigueur, et donnèrent au roi le temps d'accourir avec toute son armée pour les dégager. Sa marche fut si rapide, et il attaqua les ennemis si brusquement qu'il en tailla trois mille en pièces, repoussa les Anglais jusque dans leurs vaisseaux, et obligea les Flamands de s'éloigner plus vite qu'ils n'étaient venus.

Les comtes de Salisbury et de Boulogne fermèrent alors le port de Dam avec leur flotte, persuadés que les Français ne pourraient leur échapper, parce qu'il leur fallait essuyer un combat pour en sortir. Le roi prit alors un parti désespéré, celui de brûler sa flotte, composée encore de plus de mille bâtiments. Ce fut un spectacle terrible et touchant tout à la fois, et la perte d'une bataille eût peut-être moins coûté à la France. Il fit ensuite mettre le feu à Dam; puis, avec ses deux armées, il alla continuer le siége de Gand. Cette place, n'espérant point de secours, se rendit à composition, et donna des otages ainsi que les villes d'Ypres et de Bruges (1213). Philippe leur rendit leurs otages, moyennant trente mille marcs d'argent. Cependant le roi Jean fit une descente dans le Poitou, et par cette puissante diversion interrompit les succès du roi, qui crut nécessaire d'aller tenir tête à ce nouvel ennemi. Avant son

départ, il mit de fortes garnisons à Douai et à Tournai, et laissa un corps nombreux de cavalerie aux comtes d'Artois et de Saint-Pol, pour couvrir Lille et le pays voisin.

Le départ du roi rendit aux confédérés toute leur hardiesse. A peine Fernand, retiré en Zélande, en a-t-il avis, qu'il se met en marche, se jette sur l'Artois et le dévaste horriblement par représailles. Le prince royal, rappelé en France, laisse à découvert les places fortes de la Flandre wallonne. Fernand, profitant de cette absence, vient insulter Lille; la garnison le contraint de s'éloigner; pressé d'agir, il court s'emparer de Tournai, par un coup de main, en fait abattre les portes, lève une contribution, prend des otages qu'il ordonne de conduire à Gand, où douze d'entre eux sont décapités, et revient mettre le siége devant Lille, qu'il menace cette fois d'une attaque régulière. Les habitants forcent les Français de se retirer dans le château des Reigneaux à peine achevé et ouvrent leurs portes aux Flamands, qu'ils reçoivent comme des libérateurs et des compatriotes. Le roi, encore irrité de la destruction de sa flotte, des dévastations commises en Artois, ne met plus de bornes à sa colère, lorsqu'il apprend que les Lillois ont rendu leur ville à Fernand; il rentre en Flandre, reprend Lille qu'il fait saccager et réduire en cendres. Fernand, enveloppé par les flammes, s'échappe à grande

peine, accompagné de quelques centaines d'habitants, qui s'attachent à sa mauvaise fortune. Les femmes et les enfants, qui tentent de sortir de leurs maisons embrasées, sont repoussés dans le feu ou égorgés par le vainqueur; les bâtiments construits en dur, qui avaient résisté à l'incendie, sont jetés bas avec des crochets de fer. Les malheureux, sauvés de ce désastre par une espèce de miracle, sont traqués, poursuivis le lendemain, et vendus à l'encan sur les débris de leur ville qui continue de brûler pendant huit jours.

Après cette cruelle expédition, qui exaspéra encore davantage les Flamands contre la domination française, Philippe reçut des avis multipliés qui lui annonçaient les progrès du roi d'Angleterre dans le Poitou; il jugea qu'il n'avait plus de temps à perdre pour faire face à ce puissant ennemi, et il regagna Paris.

A peine y fût-il arrivé, que la flotte anglaise débarqua en Flandre, et les Français n'osèrent plus à leur tour tenir la campagne. Le comte de Boulogne assiégea Cassel; le comte d'Artois lui en ayant fait lever le siége, Boulogne entra dans le Brabant et effraya tellement Henri, duc de Brabant, gendre du roi, qu'il le fit renoncer à l'alliance française et exigea ses propres enfants pour otages.

D'un autre côté, le comte de Flandre pénétra dans le comté de Guines, en prit la ville principale et

Ardres, assiégea et emporta d'assaut la ville d'Aire et le château de Lens. Le comte d'Artois, ne pouvant s'opposer à ces succès avec le peu de forces dont il disposait, le roi le fit revenir, sous prétexte de l'envoyer contre le roi d'Angleterre, qui n'était pas moins heureux de son côté que le comte de Flandre.

La présence du roi Jean dans le Poitou avait ramene les comtes de la Marche, d'Angoulême et de Nevers dans son parti. Ayant grossi son armée de leurs forces, il alla s'emparer d'Angers, dont il fit promptement relever et fortifier les murailles. De là il passa en Bretagne, prit sur son chemin Beaufort et Ancenis, et jeta la consternation dans ces provinces.

Tel était l'état des affaires lorsque Philippe fit partir, pour le comté d'Artois, le maréchal du Mets et le duc de Bretagne; il envoya son fils dans la Touraine, où il établit son quartier-général. Le roi d'Angleterre n'en fit pas moins une course jusqu'aux portes de Nantes. Le comte d'Evreux, qui était sorti de cette place pour en repousser les ennemis, tomba entre leurs mains, ainsi que treize hommes d'armes. Cette prise couronna les succès du roi d'Angleterre; l'hiver l'empêchait de pousser plus loin ses conquêtes, et on s'occupa activement de part et d'autre des préparatifs de la campagne suivante, de laquelle dépendait le salut du royaume.



LIVRE XI.

Nouvelle union de l'empereur Othon, du roi d'Angleterre et des comtes de Flandre et de Boulogne. — Forces et marches des deux armées. — Bataille de Bouvines. — Le comte d'Artois chasse d'Anjou le roi d'Angleterre. — Trève entre les deux couronnes. — Naissance de saint Louis. — Révolution en Angleterre. — Le comte d'Artois est appelé à la couronne d'Angleterre. — Mort du roi Jean. — Le comte d'Artois perd la bataille de Lincoln. — Retour du roi Louis en France. — Affaires d'Orient. — Mort de Simon de Montfort, de Raimond le vieux. — Maladie du roi. — Son testament. — Sa mort.

Les ennemis de la France étaient tellement enorgueillis du succès de leur dernière campagne, qu'ils prétendaient pouvoir facilement renverser la monarchie. Le comte de Boulogne, qui avait si bien réussi en Angleterre, passa dans le même dessein en Allemagne, pour agir auprès de l'empereur Othon. Il le trouva à Brunswick, occupé des affaires que lui avait suscitées Frédéric de Souabe, roi de Sicile. Il

représenta à l'empereur que le plus pressant de ses intérêts était de subjuguer la France, alliée de Frédéric et toujours prête à le favoriser; que Philippe avait dépouillé le roi Jean des provinces qu'il avait reçues de ses ancêtres ; qu'il méditait actuellement la conquête de la Flandre; que, par conséquent, la plus saine politique exigeait de lui qu'il joignît ses armes à celles de tant de princes pour dompter la France, puisque, après la victoire, Frédéric et les princes rebelles d'Allemagne n'oseraient résister aux armes de l'empire, de l'Angleterre, des Pays-bas, jointes à celles d'une monarchie qui subsistait depuis huit cents ans ; il ajouta que rien n'était plus facile; que le roi d'Angleterre lui fournirait l'argent nécessaire pour la paie et l'entretien de son armée; qu'il était dans le cœur du royaume, où il avait conquis le Poitou, l'Anjou et une partie de la Bretagne; que plusieurs seigneurs s'étaient joints à lui; que les armées de Flandre, animées par leurs dernières victoires, n'attendaient qu'un si grand chef pour triompher avec plus de gloire; enfin, que les Français étaient mécontents du gouvernement de Philippe, et que lui-même, comte de Boulogne, entretenait de grandes intelligences dans l'armée de ce prince.

L'empereur, se laissant persuader, donna ses ordres pour faire passer toutes ses troupes dans la Flandre et se rendit en personne à Valenciennes, où il avait

convoqué une diète. Les comtes de Flandre, de Salisbury et de Boulogne ne manquèrent pas de s'y trouver. Guillaume, comte de Hollande, Henri, duc de Brabant, Frédéric, duc de Lorraine, Thibaud, comte de Luxembourg et de Bar, Othon, duc de Limbourg, et Philippe de Courtenay, marquis de Namur, y assistèrent et promirent de fournir leur contingent. On fut extrêmement surpris de voir au rang des alliés le duc de Brabant, gendre du roi, le comte de Bar, son sujet, et dont le fils, Henri de Bar, servait auprès de Sa Majesté; et le marquis de Namur, prince du sang royal de France. Mais la puissance de l'empereur, qui avait fait passer en Flandre plus de cent mille hommes, entraina dans son parti tous ces princes, qui, en agissant autrement, craignaient de devenir ses premières victimes.

Lorsque le contingent de chaque prince eut été réglé, la diète assigna aux principaux des alliés les provinces de France qui pouvaient le mieux leur convenir. La souveraineté et le corps de la monarchie étaient dévolus à l'empereur; toutes les provinces de la Loire devaient être le partage du roi d'Angleterre; le comte de Boulogne devait joindre à ses états le Vermandois et les provinces voisines; enfin le comte de Flandre porta ses vues sur Paris, l'Ile-de-France et la partie de la Picardie adjacente à l'Artois.

Quoiqu'il en soit, les alliés, comptant sur un plein

succès, se proposaient non-seulement de morceler la France à leur profit, mais encore de s'approprier tous les biens ecclésiastiques. Leur armée se composait de plus de deux cent mille hommes, parmi lesquels on comptait cent cinquante mille fantassins. Ces nombreux bataillons étaient suivis d'un bagage considérable, où l'on voyait plusieurs chariots chargés de chaînes, que l'on destinait aux vaincus.

Philippe, instruit de ces immenses préparatifs, avait redoublé de soins et d'ardeur; il divisa ses troupes en deux corps, donna le moins considérable au comte d'Artois, qui avait établi son camp à Chinon, où il rassemblait toutes les forces de la Touraine et des provinces voisines; et lui, avec quarante mille hommes de vieilles troupes, se rendit à Péronne au commencement du printemps 1214, et y établit ses magasins.

La plupart des princes et seigneurs de France vinrent y joindre le roi; parmi eux on distinguait le comte de Dreux, premier prince du sang, Philippe de Dreux, son frère, évêque et comte de Beauvais; Pierre de Courtenay, comte d'Auxerre; Eudes, duc de Bourgogne; Jean, comte de Ponthieu, neveu du roi; Thibaud, comte de Champagne, qui n'était alors âgé que de treize ans; Etienne de Champagne, comte de Sancerre; Thomas, comte du Perche. Outre ces princes, qui avaient tous une suite magnifique, on voyait dans l'armée royale le chevalier Garin, pre-

mier ministre, sur l'expérience duquel on comptait beaucoup; le comte de Saint-Pol, Matthieu de Montmorency; Guillaume des Barres; Pierre de Mauvoisin; Adam, vicomte de Melun; Barthélemi de Roye; Hugues de Mareuil, et Thomas de Saint-Valeri, qui tous étaient consommés dans le métier des armes. Il arriva encore au roi près de trente-cinq mille hommes des milices d'Artois, du Soissonnais et de la Champagne, presque tous habitués à porter les armes.

Avec de si belles troupes, et tant de princes et de seigneurs d'un si haut mérite, Philippe crut qu'il y aurait de la honte à attendre tranquillement que ses ennemis vinssent porter dans ses états le fer et le feu. Il part de Péronne le 23 juillet 1214 avec toute son armée, moins nombreuse de moitié à la vérité que celle des alliés, mais plus forte en cavalerie; se dirige sur la Flandre wallonne par Arras, passe la Deûle au Pont-à-Vendin, et le 26 assied son camp sous Tournai, où les Flamands étaient rentrés après le sac de Lille, et que le chevalier Garin avait fait enlever de nouveau, par un coup de main, peu de semaines avant l'arrivée du roi.

L'empereur Othon, de son côté, ayant porté son armée de Valenciennes sur Mortagne, au confluent de la Scarpe dans l'Escaut, avait fait sommer le commandant du fort situé en cet endroit. Cet officier, qui avait au plus vingt lances complètes, épouvanté

de voir du haut de ces tourelles toute la campagne couverte d'ennemis, craignant d'être passé au fil de l'épée, lui et sa petite garnison, comme l'en avait menacé le héraut d'armes s'il faisait mine de se défendre, se rendit à discrétion. L'empereur, maître du château de Mortagne, occupait la position derrière la Scarpe entre Mortagne et Saint-Amand, au moment où le roi entrait à Tournai. Philippe, craignant d'être coupé et de manquer de vivres, résolut d'aller attaquer l'ennemi le lendemain. Il assembla son conseil qui le détourna de cette résolution, d'après les rapports du comte de Saint-Pol et du chevalier Garin, qui connaissaient le mauvais état des chemins détrempés par de fortes pluies. Comme il persistait à vaincre ces obstacles et à marcher aux alliés, de nouveaux avis, reçus par des espions, le ramenèrent à l'opinion du conseil; ces avis portaient que l'armée impériale, retranchée derrière la Scarpe, avait ajouté des coupures, des abattis, des chausse-trappes aux défenses naturelles qui rendaient l'approche de son camp inabordable à la cavalerie.

Toutefois le roi, sentant l'impossibilité de demeurer plus longtemps sous Tournai, à cause du manque absolu de vivres, comprenant, sur les représentations du chevalier Garin, qu'il pouvait n'être plus libre de choisir un champ de bataille, s'il convenait à l'empereur de prendre l'initiative et de le forcer à accepter

le combat entre la Marque et l'Escaut, se détermina à repasser la Marque; puis sur-le-champ il donna l'ordre de partir le lendemain matin, pour aller camper sur les débris de Lille.

Son intention était de se diriger de là sur les plaines du Hainaut et du Cambrésis, afin d'attirer l'armée impériale sur un terrain favorable à l'action de sa cavalerie. Comme le roi délibérait dans son camp, l'empereur, qui avait connaissance de l'état misérable du pays environnant Tournai, avisait dans le sien aux moyens de resserrer davantage les Français dans leur position, en poussant de forts détachements sur la rive gauche de la Marque, à effet d'intercepter les communications de l'armée royale avec Douai, Lens et Béthune, quand la nouvelle des préparatifs du départ du roi vint apporter un grand changement dans ses plans.

Trompé sur la véritable intention des Français, Othon suppose que leur mouvement est moins une marche pour changer de position qu'une fuite précipitée. Préoccupé de cette idée, il donne l'ordre de prendre les armes et de se mettre sur-le-champ à leur poursuite, en appareil de bataille. Le comte de Boulogne, qui avait appris à connaître le caractère du roi, à apprécier la bravoure des Français, lui représente qu'il était prudent d'attendre que le but de la marche de l'armée royale fût mieux déterminé

avant d'engager une action décisive, que les Français vaillants et aguerris ne se retiraient jamais sans combattre, qu'il avait ménagé des intelligences parmi leurs chefs, qu'il fallait donner le temps d'agir à ses affidés, laisser les soldats français se fatiguer, la discipline s'affaiblir, alors, dit-il, vous pourrez agir plus sûrement. Les seigneurs allemands, qui entouraient l'empereur, répondirent par des railleries piquantes. Le comte de Boves, son parent, lui dit qu'il cherchait à faire échapper une occasion qui pouvait ne plus se représenter, que son conseil tendait à affaiblir le courage des soldats; il alla même jusqu'à lui reprocher de trahir les intérêts du roi Jean. Renaud, dévorant à peine l'affront qu'il venait de recevoir, jette un regard de mépris sur le comte de Boves, qu'il traite de poltron et court rassembler les troupes sous ses ordres.

L'armée française s'était mise en marche à la pointe du jour; le chevalier Garin avait dirigé lui-même une reconnaissance de deux à trois mille chevaux, sous les ordres du vicomte de Melun, sur la route de Tournai à Mortagne, du côté de la rive gauche de l'Escaut.

La tête des colonnes françaises avait déjà passé la Marque sur le pont de Bouvines. Le roi s'était arrêté pour voir défiler les troupes près du pont, quand le chevalier Garin, accourant à toute bride,

vint lui annoncer que, parvenu à deux milles de Tournai, sur les hauteurs qui dominent la petite plaine de Lesdain, il avait reconnu l'armée ennemie marchant à lui, enseignes déployées, les chevaux couverts, les sergents d'armes en avant éclairant la marche, signe évident de disposition au combat.

Le roi, ayant arrêté ses colonnes, assembla son conseil qui fut presque généralement d'avis de continuer le mouvement sur Lille. Les officiers étaient encore réunis autour de lui, quand des coureurs, envoyés par le vicomte de Melun, apportèrent la nouvelle que l'ennemi, après avoir passé le ruisseau de Rumes, avait fait un changement de direction à droite, dénotant l'intention de se porter sur Tournai. Le roi, trompé par ce rapport, fit élargir le pont pour hâter le passage sur un front plus étendu, et remit les colonnes en marche. Le chevalier Garin, seul contre tous, soutenait qu'on prenait le change, qu'il fallait choisir entre la bataille qui allait être inévitable et une retraite en désordre. Il conseillait, en conséquence, de faire rétrograder les colonnes qui avaient passé le pont, et de prendre position sur la rive droite de la Marque. L'avis général prévalut.

Le roi, fatigué de la chaleur, s'était fait désarmer, et prenait un peu de repos à l'ombre d'un frêne non loin du pont, lorsque d'autres coureurs,

dépêchés en toute hâte, annoncèrent que le vicomte de Melun, vivement attaqué par les troupes légères d'Othon, avait été obligé de se replier sur l'arrière-garde, que cette arrière-garde avait déjà été abordée plusieurs fois, qu'elle allait se trouver hors d'état d'opérer sa retraite sur le gros de l'armée, si elle n'était promptement secourue; enfin, qu'il n'y avait plus un moment à perdre, que les Français auraient en peu d'heures toutes les forces de l'ennemi sur les bras. Ce fut alors que l'on comprit la justesse des conseils du chevalier Garin.

Le roi, ayant commandé aux troupes de s'arrêter de nouveau, dépêcha au plus vite sur le chemin de Bouvines à Lille pour faire rétrograder l'infanterie des communes, en tête desquelles était l'oriflamme; il ordonna qu'on rompît le pont dès que les derniers pelotons seraient repassés; ayant ensuite commandé au chevalier Garin de former une ligne de bataille un peu en avant du village, face à Tournai, se trouvant près de l'église de Bouvines qui était ouverte, il y entra pour faire une courte prière. Plusieurs historiens rapportent qu'étant remonté à cheval, au milieu de ses grands officiers, il alla droit à l'autel de campagne qui avait servi à la célébration des saints mystères (c'était un dimanche), qu'il déposa son casque surmonté d'une couronne sur la table de cet autel, et dit · « Compagnons, si vous

» connaissez quelqu'un parmi vous plus digne que moi » de porter cette couronne, mettez-la sur sa tête, qu'il » nous conduise au combat, je jure de lui obéir et » d'être le premier à le suivre. » Ceux qui l'entourent s'écrient : « Que Philippe soit toujours notre roi! » L'élan se communique à toute l'armée qui fait retentir les airs de ses acclamations ; tous, par un mouvement spontané, tombent à genoux, et demandent sa bénédiction, qu'il leur donne avec attendrissement. D'autres historiens ajoutent que, prenant une coupe de vin dans laquelle on avait rompu des morceaux de pain, il la passa aux seigneurs de sa suite, après y avoir goûté et prononça ces paroles mémorables d'une voix forte et animée : « Que ceux qui ont bu et » mangé à cette coupe jurent tous de vaincre ou de » mourir ici pour le soutien de l'honneur français. » C'est en ce moment que plusieurs gentilshommes de sa garde s'engagèrent par serment à verser la dernière goutte de leur sang pour garantir sa royale personne en toute occasion. Alors il pique des deux et court se placer en tête de la première ligne de l'armée, que le chevalier Garin était occupé à ranger en ordre de bataille, l'air aussi gai, aussi délibéré que s'il dût assister à un festin nuptial.

L'empereur, en débouchant sur le plateau de Cysoing, étonné de trouver les Français en ligne, au lieu de les voir en retraite, comme il s'y attendait,

ne put s'empêcher de dire à ceux qui l'entouraient : « Eh bien, ces Français que l'on m'avait dit être en » pleine fuite, les voici, le roi à leur tête! » Cette observation, qui n'était point échappée aux chefs de son armée, produisit un moment de crainte et d'hésitation dans leurs rangs; le prétendu mouvement sur Tournai n'était qu'une manœuvre pour déployer leurs colonnes et entrer directement sur le terrain; on les vit s'étendre du sud-est au nord-ouest et occuper la partie la plus élevée du plateau. L'empereur Othon, placé au centre de son armée, se faisait remarquer par une suite brillante et nombreuse. On voyait à ses côtés un char attelé de quatre chevaux sur lequel était fixé un pal portant une aigle dorée d'une énorme dimension. Cette aigle tenait dans ses serres un dragon la gueule béante, jetant feu et flamme, emblème qui signifiait la France vaincue, subjuguée par les armes impériales. Cinquante gentilshommes allemands, les plus déterminés, étaient préposés à la garde de cette monstrueuse enseigne; ils étaient commandés par Pierre d'Ostermale. Les ducs de Brabant, de Limbourg, de Mecklenbourg, les comtes de Hollande, de Dormont, Gerard de Randerode, Bernard d'Ostermale, Pierre de Namur, Conrard de Trémogne, Hugues de Boves et bon nombre de chevaliers de première distinction formaient la garde de l'empereur.

Fernand, chargé du commandement de l'aile gauche,

avait sous ses ordres les contingents des comtés de Flandre, du Hainaut et de Hollande, parmi lesquels on distinguait cette belle gendarmerie conduite par Jean de Ghistelle et Jean de Buridan, Raze et René de Gavres, Pierre du Mesnil, Baudouin des Prets, Arnould d'Audenarde, Robert de Béthune, Hélin de Wavrin, sénéchal de Flandre. Huit chevaliers de cette ancienne maison et beaucoup d'autres seigneurs flamands se tenaient autour de sa personne. Le comte de Boulogne, qui commandait l'aile droite, réunissait sous ses ordres le comte de Salisbury, Bigot de Cliffort et leurs 6000 anglais, toute l'infanterie brabançonne, plusieurs eschielles ou pelotons de cavalerie saxonne et brunswikoise, des corps de mercenaires et d'aventuriers levés par Hugues de Boves. Le comte Renaud, en passant près de ce dernier comme il venait de recevoir les ordres de l'empereur, ne put s'empêcher de lui dire : « Voici » tout-à-l'heure la bataille que tu as conseillée et que » j'ai désapprouvée ; tu fuiras comme un lâche devant » les lances françaises, tandis que je me porterai vail- » lamment aux coups, au péril de ma vie ou de ma » liberté ! » Le centre de l'armée impériale formait une phalange triangulaire présentant la pointe du triangle à l'armée française ; les deux ailes de cette phalange, compressés d'abord, s'étendirent successivement à droite à et gauche du terrain qu'elles occupaient.

L'armée royale, formée parallèlement à celle d'Othon, était rangée de la manière suivante : le roi occupait le centre avec toute la cavalerie d'élite. Une bonne partie de l'infanterie des communes, passant par les intervalles des escadrons, venait se mettre en ligne à mesure qu'elle repassait le pont. La personne du roi était gardée par Guillaume des Barres, la fleur des chevaliers, Barthélemi de Roye, d'un âge mur et d'une prudence consommée, le jeune Gauthier, homme d'exécution et de bon conseil, Pierre de Mauvoisin, renommé par sa valeur et sa force de corps, Gérard Scrophe, le plus adroit des chevaliers à manier le glaive et l'épée, Etienne de Longchamp, modèle de dévouement à ses maîtres, Guillaume de Mortemart, Jean de Roboroi, Guillaume de Garlandes, Henri, comte de Bar, jeune d'âge, mais d'un courage éprouvé, et par une quantité d'autres personnages distingués. Galon de Montigni, gentilhomme du Vermandois, se tenait à ses côtés, portant l'étendard royal parsemé de fleurs de lys.



La droite était commandée par Eudes, duc de Bourgogne, le plus considérable, comme le plus fidèle des grands vassaux de la couronne; il réunissait sous ses ordres : le comte de Saint-Pol, son sénéchal, à la tête d'un corps choisi de gendarmerie, le vicomte de Melun et ses troupes légères, le comte de Beaumont, Matthieu de Montmorenci, les frères de Ma-

reuil et d'autres chevaliers de la plus ancienne noblesse. Le comte de Saint-Pol, répondant à quelques plaisanteries que le chevalier Garin lui adressa en passant devant lui pour faire les fonctions de sa charge, lui dit : « Dans un instant, frère Garin, je vais prouver au roi que je suis un bon traître. » Il voulait faire allusion aux bruits injurieux qui couraient sur son compte; on disait qu'il s'entendait avec le comte de Boulogne.

La gauche, composée des milices du Ponthieu, du comté de Gamaches, des sergents d'armes, des ribauds, de quelques corps de gendarmerie du Ban, était confiée aux comtes de Dreux et d'Auxerre, tous deux princes du sang royal. Les frères de Garlandes, les deux Coduns, et quelques autres puissants propriétaires de fiefs et grands tenanciers bretons étaient sous leurs ordres. Le chevalier Garin n'avait point de poste fixe. Investi de la confiance du roi, sa place se trouvait partout où il y avait des ordres à donner, des fautes à réparer. Philippe s'en rapportait à ses soins, à son intelligence pour l'exécution des mouvements et l'ordre à faire observer dans les rangs.

L'armée impériale, s'étendant du sud-est au nord-ouest, front à Bouvines, avait nécessairement le soleil en face à une heure et demie après-midi; les Français, formés sur une ligne parallèle, l'avaient

par conséquent à dos; les fronts de chaque armée, selon les propres termes de Le Breton, égaux en étendue, occupaient un espace de mille quarante pas. L'armée des alliés, étant la plus nombreuse, présentait aussi plus de profondeur, l'intervalle qui les séparait était assez considérable, il était évalué, d'après un autre auteur et l'autorité des chroniques du pays, à un trait d'arbalète à toute volée. Le roi, comme nous l'avons dit, placé en tête du premier front, ou première ligne, prononça l'allocution suivante à haute voix : « Soldats, notre espérance est » en Dieu; l'empereur Othon et son armée sont » excommuniés du souverain Pontife, comme ennemis » et détracteurs des choses saintes; l'argent qui sert » à les entretenir est le patrimoine des pauvres, » des églises qu'ils ont spoliées; quant à nous, qui » n'avons jamais renié la foi de nos pères, qui avons » toujours respecté ce qui était sacré, nous ne pre- » nons les armes que pour défendre notre liberté et » notre honneur; espérons que Dieu nous fera triom- » pher aujourd'hui, tout pécheurs que nous sommes! » En parcourant les rangs, il disait à ceux qui avaient scrupule de combattre le dimanche : « Les Macha- » bées, ces hommes chéris de Dieu, ne firent aucune » difficulté de marcher à l'ennemi le jour du sabbat, » et l'Eternel protégea leurs armes. » Il rappelait aux vieux soldats, qui l'avaient naguères suivi à la croi-

sade, les combats où il s'était trouvé avec eux, et n'oubliait rien pour exciter le courage de tous.

Pendant ce temps, le chevalier Garin, voyant que les alliés cherchaient à le déborder sur sa droite, faisait appuyer les corps en dehors et répétait aux soldats : « Le champ est vaste, desserrez vos rangs, il ne convient pas qu'un soldat se fasse un bouclier de son chef de file dans cette journée ; placez-vous de manière à pouvoir combattre librement, sans vous gêner les uns les autres ! » Les différents corps étaient si bien amalgamés, les hommes d'un courage non encore éprouvé, si bien agencés dans les rangs, que les moins courageux se trouvaient obligés de faire leur devoir, comme les plus aguerris.

Vers une heure et demie après-midi, au moment où la chaleur du jour était à son plus haut degré, le roi, qui tenait à n'être point prévenu dans l'attaque, fit donner le signal du combat. Le Breton, son chapelain et son médecin tout à la fois, qui nous a laissé ces détails, placé à quelque distance derrière lui, et accompagné d'un clerc, se mit à réciter à haute voix les psaumes *Benedictus...... qui docet*, jusqu'à la fin ; *Exsurgat Deus*, et *Domine, lætabitur rex in virtute tuâ*, aussi jusqu'à la fin, non sans être interrompus par les larmes et les sanglots dont ils étaient suffoqués, tant était grande leur ferveur à implorer la miséricorde divine! Les impériaux, de

leur côté, avaient croisé la pique et s'apprêtaient à repousser l'attaque des Français. Ils jetèrent de grands cris, selon leur usage, et on en vint aux mains.

Les premiers coups étaient à peine portés au centre que déjà l'affaire était engagée entre la droite des Français et l'aile gauche des Impériaux, commandée par le comte de Flandre; le chevalier Garin, de l'avis du comte de Saint-Pol, avait ordonné à cent cinquante hommes de cavalerie légère d'attaquer un gros de gendarmerie flamande; les gendarmes de Fernand, indignés de se voir abordés par des soldats d'un rang inférieur, ne se donnent pas la peine de s'ébranler, et reçoivent la charge de pied ferme; les cavaliers français vont s'enferrer dans les longues lances des gendarmes et sont presque tous démontés ou blessés, deux d'entr'eux mortellement. Aussi vaillants à pied qu'à cheval, ils se rallient, et retournent intrépidement lance baissée aux gendarmes. Ces braves gens présentent un des plus étonnants spectacles de guerre, dont l'histoire fasse mention. On voit des cavaliers couverts d'armures de fer chargés par des hommes à pied, revêtus d'une cotte de maille et de leur jaque d'armes seulement, la plupart blessés; ces intrépides soldats, qui seront à jamais célèbres dans les fastes de la monarchie française, étaient de la vallée de Soissons.

Les Flamands, malgré leur sang-froid, n'avaient

pu repousser les Soissonnais sans s'ouvrir un peu. Le comte de Saint-Pol qui épiait cette circonstance exécute une charge à fond, perce la ligne, renverse tout ce qui s'oppose à lui, avançant toujours, sans s'arrêter à faire des prisonniers; puis, prenant les Flamands à dos, les traverse une seconde fois, laissant après lui un large vide que les Hollandais s'efforcent de remplir. Pendant ce temps, la plus nombreuse eschielle de gendarmerie, commandée par Ghistelle et Buridan, tente une attaque vigoureuse sur les troupes de Champagne et les fait reculer; les chefs flamands, pour exciter leurs hommes d'armes, retracent les hauts faits de leurs ancêtres, invoquent le souvenir de leurs femmes, de leurs enfants, représentent les Français pillant, incendiant leurs foyers s'ils demeurent vainqueurs. Pierre de Rheims, qui s'aperçoit du désordre des siens, accourt à leur aide et rétablit le combat. Ghistelle et Buridan, enveloppés par les Champenois et les gendarmes du comte de Saint-Pol, sont forcés de se rendre. Eustache de Marquillies, gentilhomme de la Châtellenie de Lille, de haute stature, d'une force de corps prodigieuse, excitait les siens en se jetant avec fureur au milieu des cavaliers champenois, en criant : « A mort les Français! à mort! » Un Champenois le saisit, lui serre la tête entre le coude et le corps, et le désarme de son hausse-col. Un autre, voyant cette partie du corps

du Flamand à découvert, lui plonge son épée dans la gorge et lui donne la mort dont il menaçait les Français un moment auparavant. Ce fait d'armes, la capture de Ghistelle et de Buridan, augmentent l'audace des Français et modèrent l'ardeur de cette gendarmerie flamande, l'élite dès troupes de Fernand. Le combat continuait depuis trois heures sur ce point avec des succès balancés.

Le vicomte de Melun, aidé d'Arnould de Guines, imitait la manière du comte de Saint-Pol, enfonçait, traversait la ligne, la traversait de nouveau en la prenant à revers sur un autre point. Ce fut dans ces différentes charges que Michel de Harnes fut cloué aux pavois de sa selle d'un coup de lance si violent qu'il avait percé la cuisse du cavalier et atteint le corps du cheval. Hugues de Malaunai, démonté et blessé, se relève, combat à pied aussi légèrement qu'un fantassin. Le comte de Beaumont, Matthieu de Montmorency, se précipitent au fort de la mêlée, et font des prodiges de valeur.

Le duc de Bourgogne, qui combattait comme un simple homme d'armes, a son cheval tué sous lui; l'ennemi accourt pour l'emmener; il est aussitôt entouré de ses Bourguignons qui lui font un rempart de leurs corps, le remettent sur un cheval frais, non sans peine, car le duc était d'un excessif embonpoint. A peine est-il affermi en selle, qu'il tombe

sur les Flamands avec furie, frappant partout, sans regarder sur qui tombaient ses coups, comme s'il eût eu à venger sur chacun d'eux la perte de son destrier et l'accident de sa chute. Le comte de Saint-Pol et ses gendarmes, qui venaient d'exécuter les charges brillantes dont nous avons parlé, haletants de chaleur, harassés de fatigue, respiraient la visière relevée et laissaient souffler leurs chevaux en dehors de la presse, faisant face à l'ennemi.

Le comte, en jetant les yeux sur le terrain pour combiner une nouvelle attaque, aperçoit un dés siens laissé en arrière, entouré, accablé par le nombre, prêt à succomber : personne ne se présentant pour aller à la *recousse* de l'homme d'armes, il baisse la visière de son casque, et, tout essoufflé qu'il était, s'incline sur le col de son cheval à la manière des ribauds, pique droit à l'ennemi, malgré les coups qu'il reçoit, et arrive à son guerrier. Se relevant alors, il frappe à droite et à gauche, écarte ceux qui l'environnent, le dégage et le ramène à sa bannière. Les écuyers de ce brave chef, qui ne l'avaient point quitté un seul instant des yeux, assurèrent qu'il reçut à la fois jusques à douze coups de lance dans ses armes, sans que le cavalier et le cheval en fussent ébranlés. A peine reposé, il se précipite de nouveau sur les Flamands, qui se font tuer sans tourner bride.

Le combat continuait avec le même acharnement

de part et d'autre. Les pertes essuyées par les Flamands avaient mis à découvert le corps de noblesse qui entourait Fernand, et tout le poids des attaques retombait sur ses chevaliers. Démonté pour la seconde fois, blessé en plusieurs endroits, le comte de Flandre se défendait en désespéré. Hélin de Wavrin, Baudouin des Prets, Pierre du Mœnil, Arnould d'Audenarde, Rase de Gavres, s'efforcent en vain de le couvrir et de le tirer du danger. Le terrain tout autour de lui était couvert des corps de ses meilleurs serviteurs, confondus pêle-mêle avec ceux des Français, la plupart tués de sa propre main. Accablé de fatigue, épuisé du sang qu'il perdait, il tombe à genoux; dans cette attitude, il essaie encore de se défendre; n'en pouvant plus, prêt à s'évanouir, il rend enfin son épée à Hugues de Mareuil.

La capture du comte glace d'effroi les plus courageux de sa suite et entraîne presqu'aussitôt la déroute de la gauche; beaucoup des siens sont emmenés prisonniers avec lui, le reste se met à fuir dans toutes les directions. La bataille était gagnée à l'aile droite des Français, que la victoire était encore incertaine au centre et à la gauche.

Les escadrons de la noblesse, chargés à différentes reprises par toute la cavalerie allemande, avaient soutenu le choc sans se laisser entamer; les Saxons, ramenés battus plusieurs fois, s'étaient retirés der-

rière la grosse phalange triangulaire qui ressemblait à une forêt de piques. Pendant que toutes ces choses se passaient, l'infanterie française des communes qui avait franchi le pont et qui avait pénétré sur le champ de bataille par les intervalles des escadrons, se formait en masse en avant du corps où était le roi pour tenter une attaque de front sur la phalange allemande; cette formation achevée, les contingents de Beauvais, de Ham, de Corbie, d'Arras, croisent la pique, sans se donner la peine de se reposer, et marchent droit, tête baissée, à l'aigle impériale; mais soit qu'ils fussent peu remis de leur marche accélérée sur le terrain glissant, soit que l'infanterie allemande, réputée pour être la meilleure de l'Europe à cette époque, voulût soutenir sa vieille réputation, les Français sont repoussés et refoulés sur la cavalerie dont ils neutralisent l'effet et parmi laquelle ils introduisent le désordre, tellement que l'eschielle, à la tête de laquelle était le roi, se trouve à découvert et en quelque sorte rompue.

Les piquiers de l'infanterie ennemie, en poussant les soldats des communes, se trouvent pêle-mêle au milieu des gentilshommes préposés à la garde du roi. Quatre de ces fantassins qui semblaient n'en vouloir qu'à sa personne avaient réussi, après l'avoir légèrement blessé à la gorge, à le tirer bas de son cheval avec leurs hallebardes à crocs : le danger était ex-

trême; Montigni, ce brave porte-étendard, haussait et baissait sa bannière de la main gauche, tandis que de la droite il parait avec son épée les coups portés sur son maître. Entre plusieurs chevaliers accourus aux signaux de Montigni, Tristan se dévoue, il met pied à terre, présente son cheval à Philippe, se place au-devant de lui et tombe à ses pieds percé de coups, en lui faisant un rempart de son corps. Action sublime, dévouement héroïque qui vivra à jamais dans la mémoire des hommes!

Le roi, remonté sur le cheval de Tristan, rallie les chevaliers qui cherchaient déjà à reprendre leur rang, les ramène à la charge et rétablit le combat. Les seigneurs de sa garde se font tuer autour de lui; Etienne de Longchamp, un de ses plus braves chevaliers, reçoit le coup mortel par le grillage de sa visière. La cavalerie allemande se servait, à la bataille de Bouvines, d'épées pointues à trois côtés affilés jusqu'à la monture, pour mieux pénétrer au défaut des armures qui étaient parfaites en France en ce temps. Mais cette nouvelle invention ne put prévaloir contre les espadons français.

Tandis que ces évènements se passaient au centre, l'action était généralement engagée avec les Anglais et les autres troupes sous les ordres du comte de Boulogne. Celui-ci, plus occupé de porter le gros de ses forces sur les flancs du corps de bataille où

était le roi, semblait négliger les soins de l'extrémité de son aile appuyée aux marais de la Marque; cette partie était fort maltraitée par les sergents d'armes des princes; l'évêque de Beauvais, qui se trouvait en face des Anglais, ayant abattu le comte de Salisbury d'un coup de masse d'armes et l'ayant fait prisonnier, le désordre se mit dans cette partie, car les Anglais tinrent peu ferme après la capture de leur chef.

Renaud, malgré cet échec, mu par la haine violente qu'il portait au roi, se détacha de son corps d'armée; plusieurs assurent qu'il pénétra jusqu'à Philippe-Auguste, qu'il courut la lance en arrêt pour le frapper; mais que, saisi d'un respect involontaire à la vue de son ancien maître, il changea de direction par une volte et acheva de fournir sa course contre le comte d'Auxerre, qui le fit reculer. Cette manœuvre de Renaud s'accordait avec les mesures concertées avant la bataille, de porter toutes les forces des trois corps sur le point où serait le roi; Fernand, de son côté, avait tâché d'opérer dans le même sens, mais les rudes assauts qu'il avait eus à soutenir avaient empêché de mettre ce projet à exécution et l'avaient réduit à ne s'occuper que de sa propre défense.

Le moment où le roi avait échappé au danger était précisément celui qui marquait la défaite du comte de Flandre. Le duc de Bourgogne, après avoir détaché quelques troupes légères à la chasse des Flamands,

pour les empêcher de se rallier, s'était porté avec son aile droite victorieuse sur le flanc des Allemands, qui, épouvantés des cris de victoire et poussés par les charges vigoureuses de la cavalerie de la garde du roi, commençaient à faiblir. La phalange impériale est abordée, enfoncée, non sans perte; cette charge coûta la vie à cent vingt gentilshommes français, restés morts sur la place. Enfin, par un subit retour de fortune, la garde royale, exaltée du succès décisif obtenu à l'aile droite, pénètre jusqu'à l'empereur. Pierre de Mauvoisin, écartant de la main les piques, les hallebardes qui faisaient obstacle, saisit les rênes du cheval d'Othon, qu'il s'efforce en vain d'emmener, tant la presse était grande; en même temps Gérard Scrophe frappe l'empereur d'un coup d'épée qui glisse sur son haubert; Guillaume des Barres le saisit au corps, comme Gérard ajustait un second coup. Le cheval d'Othon se cabre et reçoit dans l'œil le coup destiné au cavalier. L'animal irrité de sa blessure fait un écart et va tomber mort en dehors de la mêlée.

Guillaume des Barres, qui s'était accroché à l'empereur, est désarçonné. Bernard d'Ostermale et quelques chevaliers allemands arrivent à temps pour relever leur maître et lui procurer un autre cheval. L'empereur remis en selle, déjà blessé à la cuisse, tout étourdi de sa chute, ne pouvant plus endurer l'ardeur des Français, s'abandonne à la fuite, suivi du duc de Bra-

bant, du comte de Boves et de plusieurs seigneurs allemands. Le roi, qui s'en aperçut, dit avec cette gaieté qui ne le quittait jamais dans les circonstances les plus graves : « Amis, voici l'empereur qui s'en » va ; nous n'en verrons plus aujourd'hui que le dos. »

En effet, la déroute de l'armée impériale commença d'abord par petites troupes de trente à quarante, et bientôt par bandes entières. Pour revenir à Guillaume des Barres, qui avait vidé les étriers en voulant retenir son prisonnier, il se trouvait serré de près par des fantassins allemands, qui ne lui donnaient aucun relâche. Il se défendait bravement ; mais comme un homme seul, pesamment armé et démonté, ne pouvait tenir longtemps contre des forces aussi inégales, il allait succomber aux yeux de Barthélemi de Roye et des frères de Garlandes, à qui le danger récent que Philippe venait de courir imposait la loi de ne plus s'éloigner de lui, quand Thomas de Saint-Valeri, à la tête de ses gens, arriva pour le dégager. Non loin de là, Pierre et Bernard d'Ostermale, Gerard de Randerodes, Othon de Teklenbourg, Conrad de Dormont et les chevaliers d'élite que l'empereur avait choisis pour garder son enseigne, combattaient encore vaillamment, tandis que leur maître fuyait sur la route de Mortagne, et défendaient leur aigle comme s'ils avaient espéré pouvoir la conserver. Obligés de céder au nombre, les deux premiers sont faits prisonniers,

les autres renversés morts ou blessés. Le char envahi est mis en pièces ainsi que le dragon; l'aigle dorée, mutilée, les ailes arrachées, est seule gardée pour être présentée plus tard au roi, comme un trophée de la victoire.

Le comte de Boulogne, qui n'avait cessé de combattre depuis le commencement de l'action, malgré la défaite des Anglais, tenait encore : entouré de tous les côtés, il avait formé son infanterie en bataillons ronds et vides, au milieu desquels il se retirait pour prendre haleine quand il était serré de trop près; reposé et rafraîchi, il en sortait pour tomber sur ceux qui osaient en approcher. A la fin, ses ronds sont rompus et détruits; resté presque seul, accompagné seulement de six écuyers, déterminés comme lui à mourir plutôt que de se rendre, il résistait toujours, lorsque Pierre de la Turelle, sergent d'armes français démonté dans le combat, s'approchant et soulevant les *flançois* de son destrier, enfonce sa dague dans le corps du cheval. Le comte crie merci et se rend au chevalier Garin.

De tous côtés, le champ de bataille était demeuré aux Français; le roi, de la hauteur du plateau naguères occupé par Othon et d'où il pouvait embrasser d'un coup-d'œil le théâtre de sa gloire, aperçut une masse de sept à huit cents hommes de pied qui faisaient retraite en bon ordre, il ordonna à Thomas de Saint-

Valeri de les attaquer; ce preux chevalier, bien que fatigué, marche à eux avec les cinquante cavaliers et les deux mille fantassins sous ses ordres; il les somme de mettre bas les armes, et, sur leur refus, il les charge, en tue une partie et force l'autre de se rendre. Ces braves gens étaient des Brabançons qui faisaient un dernier effort pour retourner dans leur pays. On remarqua, comme une chose fort extraordinaire, que Thomas de Saint-Valeri, ayant fait l'appel de sa troupe après ce dernier fait d'armes, il ne lui manqua qu'un seul homme retrouvé blessé parmi les morts et qui guérit depuis de ses blessures par les soins des *phisiciens*, (chirurgiens), ainsi qu'on les nommait alors.

La nuit qui approchait, la crainte de compromettre l'armée, en la laissant se débander à la chasse des fuyards dans le pays coupé de Tournai à Mortagne, celle de laisser échapper les prisonniers de marque dont on espérait de fortes rançons, ne permirent point de pousser l'ennemi à plus d'une lieue au delà du champ de bataille. Le roi fit donc sonner le ralliement et défendit à tout combattant, de quelque grade qu'il fût, de s'éloigner de sa bannière sous aucun prétexte. On parqua les prisonniers, autour desquels on rangea les différents corps de l'armée.

Avant de se livrer au repos, le roi fit amener devant lui les principaux prisonniers dont quelques-

uns avaient encouru la peine capitale pour avoir guerroyé contre leur suzerain; après quelques reproches adressés aux comtes de Flandre et de Boulogne, il fit à tous grâce de la vie et ordonna qu'on les conduisît avec les précautions d'usage dans diverses places fortes du royaume, par les soins du chevalier Garin et de Jean Paulée. Voulant procurer au comte de Dreux un moyen d'échanger son fils Robert Gattebled, détenu en Angleterre où il avait été conduit lorsqu'il fut pris aux portes de Nantes, il lui accorda droit de rançon sur le comte de Salisbury, que le roi Jean eut la dureté de laisser longtemps en captivité avant de conclure l'échange. Il fit présent de la terre de Villebois à Hugues de Mareuil qui avait pris le comte de Flandre, et accorda à Matthieu de Montmorency le droit d'ajouter douze alérions aux quatre qu'il portait déjà dans ses armes, en souvenir des douze drapeaux qu'il avait pris à l'ennemi dans cette mémorable journée, puis il se jeta sur un peu de paille, au village de Camphin, selon quelques chroniques du pays, pour prendre le repos dont il avait besoin.

Ainsi fut détruite ou dispersée, en moins de sept heures, l'armée la plus considérable qui eût paru en Flandre depuis l'invasion des Germains, armée qui, la veille encore, se flattait de démembrer la monarchie française, dont elle avait partagé les lambeaux d'avance.

La bataille dura depuis une heure et demie de l'après-midi jusqu'à sept heures du soir. Les auteurs contemporains laissent ignorer les pertes des deux côtés en morts, en blessés et en prisonniers. Des chroniques flamandes du quatorzième siècle portent ces pertes à trente mille hommes dans l'armée impériale; Panckouke rapporte (on ne sait sur quels garants), qu'on lui fit cinquante mille prisonniers; ce qu'on sait de positif à ce sujet, est que cinq comtes souverains et vingt-cinq autres de si haut rang qu'ils avaient droit de porter bannières, furent pris, ainsi que plusieurs propriétaires de fiefs et grands tenanciers. S'il est permis de juger par le nombre des combattants, par la longueur et l'acharnement de la bataille, par la chaleur intense de la journée, par l'importance des prisonniers dont l'histoire nous a laissé les noms, la perte dut être énorme des deux côtés.

On envoya les prisonniers dans les principales places; ainsi les comtes de Flandre et de Boulogne, Eustache de Hainaut, chevalier de Saint-Jean, Bertrand de Huguemanges, chef du conseil de l'empereur, et trente seigneurs bannerets furent conduits à Bapaume.

Boulogne crut profiter de la proximité de Bapaume avec les Pays-bas pour recouvrer sa liberté. Il conseilla à l'empereur de s'emparer de cette ville, afin de délivrer tant de seigneurs qui y étaient retenus.

Le roi découvrit sa négociation, et, irrité de voir ce comte persister toujours dans sa haine contre lui, il se le fit amener, et lui reprocha toutes ses trahisons, et les bienfaits dont il l'avait comblé. Il l'envoya ensuite dans la tour neuve de Péronne, où on l'enchaîna dans une chambre obscure, après avoir attaché à ses chaînes un gros poteau roulant, que deux hommes eussent eu de la peine à remuer.

De Gand l'empereur passa en Allemagne, et se retira à Brunswick. Il sembla, après la bataille de Bouvines, avoir perdu tout son courage, quoiqu'il eût passé jusque-là pour un prince intrépide. Il renonça à l'empire, et en envoya les insignes à Frédéric, son concurrent. Il vécut ensuite à Brunswick dans une apathique indifférence. Pourtant il conserva le titre d'Empereur jusqu'à la fin de ses jours, qui arriva en 1218. La vie lui était devenue tellement à charge, qu'il mourut dans une sorte de désespoir.

Après une victoire aussi décisive, Philippe retourna à Paris, et sa marche ne fut qu'une ovation continuelle. Les peuples accouraient de toutes parts sur son passage, pour voir ce roi victorieux; ils le suivaient de journée en journée, et se le montraient les uns aux autres avec ravissement.

Les Parisiens ne mirent point de bornes aux témoignages de leur allégresse; ils tapissèrent les rues de la capitale, et le roi y entra, revêtu de ses orne-

ments royaux, et monté sur un char magnifique, au son de toutes les cloches et des instruments de guerre. Le comte de Flandre suivait, enchaîné dans un chariot, traîné par quatre chevaux alezans. Le peuple élevait son roi jusqu'aux nues, et accablait le comte de Flandre de railleries sanglantes. Les réjouissances publiques durèrent sept jours, et pendant les nuits la ville était éclairée par des illuminations.

Le comte de Flandre fut enfermé dans la tour du Louvre, qui était alors hors des murs, et d'abord gardé assez étroitement. Le parlement confisqua même ses biens au profit du roi; mais la comtesse, sa femme, s'étant rendue à Paris accompagnée de plusieurs seigneurs flamands, obtint un traitement plus favorable. Elle se jeta aux pieds du roi, en versant un torrent de larmes, puis elle lui demanda avec soumission qu'il eût la bonté de lui rendre son époux, et l'assura qu'il lui prouverait une éternelle fidélité. Le roi se laissa fléchir, mit le comte à rançon, et voulut qu'il fît raser à ses dépens les forteresses de la Flandre et du Hainaut. La comtesse accepta ces conditions; mais les peuples, ayant refusé de s'y soumettre, le comte demeura prisonnier. Philippe toutefois rendit sa servitude beaucoup plus douce et plus supportable.

Dans l'Anjou, la fortune du roi avait accompagné ses soldats; le jour même de la bataille de Bouvines,

le comte d'Artois défit sur les bords de la Loire le roi d'Angleterre, qui se réfugia dans Parthenay.

Philippe, ravi du progrès de ses armes, vint en Poitou, où sa présence ramena à son parti presque tous les seigneurs que le roi d'Angleterre en avait détachés. Il ne manquait plus à tant de succès que d'investir le roi Jean dans Parthenay. Celui-ci n'avait point de flotte qui pût venir le délivrer, et il semblait qu'il ne pouvait échapper aux Français. Dans sa détresse, il eut recours à l'autorité du pape, dont il se disait toujours le vassal. Il supplia le légat d'obtenir du roi une trève pour cinq ans, et il envoya le comte de Chester, son favori, la solliciter en son nom. Philippe y consentit, grâce à l'intervention du souverain pontife. La trève fut conclue et jurée solennellement par les chambellans du roi d'une part, et par douze barons anglais de l'autre.

Philippe, tant de fois victorieux, et par lui-même et par le comte d'Artois, son fils, revint à Paris jouir du fruit de ses triomphes.

Il était arrivé au plus haut point de sa grandeur. Il avait terrassé l'orgueil de l'Allemagne, humilié l'Angleterre, recouvré les plus riches provinces; les grands fiefs lui étaient soumis, ou sous la domination de princes fidèles; la Flandre venait d'être domptée, et le comte était son prisonnier. Il avait, par des alliances, des traités ou par la force des armes, réuni à sa

couronne l'Artois, le Vermandois, le Boulonais et l'Auvergne, et l'on ne reconnaissait plus cette monarchie, qui, sous Louis VII, son père, ne comprenait qu'une partie de l'Ile de France et de la Picardie. Aucun souci d'ailleurs ne semblait troubler sa félicité. Le comte d'Artois était en âge de régner et en avait paru digne; le prince Philippe, son fils, grandissait, et toute la France jouissait d'une paix profonde. La comtesse d'Artois mit de plus au monde un second fils, qui parut être le complément de tant de prospérités. Il naquit à Poissi le 25 avril 1215, et reçut le nom de Louis sur les fonts sacrés. Ce fut le grand saint Louis.

Le roi d'Angleterre, de son côté, honteux de ses défaites, s'était retiré dans son royaume, où il s'abandonnait sans réserve à tous les plaisirs. Il refusa de s'acquitter envers les évêques et leva de nouvelles impositions par sa seule autorité. Les peuples oppressés se plaignirent; les seigneurs prirent leur défense, et on se souleva unanimement contre lui. Le roi Jean, épouvanté, consentit à tout ce qu'on voulut. Mais bientôt il fit de grands préparatifs dans l'île de Wight; il révoqua tout ce qu'il avait promis, et, afin de se mettre à couvert contre de nouvelles attaques, il prit la Croix contre les infidèles. Le Pape, qui crut son vœu sincère, se prononça en sa faveur. Les seigneurs, indignés de cette conduite, prirent aussitôt les armes.

Jean, de son côté, assiégea dans Rochester quelques-uns des principaux chefs de l'insurrection; mais la plupart des seigneurs se rendirent maîtres de Londres, et, après avoir déposé le roi, ils jetèrent les yeux, pour lui succéder, sur le comte d'Artois, qui avait épousé Blanche de Castille, fille d'Eléonore, sœur de Jean. On envoya aussitôt en France le cardinal Winchester offrir la couronne d'Angleterre au comte d'Artois. Ce prince était en ce moment en Languedoc. Philippe ne pouvait croire à une telle proposition; mais quand il fut convaincu qu'elle était sincère et sérieuse, il y consentit avec joie. Seulement, pour la sécurité de son fils, il demanda des otages.

On convint qu'on enverrait en France vingt-cinq enfants des premières familles. Les ambassadeurs allèrent ensuite trouver le comte en Languedoc. Celui-ci promit d'être dans deux mois à Calais avec une armée, et il envoya pour gage de sa parole douze seigneurs et quelques troupes choisies.

Il partit par un gros temps avec une flotte de sept cents voiles. Robert, comte de Dreux, Adam, vicomte de Melun, Thomas, comte du Perche, et une infinité de noblesse l'accompagnaient avec les meilleures troupes du royaume. Malgré le mauvais temps, qui dispersa sa flotte, il descendit enfin dans l'île de Tanet, et marcha diligemment vers Sandwich.

Le succès des armes du prince Louis fut plus

rapide qu'il n'eût osé l'espérer. Tout cédait à ses troupes; mais il fut assez impolitique pour mécontenter les seigneurs anglais, par les préférences qu'il accordait et les donations de tout genre qu'il faisait aux Français; de sorte que l'antipathie entre les deux nations se ranima plus vive que jamais.

Il alla mettre le siége devant Douvres, qu'il avait laissé derrière lui; mais il fut bientôt convaincu qu'il avait manqué de prudence. Hubert du Bourg avait muni cette place de tout ce qui était nécessaire pour une longue résistance. Il ne fut ébranlé ni par la menace qu'on lui fit de pendre son frère, fait prisonnier, ni par celle de ne faire aucun quartier à la garnison; tous les efforts des Français échouèrent devant cette place.

Pendant le siége de Douvres, le roi Jean, qui avait réuni une armée composée d'aventuriers et de bandits, tomba gravement malade; on le déposa au château de Sleaford, où il mourut après avoir institué roi, Henri, son fils aîné. La nouvelle de sa mort étant devenue publique, le prince Louis s'imagina que tout allait fléchir sous son autorité. Il pressa Du Bourg de lui ouvrir les portes de Douvres; mais, ayant trouvé le gouverneur inaccessible aux promesses comme aux menaces, il leva le siége, et se rendit à Londres pour recevoir les hommages du reste de la nation.

Il ne tarda pas à s'apercevoir combien il s'était

trompé dans ses espérances. Le comte de Pembroke, grand maréchal d'Angleterre, prenant en main le gouvernement de l'état, fit proclamer roi, dans Glocester, le jeune Henri, fils aîné du roi Jean, âgé seulement de neuf ans, et le fit sacrer par l'évêque de Winchester le 18 octobre. Alors toute l'Angleterre regarda ce jeune prince comme le roi légitime, et le prince français ne fut plus considéré que comme un étranger, ennemi de la nation. Après quelques succès éphémères, Louis conclut une trève avec Pembroke, et repassa en France, accompagné du roi d'Ecosse et du comte du Perche. Ce voyage acheva de ruiner ses affaires en Angleterre. Le roi, son père, redoutant les foudres de Rome, refusa de voir son fils; de sorte que Louis se rembarqua vers le temps de Pâques avec très-peu de renfort. Pendant ce temps-là, Pembroke fit rentrer dans le devoir tous les seigneurs et toute la noblesse qui servaient sous les enseignes du prince, qui fut obligé de se soutenir avec ses seules forces.

Le comte du Perche, avec trente mille hommes qui lui restaient, vint assiéger Lincoln. Il emporta d'abord la ville et pressa assez vivement le château. Pembroke assembla toutes ses troupes avec une extrême diligence, et marcha aussitôt vers Lincoln. Toute la haute noblesse était dans son armée, et le légat l'accompagnait revêtu de ses habits ponti-

ficaux. Les Français ne pouvaient croire que le régent eût pu mettre sur pied une armée si puissante en si peu de temps ; mais ils n'en parurent pas effrayés. Le comte du Perche ne voulut même pas lever le siége pour aller au-devant de Pembroke. Il demeura ferme dans ses lignes. Le régent, ayant d'abord fait entrer du secours dans le château par une fausse-porte, attaqua l'armée française avec plus de confiance. La bataille fut longue et sanglante; quelques Anglais, qui servaient dans les rangs des Français, ayant livré à ceux de leur nation la porte de Lincoln, le fort de la mêlée se porta sur le comte du Perche. Plusieurs seigneurs anglais l'exhortèrent à se rendre; mais il leur reprocha avec dédain d'avoir appelé le prince Louis à leur secours, de l'avoir ensuite abandonné avec perfidie, et il s'obstina à combattre, jusqu'à ce qu'il reçût un coup de lance dans la visière de son casque, qui le renversa mort sur la place.

Alors tout céda devant les Anglais. Ils firent une infinité de prisonniers; Lincoln fut pillé et saccagé. On y prit tous les équipages de l'armée, ce qui fit appeler cette journée *la Foire de Lincoln.* Cette bataille fut livrée le 14 juin 1216.

Ce funeste évènement fit perdre au prince, en un seul jour, les conquêtes d'une année; tout se déclara contre lui ; il se renferma dans Londres avec ce qui lui restait de troupes, en attendant le secours qu'il

espérait de France. Le régent avait conduit son armée devant Londres; et il retardait d'en faire le siége, dans l'espoir d'un accommodement. Le roi Philippe refusa constamment d'envoyer aucun secours à son fils; mais la reine Blanche équipa une puissante flotte et en donna le commandement à un Anglais, nommé Eustache.

Le régent, instruit de ces préparatifs, disposa sur les côtes une armée pour combattre les Français à leur débarquement, et mit à sa tête lord d'Albinel. En même temps il commanda à Du Bourg d'aller au-devant de la flotte française avec celle d'Angleterre, et de la combattre. Du Bourg atteignit Eustache dans la Manche, le battit et le fit prisonnier. Eustache offrait une rançon considérable à Du Bourg, lorsque le prince Richard, tirant son épée, la lui passa au travers du corps.

Après ce succès, le régent bloqua Londres de plus près, et obtint du prince Louis une entrevue dans une île de la Tamise. On y fit venir le jeune roi Henri; le légat, ainsi que plusieurs lords, y assistèrent. On signa un traité, par lequel Louis renonça à toutes ses prétentions sur la couronne d'Angleterre, et promit d'engager le roi, son père, à rendre aux Anglais les provinces conquises sur le roi Jean. Henri, de son côté, accorda une amnistie à tous ceux qui s'étaient déclarés pour Louis, ratifia tous les priviléges de la nation, et s'engagea à fournir des vaisseaux pour le

retour de Louis et des siens. On convint que les prisonniers seraient rendus de part et d'autre sans rançon, et l'on fixa une somme, moyennant laquelle les otages donnés à Louis devaient être rendus. Le traité fut juré sur les saints évangiles, et le légat donna l'absolution au prince français et aux siens, à condition qu'il donnerait pendant deux ans le dixième de son revenu aux pauvres, et ceux de son parti le vingtième.

Ainsi se termina l'expédition d'Angleterre, qui avait eu de si heureux commencements. Le prince Louis revint à la cour un peu confus; il y fut presque aussitôt suivi des ambassadeurs d'Angleterre, qui, conformément au traité de Londres, venaient demander la restitution des provinces conquises par le roi. Philippe leur répondit que la cour des pairs les avait confisquées à son profit, et que son fils n'avait pas eu le droit d'en disposer. Ils furent obligés de s'en retourner et d'attendre, pour présenter leurs réclamations, que Louis fût parvenu à la couronne.

Le calme qui régna alors dans toute la France transporta la guerre en Orient, où les uns allaient servir les empereurs de Constantinople, les autres accomplir leur vœu dans la Palestine. La guerre des Albigeois avait pris fin par la mort du comte de Montfort, tué devant Toulouse. Raimond le vieux, par la valeur et les belles qualités de son fils, était rétabli dans ses états. Sa seule douleur était de se voir encore

sous le poids de l'anathème. Cependant, dès l'année 1218, il s'était enrôlé dans la milice de Saint-Jean. Il nourrissait tous les jours treize pauvres; et l'entrée de l'église lui étant interdite, il allait tous les matins faire sa prière à la porte de la principale église de Toulouse. Il tomba enfin dangereusement malade, et il se hâta d'envoyer supplier Jourdain, abbé de Saint-Sernin, de venir le réconcilier avec l'Eglise, en lui administrant les sacrements.

L'abbé accourut; mais Raimond avait perdu l'usage de la parole. Cependant il élevait ses yeux au ciel; et, les mains jointes, on lisait sur son visage les mouvements de son cœur. Les chevaliers de Saint-Jean jetèrent sur lui l'habit de l'ordre, qu'il prit avec les mains et en porta la croix à ses lèvres. Il mourut un instant après.

Cependant la trève conclue avec l'Angleterre en 1214 était près d'expirer; le pape Honoré III la fit prolonger pour quatre ans. Philippe acquit, à cette époque, le comté de Longueville, en Normandie, ne voulant pas que les Anglais eussent encore quelques possessions sur les terres de son obéissance; il ajouta aussi à son domaine le comté d'Alençon.

Le roi entrait dans sa cinquante-sixième année, et ses forces s'affaiblissant de plus en plus, il prévoyait bien qu'il approchait de la fin de sa carrière. Comme s'il se fût repenti des chagrins qu'il avait causés

à la reine Isemburge, il l'entourait de la plus haute considération. Il distribuait des sommes considérables aux pauvres et il ne s'écartait plus des règles de la plus stricte équité. Il employait la plus grande partie de son revenu à des édifices pieux. Il contribua puissamment à la construction de la magnifique église de Notre-Dame de Paris, que l'évêque Maurice fit réédifier tout à neuf. Il fonda l'abbaye de Bonport, en Normandie, et celle du bois de Vincennes pour les religieux Bons-hommes. Il fit encore bâtir le château du Louvre et les Halles; ce fut lui qui commença à paver les rues de la capitale; il la fit aussi fortifier, et il fit clore de murailles la plupart des places du royaume.

En 1221, il réunit à la couronne le comté du Perche, demeuré sans successeur par la mort de Thomas, comte du Perche, tué à la bataille de Lincoln; et les provinces du Vermandois et de Valois, restées également sans héritier par la mort d'Eléonore, comtesse de Saint-Quentin.

Cependant la santé du roi s'altérait de plus en plus, et une fièvre quarte, qui survint, acheva d'abattre ses forces. Garin, évêque de Senlis et son premier ministre, lui ayant rappelé le vœu qu'il avait fait à Bouvines lorsque sa vie se trouva en danger, Philippe fit aussitôt jeter les fondations de l'église de Notre-Dame de la Victoire, près de Senlis, puis il fit son testa-

ment, qui ne contenait que des legs pieux. L'évêque de Senlis et Barthélemy de Roye, grand chambrier, furent choisis pour exécuteurs testamentaires.

Par ses dernières volontés, le roi établissait un fonds, auquel il ordonnait à son fils de ne toucher que pour la défense de l'état. Il léguait cinquante mille livres à ses exécuteurs testamentaires, pour être distribuées à ceux qui prouveraient que le roi aurait commis quelque injustice à leur égard. Il en léguait dix mille à la reine, cent sept mille au roi de Jérusalem pour la défense de la Terre-sainte, deux mille aux chevaliers du Temple, deux mille à ceux de Saint-Jean, vingt-un mille aux pauvres veuves aux orphelins, et aux lépreux, cinquante mille aux églises de France qui avaient besoin d'être réparées; enfin, il fondait trente religieux à Saint-Denis, qui devaient prier Dieu pour le repos de son âme, et il leur légua encore ses joyaux et ses ornements royaux. Dans ces dispositions, il attendit la mort, qu'il ne croyait pas éloignée.

Tout se disposait en France pour un congrès à Paris, où l'on devait s'occuper de secourir la Palestine. Jean de Brienne, roi de Jérusalem, était venu implorer l'assistance du roi. Le cardinal-légat s'y était aussi rendu du Languedoc; Philippe qui, dans ce moment, était au château de Pacy-sur-Epte, avait promis de s'y trouver.

Quoiqu'il fût toujours très-souffrant, il voulut partir pour Paris; mais lorsqu'il fut arrivé à Mantes, le mal augmenta tellement qu'il fut obligé de s'y arrêter. Il mourut dans le château de cette ville le 14 juillet 1222, à l'âge de cinquante-huit ans. Son corps fut porté à Saint-Denis avec plus de pompe que celui d'aucun de ses prédécesseurs.

Tous ceux qui devaient se trouver à l'assemblée de Paris assistèrent à son convoi funèbre; on y voyait entre autres ses deux fils, Louis, comte d'Artois, devenu roi de France sous le nom de Louis VIII; Philippe, surnommé Hurpel ou le Velu, comte de Clermont; le roi de Jérusalem; le cardinal-légat Conrad; le cardinal Egmond; Guillaume, archevêque de Reims, et vingt-un prélats.

Ainsi mourut Philippe II, que sa naissance fit surnommer Dieu-Donné, et ses exploits le Conquérant. La postérité a réuni ces deux noms en celui d'Auguste, qui lui est resté. La mémoire de ce prince doit être cher à tout cœur vraiment français; car c'est à Philippe-Auguste que nous devons en grande partie la réputation de nos armes et les plus solides fondements de la monarchie.

Fin.

TABLE

DES MATIÈRES.

